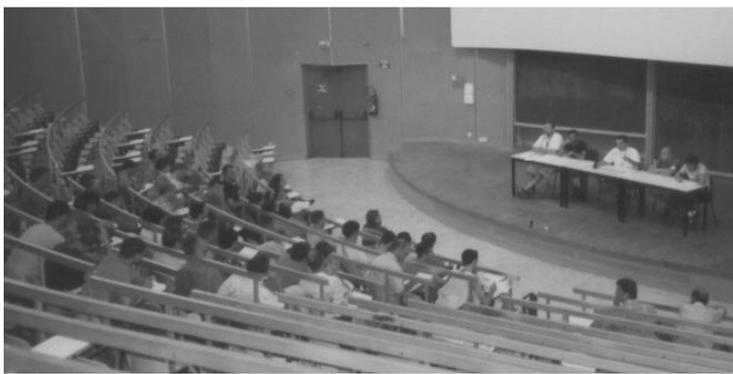


U E E H

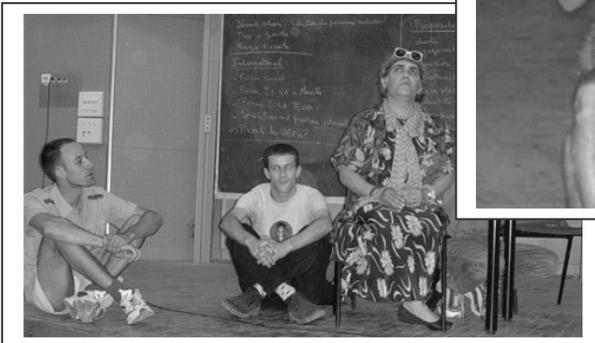
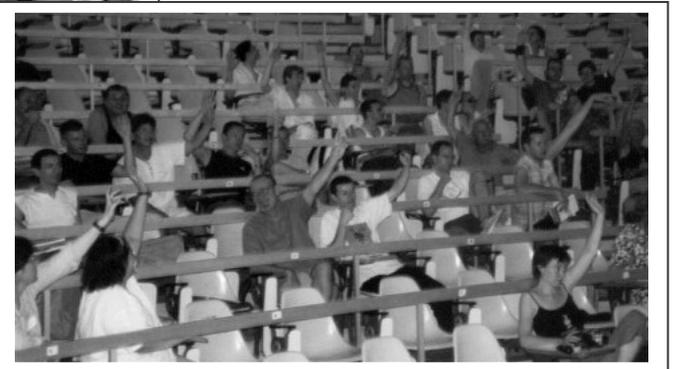
Assises

2003

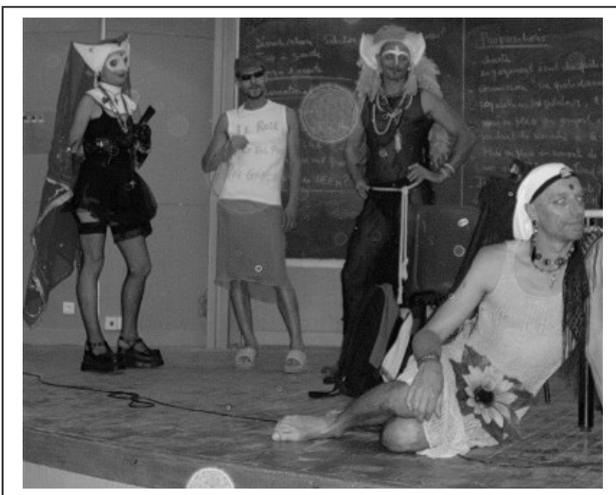
La refondation



- Intergénérationnel
 - Où sont les foot-les?
 - Politiquement correct - ben t
 - Homosexuellement



VALEURS
 Mots clefs | lutte contre l'homophobie
 International = changer le monde!
 Mixité
 ouverture vers l'étranger
 respect, écoute, ouverture, dialogue
 Déauleteurs Déauletrices



SAMEDI

Assemblée générale d'ouverture des Assises de refondation	P. 6/12
Bilan d'ouverture	P. 14/25

DIMANCHE

Assemblée générale : Réflexions et propositions	P. 28/31
Les <i>UEEH</i> : Un moment gay et lesbien	P. 33/34
Une plus grande diversité de personnes ?	P. 35/36
L'ouverture aux autres	P. 37
Une plus grande diversité de parole	P. 38
Une écoute, une solidarité	P. 39
Un nécessaire questionnement politique	P. 40
Chères amies, chers amis	P. 41
Et l'International ?	P. 42/47
Synthèse des réflexions sur les valeurs	P. 49/53
Un seul thème par année ? Lequel ?.....	P. 55/58
Fonctionner en autogestion	P. 59/62
Synthèse des réflexions sur le fonctionnement	P. 64/67

LUNDI

Assemblée générale statutaire finale	P. 71/77
Vote du nouveau Conseil d'Administration	P. 79/85

SAMEDI

SAMEDI

SAMEDI

SAMEDI

Jacques Fortin : Tout d'abord, bienvenue à toutes et à tous. Un bienvenue sincère car cela nous fait chaud au cœur de voir, alors que rien de ce qu'on fait d'habitude aura lieu, que nous sommes environ 80. Donc bienvenue à ce qui ne sera pas une *Université d'Été*. Cela n'en aura ni le goût, ni l'odeur, ni la couleur. Vous n'êtes pas à l'*Université d'Été*, vous êtes à trois jours de prise de tête sur l'*UEEH*. C'est ce que je disais, en gros, au téléphone à ceux qui demandaient des renseignements, afin que les choses soient claires. Pour autant, on va essayer de ne pas se prendre la tête durant ces trois jours de travail.



Avant de commencer, une petite précision : vous êtes toutes et tous adhérents à l'association des *Universités d'Été* (vous avez payé express 10 euros lors de votre inscription) et aussi participants à un week-end d'assemblée générale extraordinaire de l'association. Assemblée qui va prendre des décisions de fond. A la fin de cette matinée, les membres actuels du CA vont démissionner. Il n'y aura donc plus de CA. Ceci dit, au terme de ces trois jours, soit nous trouvons ensemble l'énergie de refonder quelque chose et on ressort avec un nouveau conseil d'administration (ainsi que des équipes de travail), soit on ne trouve pas d'énergie suffisante. Ce qui n'est pas dramatique, dans le passé nous avons déjà arrêté l'*Université d'Été*. Dans ce cas, l'équipe sortante gèrera les affaires courantes ainsi que la dissolution de l'association. Je vous le dis clairement afin que vous sachiez que nous ne sommes pas là en train de vous faire du cinéma. A la fin de cette matinée nous démissionnerons et il faudra qu'une nouvelle équipe soit nommée, sachant que si personne n'est nommé l'Assemblée Générale nous réélira afin que l'on s'occupe des affaires courantes.

Pourquoi ces assises ?

Une équipe physiquement fatiguée : C'est épuisant d'organiser une *Université d'Été*. C'est entre 500 et 600 personnes qui viennent, quelques 25 conférences et débats chaque jour, un soir sur deux une soirée de qualité, des ateliers (pas forcément assez), un état d'esprit de participation à insuffler et à conserver, des gens qui vivent douloureusement la semaine qu'il faut pouvoir écouter. J'en profite pour avoir une pensée pour François Delor. Pour beaucoup d'entre nous cela fait très mal qu'il ne soit pas présent. Cet hiver il a décidé d'arrêter de vivre. C'est une douleur énorme. Mais il y a des douleurs qu'il faut vivre pendant les *Universités d'Été*, il y a des conflits pas toujours bien maîtrisés. Et il y a aussi la question de savoir si tout cela fonctionne, si la porte est ouverte. Et il y a vous tous qui êtes souvent extrêmement demandeurs à l'égard de l'équipe. Quand on a fini d'organiser plein de truc ou de régler des problèmes et que l'on va s'asseoir au bar avec une petite bière, les gens viennent vous voir pour dire que cela ne fonctionne pas trop et qu'il faudrait que l'année prochaine cela soit ainsi, au bout de 48 heures quand quelqu'un s'approche vous avec des spasmes intérieurs, vous souriez et écoutez tout en vous disant "vivement samedi". Surtout quand on est une équipe restreinte.

Une équipe moralement fatiguée : Le plus grave, c'est la fatigue morale. Les *Universités d'Été* étaient une sorte d'utopie que nous voulions créer. Mais il s'avère qu'aujourd'hui cette utopie est en danger, car elle est réussie. L'an dernier nous étions 700. Ce fut une semaine sans faute, où vraiment sur tous les terrains des choses étaient bien faites..... Non, globalement ce n'était quand même pas mal. Mais en même temps, commençait à se faire jour ce que nous appellerons un esprit consumériste. C'est à dire que des gens venaient passer la semaine (une semaine de vacances), et il fallait que cette semaine soit bien. Ces personnes ne se disaient qu'il leur fallait faire leur part pour que cette semaine soit bien. Ce qui était pour nous assez usant.

Un contenu fatigué : Ensuite il y a la question du contenu même des *UEEH*, sachant que certains d'entre eux s'usent et ne donnent pas ce qu'ils promettent. A titre d'exemple je prendrais l'international. Sujet peu polémique puisqu'en quatre ans il a été fait beaucoup de choses (en particulier grâce à *Amnesty* et à d'autres). Cependant des gens viennent faire des témoignages, on les écoute, on a le cœur serré, on dit que c'est vraiment bien, et chacun s'en retourne chez soi. Et voilà. Pouvons-nous nous arrêter là ? Pouvons-nous, après avoir entendu ce qui se passe en Egypte ou en Tunisie, se contenter de faire du tourisme humanitaire ? Il faut

réfléchir à autre chose. C'est l'une des premières limites à ce que nous faisons aujourd'hui, à savoir comment aller plus loin et comment le faire. Sur d'autres terrains se posent également des questions. Par exemple les questions relatives à la vie quotidienne, c'est un domaine sur lequel nous avons très mal su travailler. Sur ce que sont nos vies, sur la notion du couple, sur les relations multiples. Certes, il y a des ateliers au cours desquels cela se discute, mais comment faire pour que cela soit pris en charge ? Et comment le faire, entre nous ? Voici des limites politiques sur nos objectifs. On dit aussi que nous sommes euroméditerranéens. C'est géographiquement vrai mais du point de vue de la composition, nous étions bien blancs et blanches, de l'Europe riche et nantie. Et bien entre nous. Ce n'est pas forcément de notre faute, mais cela nous interroge, car on se demande comment faire autrement. Sur le plan artistique et culturel on a reçu des gens, on a vu pas mal de choses se passer. Il faut maintenant que nous essayons d'avoir un souffle plus décoiffant. Je prendrais l'exemple des écrivains et écrivaines qui écrivent sur leur soi (leur grand soi) plus ou moins bien pendant 300 ou 400 pages, cela va un temps. Il faudrait que l'on voie ce qui peut être fait et ce qui est fait sur le plan littéraire et de la recherche d'écriture. Quelque chose qui soit plus décoiffant, avec un peu plus d'air. Tout cela veut dire du travail, des réseaux à mettre sur pied.

Tous ces problèmes, nous nous les posons. Et ce n'est pas à une quinzaine de gens enfoncés dans les problèmes d'organisations, financiers et politiques (avec la ville, la région) qui peuvent répondre à tout. Par exemple l'année dernière nous avons passé une semaine à s'échanger des faxes avec la mairie pour ne pas être foutu dehors, pendant que tout le monde faisait la fête, discutait. Bref, voilà où nous en sommes. D'où cette volonté d'élargir. Et derrière cela il y a non seulement la fatigue mais aussi les questions de fond. A savoir ce que pour nous sont les *Universités d'Eté*. Là-dessus je propose qu'après cette introduction nous continuions chacun, en petit groupe, à discuter sur ce que c'est pour nous l'*Université*, comment nous la voyons, ce que nous voulons en faire. Discussions qui seront suivies par une mise en commun des conclusions de chacun. Et suite à cela, toujours en fin d'après midi, organiser ensemble le week-end afin de voir comment on travaille, afin d'en sortir éventuellement avec des orientations, des réseaux de travail, un conseil d'administration.

Un projet politique

Pour nous, les *Universités* sont un moment communautaire, un moment où les communautés lesbiennes et gays (avec toutes les limites qu'on peut mettre dans le terme "communauté") ont un lieu, un espace et un temps durant lequel les débats, des échanges peuvent avoir lieu. Il était temps de communautariser l'organisation de cette semaine, et de faire que le nouveau CA et les nouveaux réseaux qui vont y travailler soient des réseaux reflétant la diversité associative et d'initiative de ce que nous appelons la communauté lesbienne et gay. C'est l'un de nos objectifs, tout en ne perdant pas l'esprit d'origine.

Le projet original remonte aux années 77/78 quand vous aviez un mouvement gay et lesbien qui était très minoritaire mais très vivace, et très divisé. Où les invectives se faisaient très facilement, et les exclusives, les exclusions étaient fréquentes. C'était haut en couleur. Par exemple vous aviez à Aix les *Folles Lesbiennes* et ici, à Marseille, le *GLH*. Les *Folles Lesbiennes*, parce qu'elles étaient des folles lesbiennes, non phalliques, et que nous nous étions pour l'abrogation des lois, que nous étions donc des réformistes qui voulaient s'insérer dans le système, on ne se parlait pas et on s'excluait. Ce qui ne nous empêchait pas de se retrouver dans des fêtes et de rigoler un bon coup. Le but des *Universités d'Eté* fut de faire, au départ, que tous ces différents courants qui existaient alors se retrouvent ensemble, autour de tous les débats qu'ils posaient, que tous ces débats aient lieu. Le tout en partant de quelques idées simples (pas si simples que ça, en fait). La première était que la divergence et la polémique c'est quelque chose de normal. Et que non seulement c'est normal mais c'est sain. Ne pas avoir les mêmes conceptions ou la même vision des choses, c'est une bonne chose. Et il faut le soigner. Mais on ne peut le faire, si on veut passer par-dessus les ego (ce que nous connaissons assez bien dans notre chère communauté) qu'en organisant les débats et les éventuelles polémiques. Créer une semaine de rencontres et de débats avec des forums, des conférences et avec le fait que l'on se croise tous les jours pendant une semaine, revenait pour nous à organiser le conflit. En disant que le conflit est fécond. Aujourd'hui vous avez toujours des différences et des divergences de conduites, de comportement, de philosophies, d'investissements politiques et associatifs (cela existe depuis toujours), et l'un des buts fondamentaux des *Universités d'Eté* c'est que ceux qui le veulent bien viennent, se parlent, s'écoutent. Avec les *Folles Lesbiennes d'Aix*, quand il a été question de faire des fêtes, on ne s'est plus mis chacun à une table sans se parler.

Une organisation différente : Cela veut dire, deuxième point fondamental, que les *Universités d'Eté* ce n'est pas une organisation classique. Nous ne sommes pas une association loi 1901 qui va sortir des communiqués ou prendre des positions et s'engager à tout va. Il est évident que lorsque des choses graves se passent, nous y participons. A l'exemple de ce qui s'est passé en Egypte, nous avons rédigé un communiqué, nous avons soutenu des initiatives. Mais a priori l'*Université d'Eté* est une association qui organise un moment, un temps, un espace. Ce n'est pas un nouveau lieu d'organisation de lesbiennes et de gays sur une orientation particulière. Et si les *UEEH* ont des références éthiques (l'antiracisme, la solidarité entre les peuples, une relation positive au féminisme....) jusqu'à présent nous n'avons pas vocation à prendre position permanente dans tous les débats. Parce que nous organisons un lieu et un temps, et que justement nous proposons à tous ces débats de s'inscrire dans ce lieu et dans ce temps, pour se parler les uns aux autres, et ensemble avancer. Et à partir du moment où les *Universités d'Eté* entreraient dans l'arène des "pour ça" et des "contre ceci", elles ne pourraient plus être ce lieu où les diversités de débats viennent s'inscrire. C'est pourquoi les *UEEH* restent un lieu et un espace. Ce qui est, parfois, très frustrant. Par exemple à Marseille nous avons eu des débats à propos de la *LGP*, et pourtant nous n'avons pas pris position. Nous ne sommes pas une organisation qui rentre dans le champ des débats classiques, nous nous proposons (et nous offrons) à la communauté comme un lieu où ces débats peuvent s'inscrire et peuvent avancer. A chaque fois qu'il y a une position à prendre, nous avons la discussion de savoir si nous devons prendre telle position car elle est en référence avec nos grands repères éthiques ou si cela serait une position trop circonstancielle.

Un espace polémique

Donc les *UEEH* sont un espace pour que viennent s'inscrire différents débats et que les gens apprennent à se parler. Parce qu'ils y sont contraints durant une semaine, puisque leur public est présent. Je pense en particulier aux stars de notre communauté qui ont plein de propos définitifs sur tous. Et donc quelles viennent ici en parler, dans un cadre où elles vont rencontrer leurs contradicteurs. C'est à dire, autre aspect de la chose, que nous ne sommes pas là pour servir la soupe à une école ou un courant philosophique et/ou politique. Pour ma part, j'appartiens à un parti politique, parti dans lequel une commission homo s'est investie dans la relance des *Universités d'Été*. Ce qui a fait dire à certains que ce parti politique manipulait les *UEEH* (vous me direz si vous vous êtes sentis manipulés depuis quatre ans) ou écrire sur des banderoles "Ce parti politique fait un club Med, quelle honte !". Cela relève de l'envie d'étiqueter pour exclure ou pour dégoûter les gens d'être dans un lieu. Cela peut être un danger pour les *UEEH* de se voir investi par tel ou tel courant politique ou sensibilité. Cependant, notre objectif quand nous créons un débat avec un courant qui nous sollicite c'est de nous efforcer de faire que cela soit un débat et pas une tribune. A l'exemple du mouvement queer qui nous a beaucoup sollicité, demandant à ce que les *UEEH* soient queers puisque maintenant tout est queer. Notre position fut de rassembler des gens susceptibles de porter ce débat. Des queers et des non queers. En réponse, nous avons des gens qui nous disent qu'ils ne viennent pas car untel est là, que tel courant est invité. C'est ainsi que *Têtu* est absent, même si maintenant depuis deux ans grâce à un ami nous sommes traités (dans l'agenda). Pour *Têtu*, l'*Université* est une question seulement régionale. *Act Up* était invité et devait venir, mais la veille du soir où ils devaient être présents afin de non pas de débattre mais de se présenter (à cette occasion nous avions invité les grandes associations historiques afin qu'elles se présentent) ils ont annulé. Et six mois après, ils nous ont expliqué leur absence par la présence de Dustan. Notre démarche est de refuser ces exclusives.

Soit nous avons une série de personnes et nous savons que nous ne pouvons pas les réunir faute de quoi ils se mettent sur la gueule, et donc nous les faisons se succéder afin que chacun explique ce qu'il est, ou alors il y a un sujet queer, et on fait venir des queers et des non queers afin de prendre un débat. La logique derrière cela est toujours la même : nous ne sommes pas un lieu affilié à un courant mais un temps, un lieu et un espace où les choses peuvent venir se dire et débattre entre elles. C'est ainsi que lorsque nous invitons des gens, c'est pour un débat, c'est pour se contredire. Parce que nous estimons que non seulement la divergence c'est normal mais qu'il est sain que nous ne pensions pas tous la même chose. Ne pas le prendre en compte cela comme un élément dynamique c'est ne rien comprendre à la vie, et commencer à rentrer dans les exclusives. Ce qui peut prendre des tours polémiques, ainsi à chaque *Université* il y a des moments chauds. En général c'est le mercredi, car depuis le samedi les énergies se sont concentrées et le mercredi venant, ça pète. Et le vendredi, tout le monde est triste car le départ approche à grands pas.

De la vie : Si nous avons voulu qu'il y ait de la vie durant les *UEEH*, ce n'est pas parce que cela est attractif, mais parce que nous nous battons non pas simplement pour notre travail ni pour le respect que l'on doit porter à notre droit de grève, mais nous nous battons depuis toujours pour nos vies. Nos luttes ont construit nos vies. Nous étions et nous sommes toujours pour beaucoup des gens dans une construction personnelle faite sur le déni de soi, sur la honte, le non-droit de vivre. C'est pourquoi, quand nous nous rencontrons, il doit y avoir de la vie, de la fête, de la joie.

Il fallait donc faire non pas trois jours, car on nous l'a dit qu'il n'y avait qu'à faire quelque chose sur seulement trois jours. C'est un choix politique d'origine. Car vivre une semaine ensemble, entre gays et lesbiennes, c'est changer nos vies, c'est vivre mieux, c'est s'exprimer, respirer. Cet aspect fut pour nous un aspect clef. Il n'y a pas de possibilité de faire de la politique au bon sens du terme sans faire de la vie avec. Y compris pour mieux se comprendre. Encore une fois, on ne peut pas se foutre sur la gueule avec quelqu'un pendant une semaine. Et donc, cet aspect de vie, de vie commune est pour nous (c'est d'ailleurs ce que nous disons aux journalistes) une semaine durant laquelle le monde est enfin normal. Ce qui est anormal, c'est ce qui est à l'extérieur. Si nous faisons des fêtes ce n'est pas par goût de la fête, mais parce que fondamentalement cela fait partie de la démarche politique (au sens riche et large du terme) de l'*Université d'Été*.

De la mixité : Dès le départ nous avons voulu être un lieu mixte. Parce que nos luttes ont toujours été des luttes polématiquement communes, entre hommes et femmes concernés par la question homosexuelle. Sans parler des trans ou des bis qui ont toujours pensé que nous ne les comprenions pas. Les *Universités* ont toujours voulu être mixtes parce que nous avons la conviction que les luttes de libération homosexuelle sont intimement liées aux questions de luttes de libération des femmes. Sur le plan théorique comme pratique, nous sommes nourris des luttes féministes. Ce sont elles qui ont ouvert le chemin à la différence en matière de sexualité et d'amour. La réflexion sur la question homosexuelle, les ouvertures politiques sont liées à cette lutte. Qui est aussi une lutte pour la déconstruction des genres, pour une mise en cause des genres et la destruction de l'hétéro-normalité, de la domination masculine.

La question de la mixité des *Universités* est non seulement une question humaine (le fait d'être ensemble) mais aussi politique. Quand je parle de mixité, je parle non seulement de la mixité homme/femme mais aussi de toutes les autres formes de mixité, c'est à dire de toutes les autres façons de ne pas être hétéro-normé. Et également de la mixité sociale. Mixité internationale, pour commencer. Cette année nous avons parmi nous plusieurs délégations étrangères, nous allons donc pouvoir créer un vrai réseau. Nous avons donc la possibilité d'avancer sur la création d'un réseau international de préparation des prochaines *Universités d'Été*. Et enfin la mixité sociale avec le travail (assez élémentaire) que nous menons aujourd'hui de solidarité dans la façon dont nous concevons nos prix. Il faut savoir que sur le plan financier, nous sommes toujours justes. Les *Universités* ce n'est pas quelque chose qui rapporte. Mais nous nous sommes arrangés pour que ceux qui pouvaient mettre un peu plus afin de nous permettre de recevoir des gens qui ne peuvent pas mettre beaucoup.

Un projet utile

Et j'en arrive aux questions de savoir à quoi servent les *Universités*. A plusieurs choses. Déjà dans le passé, des choses considérables sont sorties des *Universités*. Ce n'est pas l'*Université d'Eté* qui fait des choses, encore une fois il s'agit d'un espace et d'un temps, mais c'est un cadre d'où sort des choses. Par exemple, c'est lors de la première *Université* (en 79) que fut mis sur pied le projet de la revue *Masques*. Il s'agissait d'une revue politico littéraire mixte dont une vingtaine de numéros sont sortis (sur 15 ans). C'est également à cette *Université* que fut présenté le projet de *Gai Pied*. C'est aussi cet été que fut créé le *FHAR* qui a commencé la lutte pour l'abrogation des lois discriminatoires, qui par ailleurs lança la première marche (en 81), et qui par la suite porta les premières *Gay Prides*. C'est aussi à cette *Université* que les filles portèrent trois projets de journaux qui deux ans après donnèrent naissance à *Lesbia*. Depuis quatre ans, vous avez le réseau *Moules Frites* qui s'est créé. C'est ainsi que dans le cadre des *Universités d'Eté* il se passe des choses, que des projets se montent et que des réseaux se créent, bref que des initiatives se lancent. Et c'est à cela que les *UEEH* doivent servir. C'est à l'*Université* que le film "*Etre et se vivre homd*" a pu se faire, grâce à un financement que nous avons obtenu (le film est financé par la DDASS). Et maintenant, dans le cadre d'une convention que nous avons avec le Ministère de la Santé, avec la région Provence Alpes Cote d'Azur, nous avons monté une formation contre l'homophobie. Une formation d'initiation et de sensibilisation à l'homophobie. Cela part des *Universités d'Eté*, et cela se développe. L'*Université* ne doit pas être tentaculaire à lancer des choses et vouloir les tenir, elle doit être un lieu, un temps et un espace où parce que des gens se rencontrent et parce qu'il y a un certain état d'esprit, des initiatives se créent et par la suite se développent. Un endroit où des initiatives se rencontrent et mutualisent leur savoir-faire, et donc décuplent leur possibilité d'action.

Ca marche comment ?

Durant une semaine il y a en matinée et en début d'après midi des ateliers ludiques, sportifs, artistiques... Dans l'après-midi il y a des ateliers intellectuels de réflexion. Cela peut être des groupes qui se rencontrent, à l'exemple de *Aides* (ou de *David et Jonathan*) qui une année a fait sa rencontre annuelle. Il y aussi des groupes de travail sur certains thèmes. Et de 17 à 19 heures vous avez des conférences (au nombre de cinq chaque jour) animées par des conférenciers invités par l'*Université*.

Un mot à ce sujet : on les invitait mais à la condition qu'ils logent dans les chambres universitaires et mangent avec nous. Une ou deux fois nous nous sommes fait avoir par quelques stars qui ne concevaient pas de venir nous délivrer leur savoir mémorable en dehors d'un Sofitel, du taxi (matin et soir) et d'un restaurant. Notre position est de dire non à cela, sauf quand nous organisons des colloques. Car, toujours dans le cadre des *UEEH* il nous arrive d'organiser des colloques sur un thème particulier, au cours duquel on fait venir des personnalités, grâce à des financements publics. Et aujourd'hui, le principe est donc de ne pas rétribuer ceux et celles qui animent un atelier ou une conférence. On leur paie le transport et la chambre, mais on leur demande s'ils veulent bien payer leur bouffe. C'est un principe participatif. Car ces gens écrivent, pensent aussi à partir des militants gays et lesbiens, ceux là même qui sont la chaire de leur pensée. C'est pourquoi nous estimons que durant la semaine ils doivent être, ils doivent vivre avec nous.

Bref, il n'y a que cinq conférences car c'est le moment où l'*Université* met de l'argent pour inviter des gens afin que sur les thèmes choisis, ceux-ci interviennent. Et le soir il y a un grand forum (quatre durant la semaine) qui en général étaient des foirades monstreuseuses. Avec *Amnesty*, c'était prévu comme deux heures de témoignages, cela finissait par quatre heures de témoignages harassants, dans une salle surchauffée. Pour ma part je me suis lancé dans plusieurs forums qui ont fini en eau de boudin. Bref, chacun des forums portait sur un des grands thèmes de la semaine. Sachant que par année on définit un grand thème culturel, un thème international, un sur la vie quotidienne. Et que les conférences (et les forums) sont justement liées à ces grands thèmes. Ensuite le soir, il y a des soirées avec dans le courant de la semaine une soirée libre. Le reste du temps c'est la cafétéria, des expositions d'artistes et de créatrices sur des thèmes gays, lesbiens ou transgenres. La cafétéria est peut-être l'endroit où il y a le plus de débats et de projets qui s'élaborent. C'est l'endroit où on passe de longues heures à se parler, à se rencontrer.

La question de l'autogestion : Toujours à propos du fonctionnement des *Universités d'Eté*, il y a celle des chambres universitaires, avec les problèmes de bruit et l'incapacité des gens à s'autogérer. Ce qui pose, autre grande question de fonctionnement, la question de l'autogestion. Personnellement, il me semble qu'il faudrait que les gens organisent une réunion d'étage, chaque année le premier jour, histoire de se mettre d'accords sur les règles de vie. Car de note côté on ne peut pas savoir qui veut du calme ou pas. Répartir les gens dans les chambres en fonction du désir de calme, de mixité ou autres, c'est un casse tête invraisemblable. Et donc, pourquoi les gens ne s'autogéreraient pas ? Nous n'avons pas à envoyer Sarkozy dans les étages afin que cela se tienne tranquille.

Autre exemple d'autogestion, il y a deux ans on nous a dit qu'il manquait une backroom. Des garçons voulaient une backroom. Personnellement j'étais contre. Et l'année dernière il y avait une backroom. Cela m'a stupéfait et cela m'a choqué. Stupéfait parce que je me disais que des backrooms il y en a plein dans les bordels en ville ou dans les bars, et alors qu'on vient vivre ici quelque chose d'un peu différent. L'appétit que les gens mettent dans une backroom, ils pourraient le mettre en cherchant quelque chose de différent. Cela m'a profondément choqué, parce que j'estimais que si certains avaient envie d'une backroom il me semblait qu'il ne fallait venir voir le chef et dire parce qu'on avait payé il fallait une backroom mais demander si nous avions du ruban et aller dans la garrigue se délimiter un espace, et en annoncer l'existence lors du forum du soir. Car sommes-nous devenus une simple prestation ? Est-ce qu'il faudra demain, puisque pour beaucoup d'homos c'est maintenant normal qu'il y ait des travailleurs du sexe, que l'on ait un certain nombre d'entre eux durant la semaine comme prestation ?

Il y a un "esprit prestation" qui se mettait en place et qui n'était pas un état d'esprit d'autogestion. Encore une fois, c'est tout simple de décréter que tel endroit est désormais une backroom et de le dire. Et derrière cela il y a tout le débat sur le pourquoi, sur la nature d'une backroom, et sur ce que nous avons à dire à ce propos. Cela ne signifie pas que nous dirons oui ou non, l'*Université* n'est pas là pour dire que nous sommes pour ou contre les backrooms. Mais quand certains demandent à avoir un tel lieu, il faut aussi pouvoir avoir un endroit (un moment) pour en discuter, pour discuter de ce que c'est, de ce que cela représente. Certains sortent que les backrooms ça sert aux timides, aux vieux et aux moches. En matière de choc, quand j'ai entendu ça, je suis arrivé au bord de l'explosion. D'autant qu'à propos des travailleurs du sexe on m'a sorti les mêmes arguments (comme quoi les prostitués sont nécessaires aux handicapées, aux vieux, aux moches). Bravo, nous nous foutons pas mal d'essayer de changer le regard sur soi et sur les autres, mais il y a des vieux, des pauvres, des moches et on s'en tape. Tout ce qui nous importe c'est d'avoir des lieux où tout cela puisse continuer d'exister tel quel. Mais si c'est cela que l'on propose aux vieux et aux moches, je rentre chez moi. Je ne dis pas que l'on changera les choses, mais qu'au moins que nous ayons, entre nous, un débat. Que ce soit sur les backrooms ou sur d'autres sujets.

En conclusion

Si je termine là-dessus, c'est pour vous montrer la tâche qui nous attend durant ces trois jours. Et pas seulement à l'égard de ceux qui demandaient une backroom, mais vis-à-vis de tous et toutes. Car chacun d'entre nous, sur un terrain ou un autre, considère certaines choses comme normales. Depuis 30 ans, on considère cette normalisation comme normale sur les terrains qui nous arrangent. Mais justement, l'*Université d'Eté* est un lieu qui doit interroger, qui ne doit pas tenir pour acquis ou normal tout ce que nous vivons, et la façon dont nous le vivons. Nous ne sommes pas un lieu de réponse, nous devons être un lieu de questionnement. Et de non-acceptation de tout ce qui va de soi, à l'exemple de cette histoire de backrooms.

Tout cela pour dire qu'il faut que nous ayons des débats. On s'engueulera un maximum. Ce qui sera très bien car c'est tout l'intérêt de la chose. Mais au moins on aura cessé de vivre en pensant que tout ce qui est ainsi est normal. Si c'est cela que les gens viennent chercher aux *Universités d'Eté*, c'est à dire vivre une espèce de club Med un peu amélioré et un peu moins con que la vie quotidienne, cela ne m'intéresse pas de continuer. Par contre, si on vient dans un lieu (et un temps) où on s'efforce de vivre ensemble, de façon chaleureuse et détendue, questionnante et exigeante, cela m'intéresse. Car c'est passionnant, car il y a de l'avenir. Bref, soyons ici comme nous l'étions il y a quelques 30 ans, comme nous pouvons l'être à cause de notre décalage social, et soyons des gens qui au moins examinent les choses avant de les accepter telle quelle. Quitte à ce qu'on vive choses en contradiction avec ce qu'on pense, mais au moins on le sait, on l'assume. Qu'il soit question de backrooms, de PACS (autre exemple emblématique, s'il en est) ou de toutes autres questions.



Marie Paule Lolo : Nous abordons maintenant l'aspect financier des *UEEH*. Il n'est pas question de procéder à un découpage des comptes mais de déterminer comment vous souhaiteriez que les choses se mettent en place, et de vous donner la vision que j'ai de cette question puisque j'ai, en tant que trésorière, travaillé sur les comptes de cette année.

Donc, l'année dernière les gens avaient l'impression qu'on leur fournissait un package. C'est de cette impression qu'est sorti l'esprit consumériste. Sauf que financièrement nous nous sommes retrouvés dans une situation serrée car il est impossible qu'une dizaine de personnes puissent tout gérer. Il faut donc, dans le cadre de la réflexion qui va se mettre en place au sein des différents groupes de travail durant ces trois jours, qu'il y ait également une réflexion sur les questions de financement, d'autofinancement et de budget prévisionnel. Et qu'à partir de là, qu'on apprenne véritablement à mettre des projets et à mettre en phase un budget. Cela fait parti de l'autogestion. Ce qui fait véritablement partie de la responsabilisation et de l'engagement. On ne va pas s'engager oralement, sans en voir la concrétisation. Cet aspect financier nous permet de voir ce qui est faisable, ce qui l'est moins, ce qu'il faudra mettre en place afin d'arriver à ce que nous voulons. Je pense en particulier à la commission internationale avec des gens qui arrivent d'Afrique ou du fin fond de l'Europe, ce qui représente des charges financières très lourdes. Bref; déterminer comment on met les choses en place est quelque chose d'extrêmement important. Aussi je vous invite à chaque fois de réfléchir à l'aspect financier des choses.

Et puisque le CA démissionne, il faudrait que se monte une véritable commission financière et qu'un vrai travail soit entrepris. Qu'une seule personne s'en occupe, c'est impossible. L'année dernière, c'était Jean Pierre Léonetti qui s'en occupait. Il s'est épuisé à la tâche pendant trois ans, et maintenant il est dans l'incapacité de s'en occuper. Cette année je m'en occupe, mais seule, ce qui est impossible. Il faut véritablement que des gens s'engagent à ce sujet, et pour les trois prochaines années.

Didier : Sur le fond je rejoins tout à fait ce que viens de dire Jacques, maintenant pour redémarrer nous avons besoin de savoir où nous en sommes, qu'elles sont les structures exactes. Car il existerait deux ou trois associations différentes, l'une imbriquée dans l'autre. Et donc, quel organigramme on nous propose pour l'avenir ? Et quel est le montage financier ? Histoire de savoir où nous en sommes aujourd'hui, afin de mieux savoir vers quoi on peut aller.

Jacques Fortin : Alors, sur la question des structures... Actuellement les choses sont assez simples puisqu'il existe une association qui s'appelle "*Université d'Eté Euroméditerranéenne des Homosexualités*". C'est la seule association actuellement existante, c'est elle qui s'occupe d'organiser l'*Université d'Eté*. Dans le budget prévisionnel vous avez quatre chapitres, un sur le fonctionnement général, c'est à dire sur tout le fonctionnement normal de l'association. A savoir l'emploi jeune, les déplacements du CA et autres postes de dépenses. En d'autres termes, il s'agit du fonctionnement, durant l'année, de l'association elle-même. Ensuite vous avez le chapitre deux, intitulé "*Université d'Eté*" qui s'occupe des dépenses et des recettes de l'*Université d'Eté*, non compris dans les dépenses le prorata des dépenses de fonctionnement général que l'on impute aux *Universités d'Eté*. Car lorsque l'on présente une demande de subvention pour l'*Université d'Eté* nous sommes contraints de présenter que les seules dépenses de la semaine, et celles des quelques jours qui précèdent et qui suivent l'événement. Ainsi la lettre que l'on envoie à tout le monde courant avril, c'est une dépense qui ne peut pas figurer dans le cadre des dépenses "*Université d'Eté*" mais dans la rubrique "Fonctionnement général". Mais par la suite, parce que nous en avons le droit, nous faisons un prorata du fonctionnement général, à concurrence de 10% de ce fonctionnement, que l'on fait rentrer dans les dépenses *Université d'Eté*.

Ensuite vous avez le chapitre trois qui est relatif aux frais hôteliers de la semaine. On le met là car quand on fait la demande de subvention ils ne veulent pas entendre parler des frais hôteliers. Et vous avez aussi l'action formation sur l'homophobie. Cette action, à la demande de nos financeurs et avec votre accord à la fin de ce week-end, nous allons la sortir de l'association "*Université d'Eté*", l'appelant "*Formation Université d'Eté Euroméditerranéenne des Homosexualités*", avec dans le CA de cette association la présence de droit de l'*Université d'Eté*. Ce qui nous permettra d'avoir une association indépendante, une association de formation, en lien avec l'*Université d'Eté* classique. Donc pour l'instant il n'y a qu'une association, et donc on vous proposera de distinguer "*UEEH Formation*" de l'*Université d'Eté*. Car il s'agit de deux actions différentes et que les financeurs aimeraient y voir un peu plus clair, tout en souhaitant que le lien entre les deux structures soit conservé car c'est le travail que fait l'*Université d'Eté* qui donne toute sa crédibilité à ses actions annexes.

Ce week-end il faut que nous simplifions les choses, c'est à dire de faire en sorte que nous ayons une association qui s'occupe d'organiser l'*Université d'Eté* et une association qui s'occupe de la formation contre l'homophobie. Après nous verrons comment nous allons fonctionner. De même la question des statuts. Nous y travaillerons cet hiver. Comme la place des associations, des individus. Il y a des spécialistes des statuts qui adorent se taper dessus mais qui en général ne savent pas grand-chose, car quand on utilise des statuts comme arguments c'est qu'il y a une crise. Et quand il y a une crise, ce ne sont pas les statuts qui règlent la crise. Et donc, si nous sommes d'accord à la fin de ce week-end on distingue l'association de formation du reste et on la relie intimement à l'*Université d'Eté*.

David : Justement à propos des statuts j'avais une interrogation, mais si les clauses de verrouillages sont souvent utiles, celles qui sont présentes dans les statuts me semblent quelque peu excessives. Car sur 30 administrateurs qu'il y en ait 18 qui soient réservés aux fondateurs, cela me paraît un peu fort.

Jacques Fortin : Avec la démission du CA vous avez la remise en cause complète de tout ce qui fait les bases de l'*Université d'Eté*. Y compris les statuts. De fait, la présente Assemblée générale va décider de faire une commission de travail sur les statuts. Et nous allons nommer un CA provisoire, sur un an, qui sera nommé avec les gens qui sont ici. Sans clause. On part en ouvrant tout, après nous verrons ensemble comment on recompose la chose..... Le montage financier ? On vous a remis un budget prévisionnel qui vous donne une bonne idée de l'ensemble de nos dépenses. D'abord les recettes :

Au chapitre "Fonctionnement général" vous trouvez le Cnasea. C'est l'organisme qui nous finance le salaire de l'emploi jeune. Sachant qu'il arrive à son terme, sa tâche c'est d'être en formation et de ne plus travailler pour les *UEEH*. C'est pourquoi ce chapitre va disparaître. Nous avons ensuite un chapitre "Cotisation" (de 6000 euros) qui est fictif. Quand vous faites une demande de subvention, au départ vous demandez 30 000 euros de subvention tout en sachant qu'on vous en donnera 25 000. Vous êtes donc obligés de magouiller tous vos chiffres afin d'arriver à un total de 30 000 euros. C'est ainsi que nous avons toujours deux budgets. Ce qui donne une certaine idée de la difficulté de gérer un budget d'association.

Bref, nous avons un financement Cnasea, des cotisations de ceux et celles qui viennent à l'*Université d'Eté*. Et dorénavant nous le ferons systématiquement, il y a une partie de ce qu'ils paieront qui sera une cotisation, une partie relative à la participation à la semaine et enfin une partie allant au Crous. Sauf que derrière cela il y a le problème de la TVA. Si un jour on nous applique la TVA sous prétexte qu'on vend du séjour... De notre côté on dit que cet argent est perçu pour tiers, pour les chambres universitaires. On ne vend pas une prestation, on ne fait pas de bénéfice dessus. Il faut que ce que vous donnez en plus apparaisse en cotisation et en participation. La souscription c'est ce que nous avons reçu des *Popin Gays* et des *Sœurs*. De son côté, la Région nous verse 15 000 euros, sauf que l'année dernière ils n'ont pas présenté notre dossier ce

qui fait que nous n'avons pas eu de subvention. L'accord pour cette année c'est qu'ils doublent le montant de notre subvention. Le Conseil Général quant à lui nous verse 16 000 euros. Les produits, c'est la participation des adhérents, c'est-à-dire ce qu'ils paient pour participer à la semaine et pas ce qu'ils paient pour les chambres et la restauration. Ce qui a représenté l'année dernière 14 500 euros. Et justement l'idée de créer trois associations c'est que si nous avons une association générale "*Université d'Eté Euroméditerranéennes des Homosexualités*", cela peut être l'association qui perçoit les subventions, car ils envisagent (dans le cadre de l'ultra-libéralisme en vogue) de coller de la TVA sur les subventions. Et donc, si nous avons un produit marchand à côté en plus, cela nous pend au nez. Donc on fait une association (loi 1901) "*Université d'Eté*" qui n'aurait aucune activité marchande, ni même de perçu pour tiers. Elle percevrait les subventions au titre de l'action culturelle ou des relations internationales (paiement de voyage et de séjours pour ceux que nous invitons). L'association *UEEH* serait celle qui serait gestionnaire du Crous (et autres postes de ce style), et qui pourrait le cas échéant avoir de la TVA. C'est tout l'intérêt de ce montage que de ne pas tomber dans des histoires de TVA de fou. Car sinon nous aurions de la TVA sur les subventions, sur la participation des adhérents. La TVA signifie 20,6% d'augmentation de tous nos tarifs.

La ville de Marseille ne nous verse pas d'argent, elle met à notre disposition les présents locaux et nous fait pas payer ni l'eau ni l'électricité. Ce qui représente 15 000 euros. Toujours dans les recettes, vous avez le poste "Hébergement" pour 24 000 euros. Et 19 000 euros pour les repas. Nous avons mis à part un chapitre pour l'hôtellerie afin de montrer, si nous avons un contrôle, que notre comptabilité est honnête, que nous avons des participations et devant des produits financiers, et que ce n'est pas la même chose. Si on décidait



décidait de fonder l'association *Université d'Eté* qui s'occuperait du Crous, nous pourrions faire que ce soit cette association qui achète notre matériel. Car elle récupère la TVA. Ce qui signifierait que l'association serait propriétaire d'une photocopieuse, d'un matériel audiovisuel (que nous possédons déjà).

Toujours dans ce budget, le chapitre "Formation" concerne la formation contre l'homophobie. Pendant l'*Université d'Eté* nous présentons (au titre de l'*Université d'Eté*) aux mêmes instances deux dossiers simultanément, un pour l'*Université d'Eté* et un pour la formation contre l'homophobie. Et avoir une association *Université d'Eté* et une association de formation permettrait de distinguer ce qui va pour l'*Université* et ce qui va pour la formation. Par contre, l'association de formation peut très bien, pendant l'*Université d'Eté*, organiser tout un cycle du tel ou tel thème pour lequel, dans le cadre de nos demandes de formation, on fait des demandes particulières qui par exemple nous permettent d'organiser une rencontre d'une soixantaine de personnes sur la lutte contre l'homophobie à travers le bassin euroméditerranéen. Donc, en matière de formation vous avez le Conseil Régional qui nous donne 13 000 euros, le Vaucluse nous a en versé 5 900. La DGS, le plan régional santé (plan de lutte contre le suicide des jeunes auquel nous sommes inscrits au titre de la lutte contre l'homophobie) nous verse également des sous. Et enfin les produits propres qui représentent quelques 6 000 euros. Il s'agit du travail des bénévoles de l'*Université d'Eté*.

Didier : On peut travailler ensemble sur les questions budgétaires, puisque c'est le domaine de certains. Mais indépendamment de la question des bonnes volontés, ce qui m'inquiète c'est la question de l'éloignement géographique. Car pour vous, derrière l'idée d'une commission financière il y a celle de créer un lien, un tissu local avec la ville de Marseille, avec la région. C'est pourquoi il me semble que cette équipe devrait surtout être composée de personne du coin.

Jean Bernard : Tout à fait. Mais est-il pertinent de travailler sur les questions des financements avant d'avoir de discuter de l'utopie dont on parlait tout à l'heure ? On rentre dans les détails du budget alors que l'on n'a pas parlé du projet. Ce qui, il me semble, est pourtant le sujet principal des ces trois jours. Aussi, sans être formaliste, on pourrait procéder à un tour de table histoire de voir ce que nous voulons, ce que nous pouvons ou avons envie de faire, les uns et les autres.

Jacques Fortin : Je propose, sur ces questions financières que la commission qui se dessine se rencontre demain après midi, une fois que nous aurons abordé les questions d'utopie. Et que nous aurons fait des propositions lors de l'Assemblée générale du soir. Mais pour l'instant, après une pause, je propose que l'on commence le travail de réflexion.

- Intergénérationnel
 - Où sont les *foolées*?
 - Politiquement correct - bien
 Homosexuellement

Thématiques: - Mixité, place des "minorités"
 à travers des ateliers: du féminisme - LGBT
 lutte contre l'ordre moral et mixt social
 VIH, prévention - Nos discriminations

• Commission "Vie quotidienne"
 • Travail en réseau
 • Personnes ressources et comités régionaux
 Commission pour inclure des assos.
 "Le ring"

• Commission "Vie quotidienne"
 • Travail en réseau
 • Personnes ressources et comités régionaux
 • Commission pour inclure des assos.
 • "Le ring"
 • Un thème par an = dof...
 • Favoriser l'autonomie des assos en amont

International = | changer le monde!
 Mixité
 ouverture vers l'étranger
 respect, écoute, ouverture, dialogue
 Régulateurs - régulatrices
 Solidarité financière - Liberté de parole
 résolution des conflits / Modérateurs-trices
 organisation d'AG

Propositions

- charte
 - engagement écrit des participants-es
 - Commission "Vie quotidienne"
 - Régulateurs (régulatrices); AG de débats collectifs
 - mise en place en amont et
 pendant la semaine de la vie quotidienne
 - Mise en place en amont de réseaux

Valeurs

- Autogestion. Participation
 - Travail sur la vie quotidienne
 - Diversité des publics et des problématiques
 - Laboratoire d'idée à géométrie variable
 - Utopie - Vivre ensemble

VALEURS

Mots clefs

International = | lutte contre l'homophobie
 | changer le monde!
 Mixité
 ouverture vers l'étranger
 respect, écoute, ouverture, dialogue
 Régulateurs - régulatrices
 Solidarité financière - Liberté de parole

International:

- Forum social
 - Forum ILGA à Marseille
 - Forum ILGA Europe
 - Sensibiliser aux questions internationales
 => Priorité des UEEN?

Stéphane : Il est apparu dans notre groupe, sans surprise, qu'il fallait absolument sauver les *Universités d'Eté* qui sont un lieu et un espace de parole indispensable pour les personnes LGBT, un lieu de ressourcement et de reconstruction. Et à l'égard de ces personnes, il nous a semblé qu'il était vraiment dommage d'avoir annulé ou du moins modifier la version 2003 des *UEEH*. La formule sur trois jours a été ressentie par un certain nombre de personnes comme une prise d'otage. Pour certains, ces trois jours d'assises ont surtout pour utilité de toucher des subventions qui, en fait, serviraient à remettre le bateau à flot.



Mais puisqu'il faut refonder, refondons. Dans un contexte de perte de vitesse des associations, il est apparu qu'une semaine entre nous c'est un beau programme et qu'il n'y a pas besoin de tergiverser sur le pourquoi du comment. Refondons, par contre, sous l'étiquette "LGBT" et pas "des Homosexualités". Avec le souhait qu'il s'agisse d'une refondation sous le sceau de la parité homme/femme. En ce qui concerne la vocation internationale des *UEEH*, il a été rappelé son extrême importance, mais avec la réserve que pour une association qui visiblement a du mal à se pérenniser, il y aurait d'autres priorités.

La structuration : La structuration qui était nécessaire pour pérenniser les *Universités* à Marseille (dans une forme proche de celle que nous avons connu) demande qu'il y ait un noyau dur qui persiste sur Marseille, ce qui n'empêche pas son élargissement au reste de la France. Ce qui semble incontournable. Malgré la crainte de la dispersion de l'exécutif, la difficulté de faire que des gens qui habitent aux quatre coins de la France puissent travailler ensemble. Dans le cadre de la restructuration et de l'élargissement des *UEEH*, il est apparu nécessaire de s'appuyer sur ce qui existe déjà, c'est à dire les associations LGBT, sur le réseau d'associations qui ont des savoir-faire et des énergies qu'il est possible de mobiliser. Encore faut-il que l'on se tourne vers elles et qu'on les sollicite. Quelqu'un a d'ailleurs regretté que pour cette session de refondation il n'y ait pas finalement d'associations représentées. Ensuite il a été proposé de nommer des coordinateurs régionaux afin de sous-traiter une partie du travail. Notamment l'information et la communication, et éventuellement les inscriptions. Encore une fois, n'hésitons pas à nous appuyer sur ce qui existe déjà, sur les réseaux qui existent.

Les priorités : Sur la question des priorités et la politique de communication, il y a beaucoup de choses qui laissent à désirer. Notamment, la communication à l'adresse des associations LGBT. Beaucoup d'entre elles ne connaissent pas encore l'existence des *Universités d'Eté*. Il est vrai que la presse identitaire nationale ne fait pas beaucoup d'effort pour relater l'événement. Mais il existe des moyens de systématiser la communication auprès des associations. Ensuite, si nous souhaitons une plus grande mixité par rapport à la parité homme/femme et au niveau de la parité ethnique, il faudrait insister davantage en matière de communication auprès des associations non-mixtes et ethniques (qui existent déjà sur Paris et dans d'autres grandes villes). Donc avoir une politique de communication plus développée à l'égard de ces associations, afin de les inviter de participer aux *UEEH*. Ce qui peut constituer une première approche pour aller vers plus de parité.

La question du bénévolat : A propos de la politique de valorisation du bénévolat, on met souvent celui-ci en opposition avec la pression consumériste. Mais la pression consumériste est-elle véritablement un problème ? Après tout, vu le taux de participation, si nous faisons des mécontents ce n'est pas si dramatique que ça. C'est peut-être un moyen de faire un tri entre les gens qui viennent avec l'idée de passer une semaine de vacances en touristes et ceux qui voudraient faire quelque chose d'un peu plus diversifié, d'original. Quant au bénévolat proprement dit, il nous a semblé que les gens ont du mal à identifier ce pour quoi ils pourraient être utiles durant la semaine. Visiblement, ce n'est pas très clair de quoi les *Universités* ont besoin. Plusieurs personnes, dont des responsables d'associations ont relaté leurs expériences, alors qu'ils avaient proposé leur service ils n'ont jamais été contactés. En matière d'autogestion, il nous a semblé que c'était effectivement quelque chose d'extrêmement intéressant, mais que pour qu'elle soit appliquée il ne suffisait pas d'avoir des discours incantatoires, il faudrait surtout la préparer et nouer avec les bénévoles de véritables contrats qui, par exemple, consisterait à dire que les *Universités d'Eté* ont besoin de telle personne pour telle tâche précise. Et peut-être qu'à cette condition les gens s'inscriraient davantage plutôt que de s'inscrire sur une liste générale, ne sachant pas à quelle sauce ils seront mangés.

Et enfin, dernier grand thème que nous avons abordé, celui justement du thème que nous souhaiterions voir abordé. Avec un certain nombre d'arlésiennes comme la place des vétérans (des vieux), la question de la séropositivité, du corps, des rapports homme/femme. Thèmes qui avaient été évoqués dans les AG de clôture des différentes années, ce qui indique qu'ils ont du mal à émerger. Enfin, il est ressorti que pour certains thèmes, notamment celui de la séropositivité, il faut impérativement créer des espaces et des temps de paroles, à l'exemple de l'émergence l'année dernière des premiers groupes de parole.

Didier : Sans rentrer dans le détail, notre groupe a eut une réflexion plutôt philosophique sur les grandes orientations des prochaines *UEEH*. En premier lieu, nous avons abordé la question de la mémoire et de l'utilité des *UEEH*. A cet effet Christian de Leusse nous a informé que contrairement aux premières éditions, il existe des Actes, des traces des précédentes *Université*. Malheureusement ces Actes ne sont pas souvent utilisés et trop peu de personnes s'y intéressent. J'en profite d'ailleurs pour dire que Pascal a édité un CD avec les Actes de l'an dernier. C'est une source très importante. Par ailleurs, il y a le rôle essentiel des *UEEH* pour les personnes, pour leur propre construction et leur estime de soi, pour les couples, en terme de modèles identifiant, en matière de découverte et de lieu d'expression. Les *UEEH* sont également essentielles pour le monde associatif et les réseaux associatifs. Maintenant il est clair que le projet est complexe, que l'équipe sortante et les fondateurs ont choisi un mode de fonctionnement (que nous avons connu) où les individualités sont les bienvenues ainsi que les associations, mais (ainsi que nous le signalait Christian qui est un des fondateurs) si on se décidait à donner une place plus importante aux grands réseaux, il y aurait d'abord une dilution mais aussi un jeu d'autocensure qui risquerait de se mettre en place afin d'éviter de vexer l'un ou l'autre, ou d'aborder un thème que l'on aime pas. Notamment celui du sida qui est toujours très difficile à aborder ici. Je me rappelle de ce qui s'est passé l'année dernière.

Organisation et fonctionnement : Nous avons entendu, en premier lieu des craintes à propos d'éventuels risques de la décentralisation (phénomène très franco-français). Beaucoup de personnes ont peur de s'investir hors de Marseille. C'est ainsi que certains pensaient qu'il vaut mieux confier les choses à des marseillais, ne voyant pas eux-mêmes comment s'investir. D'un autre côté nous avons eu l'appel d'un marseillais aux réseaux nationaux et internationaux pour être aidé, tant la lassitude, l'usure est grande. Et aussi histoire de sortir de l'associatif marseillais. L'*ILGA* a demandé que son rôle soit consolidé, que l'on oublie pas les ressources étrangères, et estime qu'une pérennisation financière et culturelle passe aussi par une ouverture plus large. Il est donc question de faire appel aux réseaux en place, en ne négligeant pas les individualités qui pourraient apporter une expérience personnelle. Il fut également émis l'idée de s'inspirer du fonctionnement du mouvement alter-mondialiste, car Christian a attiré notre attention sur le fait qu'il y a eu la rançon de la gloire l'an passé avec énormément de personnes qui a posé certaines difficultés à gérer ce succès (près de 700 personnes présentes durant la semaine), ainsi que les demandes et les attentes des personnes présentes.

Consumérisme et communication : Nous avons été unanimes pour dire qu'il ne fallait pas exclure les consommateurs, que cela serait une perte culturelle et une perte de richesse sociale car les *UEEH* sont un lieu de contact et d'échange. Si les personnes viennent ici ne serait-ce que pour faire leur petit exposé et ensuite profiter des calanques, il est clair qu'à un moment donné les gens sont obligés de se croiser, d'entendre et d'écouter. Maintenant il y a peut-être des limites à mettre, à replacer. C'est un peu en contradiction avec l'idée d'autogestion. Nous avons ensuite enchaîné sur le problème de la communication externe des *UEEH* ainsi que sur le suivi et de la sensibilisation du politique à tous les niveaux. Il est évident que les valeurs des *UEEH* ne permettent pas, et c'est une bonne chose, de prendre des positions qui ont valeur de vérités, mais on peut sensibiliser la population et le monde politique aux thèmes qui ont été soulevés lors des *UEEH*.

Quant au fonctionnement logistique : Certains sont frustrés de ne pas avoir eu une *UEEH* cette année, mais est-il humainement soutenable de demander à un groupe de personnes de remettre en place toutes les années des *Universités* aussi qualitatives et diverses que nous avons eu l'année dernière ? Est-ce que le retour à la biennale (comme à l'origine) ne serait pas une solution de sagesse et de qualité ? Il faudrait aussi qu'il y ait un minimum de cohésion, d'autant qu'il semblerait qu'elle n'a pas toujours été là. Donc faire attention à la lassitude et également, et c'est un des gros problèmes du monde associatif, au surinvestissement et à l'ampleur du travail. Nous sommes tous assez unanimes pour dire que les *Universités* doivent continuer, qu'il faut des gens pour qu'elles continuent. Seulement il faut que les gens sachent dans quoi ils s'engagent et être conscients de leur investissement. Beaucoup d'associations tombent parce que des gens militent dans plusieurs associations, ont des réunions tous les soirs, le dimanche vont au foot ou à la messe..... Oui, ou à la backroom.

Pour en revenir à cette notion d'autogestion, nous sommes tombés d'accords pour demander une adhésion aux valeurs des *UEEH* mais de rejeter l'idée d'obligation. Si nous arrivons à cet accord c'est qu'il y a une volonté des participants d'arriver à de la consommation, au programme de l'an dernier notamment. Il y a des questions à se poser quand l'offre que l'on donne ne correspond pas à la demande des personnes. Ce qui pose la question de savoir pourquoi nous sommes ici. Aujourd'hui mais également lors des éditions précédentes. On a parlé d'un moment d'utopie, de retrouver une conviction associative, d'échange d'idées, d'histoires de cœur, d'échanges indispensables entre les régions afin d'éviter le centralisme parisien, de sortir du social exclusif en ne faisant pas que du social, de mélange des mondes associatifs, de laboratoire d'idées, de refuge.

Patrick : Je vais essayer de faire une synthèse, ce qui n'est pas si évident car la parole a beaucoup tourné. Ceci dit, l'un des premiers sujets que nous avons abordé concerne le CA. Il nous paraît évident que le lieu est un lieu idéal d'accueil. Les chambres, le Crous sont des avantages que nous avons et que nous ne pourrions pas forcément avoir ailleurs. D'où l'idée qu'il existe au sein du CA un noyau dur de marseillais ou de régionaux.

On s'est aussi posé la question de savoir comment avec un CA élargi faire fonctionner un tel CA, avec des personnes qui localement pourraient être très éloignées. Après on a parlé de l'accès aux *UEEH*. Pour nous, cette semaine est un carrefour d'individus et d'associations, riche en rencontres et en échanges. Il faut essayer de préserver cette particularité. 600 personnes ce n'est pas trop. Ne faudrait pas mettre plus l'accent sur le militantisme ? Ne faudrait-il donc pas revenir à une semaine avec moins de participants ?

En ce qui concerne le contenu, on s'est demandé s'il n'y avait pas trop d'ateliers et de thèmes proposés qui pouvaient alourdir la gestion de cette semaine. En ce qui concerne les forums on s'est posé la question de savoir s'ils étaient pas trop travaillés à l'avance, ce qui pouvait bloquer la parole et faire fuir les personnes de ces forums là. Des personnes qui quitteraient ces lieux de réflexion pour aller à la plage ou ailleurs. Donc réfléchir à une autre déclinaison des ateliers et des thèmes abordés. Sur la question de l'autogestion, il y a tout à construire et tout à définir. Il y a eut des idées qui ont émergé, comme faire payer ce service, si la lourdeur de la semaine n'effraie pas les personnes à s'investir. La question était aussi s'il ne fallait pas plus sensibiliser les personnes à l'adhésion qu'elles ont à la structure. Par le passé, les personnes qui s'inscrivaient payaient un euro symbolique d'adhésion, et cela passait totalement inaperçu. Cette année c'est 10 euros. Est-ce que par ce biais là on ne peut pas plus sensibiliser les personnes pour les impliquer plus dans cette autogestion ?

Pierre : Pour ma part je vais essayer de synthétiser les réflexions d'un groupe qui était davantage dans l'interrogation que dans la proposition. Et qui a surtout essayé de comprendre (dans une sorte de dialogue qui s'est établi entre le groupe d'une part et le membre sortant du CA) ce qui était en train de jouer durant ces trois jours. Cette discussion a ainsi permis de décanter pas mal un certain nombre d'enjeux qui sont plus ou moins dits depuis ce matin.

Pour commencer, cela paraît une évidence pour tout le monde que les *UEEH* doivent continuer et que la petite parenthèse de cette année doit permettre de mieux repartir. Quitte à ce que cela soit différemment ensuite, à partir de l'année prochaine. On est quand même parti, globalement, de l'impression que c'est sur la base d'un certain nombre de difficultés pratiques, techniques et d'une fatigue un peu générale du CA sortant que se faisait cette mini-crise des *UEEH*. Et que cela allait plus loin que la simple question d'un renouvellement d'équipe. Ce qui en soit ne nécessite pas de procéder à une interruption dans le cycle des *UEEH*, de faire des Assises. Nous avons fini par arriver sur des raisons plus fondamentales, et quelque part plus politiques qui poussaient une partie (ou la totalité, ce n'était pas totalement clair) du CA sortant de demander à d'autres de prendre la relève. L'idée semblait être qu'au moins une partie de ce CA n'approuvait pas forcément l'évolution progressive des *Universités*, n'était pas contre leur poursuite mais n'avait plus forcément envie de s'épuiser et de s'investir dans l'organisation de l'événement à partir du moment où justement cela ne tournait plus qu'à l'organisation d'un événement et plus tellement dans la définition politique et idéologique de quelque chose. La question a été posée de savoir qu'il fallait avant tout trouver quinze nouvelles personnes pour remplir un certain nombre de tâches et de compétences, et que ces quinze personnes devraient décider (dans le courant de l'année) de la façon dont devraient s'organiser les *Universités* l'année prochaine, ou s'il ne valait pas mieux de commencer par redéfinir un projet, dans la continuité ou en modifiant un certain nombre de choses, avant de demander à plusieurs personnes de s'investir. D'ailleurs nous nous sommes demandés s'il y avait une réorientation du contenu vers des formes plus politiques, si cela n'amènerait pas une partie du CA démissionnaire à revoir sa position partante et démissionnaire.

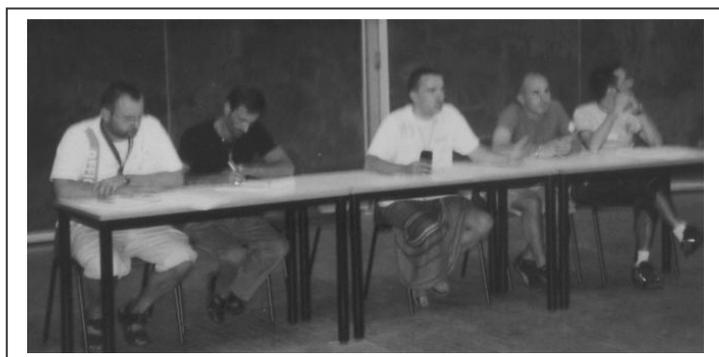
Du coup, la question a été posée de l'évolution qui semble se faire de manière non dite cette année mais qui si elle devait être pérennisée, elle aurait des conséquences importantes en terme même d'organisation mais aussi en termes politiques. C'est la question de savoir qui est adhérent de l'association ou des associations *UEEH*. Petite parenthèse personnelle, je n'ai jamais eut l'impression (et si cela a été le cas, je l'apprends aujourd'hui) d'avoir été adhérent de la structure associative *UEEH*. En tout cas je n'ai jamais, me semble t-il, été convoqué à une AG. Hors cette fois ci j'ai spécifiquement payé 10 euros pour adhérer et avoir une carte d'adhérent des *UEEH*. Ce qui évidemment, en terme de fonctionnement démocratique et aussi en terme de fonctionnement au cours de l'année d'une structure, change complètement les choses. Et cela pourrait être effectivement la base d'un fonctionnement en autogestion, mais cela voudrait dire aussi que le CA n'aurait plus qu'une tâche d'organisation d'un événement tout en étant l'organe dirigeant d'une association qui comprenant plusieurs centaines de membres aurait du coup une place différente dans le paysage associatif national. Et devrait peut-être définir sa place par rapport à des structures existantes. Là aussi, point d'interrogation.

Ensuite nous nous sommes interrogés sur le suivi des *Universités* entre deux semaines marseillaises. C'est à dire s'il y a besoin ou non de quelque chose d'un peu plus durable et structuré entre deux mois de juillet. Ou si la raison d'être des *Universités d'Eté* c'est l'organisation de cet événement et que le seul lien qui doit rester c'est finalement un lien entre des organisateurs et des adhérents. La question du lieu a été également posée. Personne ne remettait en question le fait que la semaine soit organisée à Marseille, par contre il semblerait avoir besoin de définir de manière un peu plus claire un lieu qui serait le siège

de l'association. Ce qui voudrait dire que le CA se réunirait régulièrement à un endroit donné, ce qui pose la question de la mobilité des membres du conseil d'administration et donc de qui peut y être. Avec en arrière plan la question du nombre de parisiens et de régionaux. Quitte, l'idée a été lancée, que cela se fasse de façon plus informelle et plus en réseau que cela ne l'a été jusqu'à présent. Ce qui permettrait peut-être de dépasser la question du lieu physique d'existence de l'association.

Les ambitions : La question des ambitions des *UEEH* s'est posée en ce sens qu'il nous semblait que si c'est si lourd à organiser, à gérer, il faudrait s'interroger sur l'idée de faire de façon moins ambitieuse, en tout cas dans un premier temps de redémarrage, quitte à revenir une fois que toutes les bonnes volontés seraient trouvées à des choses plus importantes. Alors la question de l'ambition des *UEEH* étant posée à la fois en terme de contenu et de nombre de participant, de lourdeur de la prise en charge par l'association elle-même de l'aspect festif, de l'aspect hébergement. Par ailleurs il a été souligné l'importance de l'aspect euroméditerranéen des *Universités*, et notamment du lien à garder ou à retrouver avec le Maghreb, et l'importance que revêt les *UEEH* pour un certain nombre de copains et manifestement de copines dans un certain nombre de pays du Maghreb, et éventuellement de trouver des solutions à l'avenir pour essayer de renforcer cet aspect là des choses.

Le fonctionnement : Il y eut aussi des remarques importantes sur l'originalité du fonctionnement et de ce que sont les *Universités* dans le mélange que cela permet entre des gens d'origines, de cultures et d'orientations très différentes. Et donc, toute l'originalité et tout l'intérêt des *UEEH* c'est justement de faire se mélanger, au moins pendant une semaine, des gens qui le reste de l'année auraient peu de chance de se rencontrer, ou en tout cas des gens qui seraient amenés d'une certaine manière à des formes de réflexion politique (avec un grand "P") ou à des formes de militantisme, à travers la participation peut-être au départ plus festive que militante, et qui finalement pris dans cette semaine, un peu mélangés arriveraient à des choses pour lesquelles ils n'étaient pas forcément venus et qui repartiraient transformés ou du moins ouverts à un certain nombre de nouvelles réflexions et de nouveaux horizons. D'où le fait que la question de resserrer les *UEEH* sur le seul militantisme risquerait de faire passer à côté de tout cet aspect brassage qui pour le coup n'existerait pas. Et si c'est pour faire un truc de militant entre militants, on sait le faire autrement et ailleurs. Et il ne faut donc pas la peine de le faire chaque année à Marseille.



Bruno : Dans notre groupe nous avons dégagé trois problèmes (ou questions) et une solution. La solution évoquée par certains aux problèmes soulevés par le groupe ne prétend pas être la réponse. Ceci dit, dans la rubrique des problèmes le premier qui fut évoqué fut celui des mixités. Que ce soit la mixité homme/femme, qu'elle soit sociale ou ethnique. Ensuite, nous avons évoqué la question du consumérisme, de la consommation et de l'argent. Nous nous sommes demandés s'il s'agissait vraiment d'un problème, s'il fallait accepter une dose de consommation et si l'argent au sein des *Universités* est un problème.

Suite à cela nous avons eu un petit échange sur les histoires de subventions qui nous sont accordées par les différents organismes que peuvent être un Conseil Régional, un Conseil Général ou une ville, nous demandant s'il nous était possible de faire sans, s'il fallait aller chercher de l'argent ailleurs. Le troisième problème évoqué fut que les *Universités* ne débouchent pas sur grand-chose de concret. Et nous sommes demandés si l'*Université* en tant que telle, contrairement à ce qu'a expliqué Jacques ce matin, ne devrait pas prendre des positions durant l'année afin de montrer qu'elle existe, qu'elle représente des gens qui réfléchissent. Ne faudrait-il pas transformer le but des *UEEH*, avec la question de savoir si entre deux *Universités* il faudrait avoir un moment de rencontre pour faire le point, avant de commencer la session d'après.

Ensuite nous nous sommes interrogés sur ce que nous voulons faire des *Universités d'Eté*, ce que nous voulons qu'elles deviennent. Question à laquelle nous n'avons surtout pas apporté de réponse. D'ailleurs il y avait l'envie d'accepter une diversité (une semaine) au format un peu plus light, c'est à dire une moins grosse machine avec ses cinq forums, ses multiples débats tous les jours en parallèle. Ne serait-il pas possible d'alléger tout cela afin qu'au final les *UEEH* soit un peu plus vivables, pas tant pour les gens qui viennent y assister que pour ceux qui organisent tout ça ?

Enfin, et cela pourrait être une solution, la mise en place éventuelle de comités régionaux, des sortes d'*UEEH* décentralisées dans tous les coins de France qui permettraient d'alléger la tâche du CA qui s'occupe des chambres, des subventions, du programme, de la location des salles. Car, après tout, n'est-il pas possible que ces tâches puissent être déléguées à des petites structures régionales qui feraient, à leur niveau, avec leurs moyens, leurs réseaux et leurs compétences ? Celles-ci se rencontrant à intervalles réguliers afin de dire où elles en sont, afin de dire qu'elles ont pris contact avec untel et que machin pourrait venir, dire qu'il leur semble possible de faire un débat sur telle question.

Jacques Fortin : Ce qui serait bien, après ce qui vient d'être dit, c'est que les différents membres du CA, s'ils estiment avoir quelque chose à dire, interviennent. Pour ma part, j'interviens en mon nom propre, suite au débat qu'il y a eu dans le CA afin de répondre à une série de questions qui nous sont posées, et qui ont des conséquences sur la suite de nos travaux. Je les prends à la suite des unes des autres.

La question de bénévolat : D'abord, à plusieurs reprises a été évoquée la question du bénévolat, de l'autogestion et de la difficulté à identifier en quoi on peut être utile durant la semaine. C'est vrai que c'est un problème, et c'est pour cela qu'il y a ces Assises. Car il est très difficile pour un collectif qui a une histoire et qui travaille ensemble de faire le lien entre des nouvelles et des nouveaux. C'est difficile parce qu'ils rentrent individuellement et nous avons alors du mal à ce que la sauce prenne. Surtout que dans ce collectif il y a toute une série de gens qui pour des raisons diverses (politiques et/ou historiques) se connaissent depuis longtemps, des gens qui ont travaillé ensemble à de multiples reprises et qui ont entre eux des tas de non-dits, n'ayant pas toujours besoin de se parler pour se comprendre. Dans ce cadre, il est donc assez difficile d'intégrer individuellement les nouveaux venus. C'est toute la difficulté d'intégrer des gens qui souhaitaient venir, alors que nous ne savons pas trop comment faire. Il faut donc une rupture et un renouvellement massif si nous voulons vraiment mettre en action des mœurs nouvelles. C'est aussi toute la difficulté de dire comment être utile. Car on prend quelqu'un comme trésorier adjoint, et celui qui fait les subventions cela fait vingt ans qu'il s'en occupe, il ne va donc pas s'emmerder à expliquer, à passer trois heures à l'autre ce qu'il fait. Et cela est valable sur tous les terrains. A propos de l'animation culturelle, Gogo s'en occupe de façon épatante depuis des années. Et pour lui, intégrer des gens nouveaux c'est très difficile.

Il nous faut donc dépasser des histoires qui ont été riches, il faut créer de nouvelles conditions de travail. Et on ne crée pas ces nouvelles façons de faire en intégrant une personne, mais en faisant en sorte qu'un nouveau groupe apparaisse. Même si on y met des anciens. Et donc, un des objectifs d'aujourd'hui c'est effectivement de faire en sorte que nous puissions travailler en réseau avec de nouvelles équipes, sur les différents thèmes de travail. Donc l'objectif pour ceux et celles qui veulent s'investir n'est pas de se dire qu'on veut être trésorier ou secrétaire, mais de savoir dans quel secteur et dans quel réseau s'intégrer pour être utile. Ensuite nous aurons un débat, tous ensemble, sur la manière de faire fonctionner ces différents réseaux afin qu'ils communiquent entre eux, et qu'il y ait de fait un minimum de transparence. Ce sont des difficultés qui ont été soulevées, notamment pas Didier. Comme cette manie assez franco-française qui est de travailler de façon centralisée. Il faut que nous apprenions à travailler en réseau, non seulement français mais aussi européen et même international. En particulier sur le thème de l'international. Car si un réseau se monte afin de préparer les prochaines UEEH sur les questions internationales, on ne pourra pas payer des voyages à tous. Il y aura peut-être une rencontre par an qui sera budgétée, le reste se faisant par mail. Il faut que nous inventions cela et que nous ne nous laissions pas enfermer dans la pesanteur de ceux qui habiteraient le même lieu et qui donc pourraient faire les choses puisqu'ils habitent le même lieu. En général, d'ailleurs, cela finit par ne pas fonctionner. C'est un obstacle, mais on peut le résoudre si on y travaille.

Une UEEH tous les deux ans ? : Bien, souvent on nous a dit que l'on pourrait organiser une UEEH tous les deux ans. Cette histoire de tous les deux ans il faut tout de suite l'oublier, et cela pour deux raisons. D'abord parce qu'il est beaucoup plus difficile (et j'en ai le souvenir assez précis) de relancer une préparation quand grosso modo on s'est donné six à huit mois pour respirer. Se faisant, au printemps on se retrouve à quatre, il faut alors réactiver les réseaux, remotiver tout le monde. A quatre, ce n'est pas facile. Ensuite, sur notre communication et nos financements, les choses sont également difficiles. Sur la question de nos financements, une ligne de financement (quelle qu'elle soit) est annuelle. Et une année sortir d'une ligne de subvention pour y rentrer l'année d'après, c'est toute une bagarre. Et enfin sur la question de la communication, l'*Université* n'a pas de communication et n'en fait pas. Il faudrait le changer, ne serait-ce que pour le contenu de ce que nous faisons, sa qualité et son sens. Nous n'en faisons pas parce que le bouche à oreille nous a très vite amené 600 personnes, et que l'une de nos troupes c'était de se retrouver avec 12 000 personnes. On s'est donc dit que 600/7000 personnes c'est bien, on ne bouge pas, on ne fait rien. Et même à Têtu on n'en voulait pas, car on se disait que le fait qu'il ne parle pas des *Universités* cela nous évite de nous retrouver à 1 200. Car 1 200 personnes, c'est non seulement un saut quantitatif mais aussi et surtout qualitatif qu'il nous faudrait faire. Ceci dit, si jusqu'à présent nous faisons peu de communication aujourd'hui il faudrait que nous en fassions afin de montrer les contenus, de montrer qu'il existe cette chose des communautés lesbiennes et gays, que c'est important et qu'il s'y passe des choses extrêmement fortes. Et la communication, à propos de cette histoire d'une *Université* tous les deux ans, c'est aussi un point important. Car d'une année sur l'autre les choses se perdent, les gens oublient. Et enfin, si nous avons un salarié, il faut l'occuper durant deux ans. Bref, les deux grands problèmes que pose cette idée d'organiser une UEEH tous les deux ans c'est la relance de l'équipe et les financements publics.

L'esprit consumériste : Le fait que des gens viennent pour consommer, ce n'est pas notre problème. Notre problème est de savoir si nous sommes suffisamment nombreux, solides et disponibles pour irriguer l'ensemble des gens qui viennent de l'esprit des *Universités d'Eté* qui n'est pas un esprit de consommation mais un esprit de rencontre, de débats, d'accueil (y compris de celui qui vient passer une semaine et qui rencontre trois fois un débat militant, et qui est tout à fait intéressé par cela). Donc le problème n'est pas que des gens viennent consommer mais de savoir si nous savons les nourrir de l'esprit qui est le nôtre. Car si nous avons fait les *Universités*, c'est au nom de cet esprit, et pas pour que des gens viennent consommer. On n'est pas des commerçants, on n'est pas le club Med. Mais on a fait aussi un endroit qui a son côté club Med où des gens viennent aussi passer huit jours de vacances. Donc avoir la force, l'énergie, la disponibilité et la détente de pouvoir rentrer en

dialogue avec ces gens que l'on invite à dialoguer. C'est là qu'est le problème à propos de la question du consumérisme. A 20, on ne résiste pas au fait que les gens viennent vous voir pour vous dire qu'ils n'ont plus de papier toilette. A ce niveau il ne faut pas brandir l'autogestion en disant qu'il est impératif d'être autogestionnaire, mais la pratiquer. Ce qui demande du temps, autant que la faire pratiquer. Cela demande du temps, de l'énergie et de la gentillesse. Sauf qu'on n'est plus très gentil au bout de trois jours d'*Universités* quand on est 20 pour gérer 600 personnes.

Une UEEH light ? : A propos de la question de savoir si 600 personnes ce n'est pas trop. Non, ce n'est pas trop. On peut arriver à 1 000/1 200 et même plus. Sur Marseille avec ce qu'on fait à l'heure actuelle, on pourrait très bien imaginer avoir 4 à 5 000 personnes qui se donnent rendez-vous, comme cela se fait dans d'autres villes du monde. Je ne vois pas pourquoi cela ne se passerait pas en France et ici. C'est une autre infrastructure et une autre ambition, un autre collectif et un autre réseau derrière, une autre conception de ce que cela peut vouloir dire que ça ne se passe plus ici, à Luminy. Car cela se passera ici et à ailleurs à Marseille, avec des trucs très différenciés.

Faire une Université "light", ce n'est pas notre projet de départ. Cela peut en être un. Notre projet de départ se serait d'être 5 à 6 000. Notre projet de départ c'est cet espace large où différentes pensées, pratiques et réalités humaines viennent se confronter. Quand je parle de réalités humaines c'est y compris ceux qui viennent passer une semaine parce qu'on leur a dit que c'était sympa. Bref notre projet c'est de faire en sorte que tout cela se mutualise et qu'il en sorte des choses positives pour les personnes et pour la communauté. Aussi, il ne faut pas nous restreindre aux seuls militants, sinon on va se faire chier et se foutre sur la gueule. Car plus on est que des militants et plus on va s'engueuler sur des plates-formes de militants. Et comme on n'est pas d'accord avec l'autre (sinon nous serions tous dans le même parti) c'est un bordel au bout de deux jours, ou on s'ennuie mortellement. Si on n'est pas ensemble dans les mêmes orientations militantes, ce n'est pas en passant huit jours ensemble que l'on va se mettre d'accords. Par contre, huit jours ensemble avec des gens à discuter et à expliquer des choses, cela enrichit tout le monde, y compris les militants qui sont obligés de bouger. Car non seulement il y a des gens qui ne pensent pas comme eux, mais en plus il y a leur public potentiel qui va les secouer un peu.

La formule clef en main, il ne faut pas exagérer. Il n'y a pas de formule clef en main. Certains disaient que l'on pourrait prendre un grand terrain et faire du camping. Genre Larzac. Cela veut dire que nous ayons le terrain, l'autorisation de la préfecture, que l'on y mette des toilettes et des douches, et l'électricité, que l'on organise l'évacuation des ordures ménagères et qu'on règle le problème de la bouffe. Vous le faites sans moi. Ici nous avons tout, on est des coqs en pâte. Ici, ce sont des facilités. L'amphi, les salles, la bouffe. Ici c'est la solution la plus pratique et la moins lourde. Et ce n'est pas parce que les gens individuellement enverraient leur réservation au Crous que cela changerait substantiellement les choses, car il faudrait tout de même qu'ils réservent auprès de nous afin que l'on sache s'ils viennent, s'ils ont ou pas payé.

L'adhésion : Quand les gens viennent passer huit jours dans un truc comme ça, il faut qu'ils soient adhérents. Sinon c'est une affaire commerciale. La loi laisse la possibilité d'être adhérent une semaine. Ce que nous avons fait, c'est pour cela qu'il y avait un euros d'adhésion. Et si cette année c'est dix euros, c'est qu'on ne peut pas dire que nous voulons mutualiser les UEEH, faire en sorte qu'elle ne soit pas la propriété de l'équipe qui l'a fondée (et qui la gère) mais qu'elles deviennent un bien commun d'un maximum de gens de la communauté sans ouvrir les adhésions. Et donc, pendant la semaine, tout le monde est adhérent, parce que nous n'avons pas le droit de faire autrement. Et donc jusqu'à aujourd'hui il n'y avait pas d'adhérent, hormis nous du CA qui donnions 10 Frs sur la table. Notre façon de fonctionner, c'était très peu formel.

Définir la place des UEEH : Le fait d'avoir une carte et des adhérents peut poser le problème de la façon dont l'association, dont les UEEH se situent dans le concert associatif. J'en reviens à ce que je disais ce matin, c'est à dire que, de mon point de vue, nous devons préserver l'*Université d'Eté* comme lieu, comme espace où il se passe des choses et pas la transformer en organisation qui rentre dans le concert politique. Ce qui ne m'empêche pas que nous rédigeons une charte (cela fait trois ans que l'on se dit qu'il en faudrait une) qui reprendrait les points fondamentaux contre le racisme, contre le sexisme. Des points clefs qui sont des points éthiques qui peuvent nous amener à certains moments à faire une déclaration éthique ou à participer à une mobilisation éthique quand c'est grave. Mais il faut qu'on préserve le fait que nous sommes un lieu. Car tant que nous restons un lieu, nous pouvons interpellier tous les courants en leur disant de venir s'expliquer ici, pendant la semaine. Et quand ils répondent non, cela veut dire qu'ils ne veulent pas s'expliquer avec les autres. Ils ont le droit, mais ils ne peuvent pas dire que c'est parce que les *Universités* ont pris telle ou telle position qui n'est pas la leur. Au départ, nous n'avons pas vocation à être une organisation, cela peut changer si les gens le souhaitent. Ce n'est pas mon souhait. Nous n'avons pas vocation à être une organisation dans le concert des organisations gays et lesbiennes, nous devons rester une organisation organisatrice d'un temps et d'un lieu. Et c'est une richesse extraordinaire. C'est la vraie démocratie. Sois dit en passant, personne ne fait ça. C'est quelque chose d'assez extraordinaire, je crois qu'il faut le protéger.

Le format Light : Je ne vois pas trop ce que pourrait être un format light. Il nous faut une fête presque tous les soirs. On a toujours fait un soir creux dans la semaine afin que les gens aillent à Marseille. On peut en faire deux. Cinq débats tous les soirs, si nous sommes 600, c'est quand même un minimum pour que les gens ne soient pas entassés dans une salle. Il y a des choses à revoir. Comme les forums. C'est merdique. Il y a des formules à réinventer, mais je ne crois pas au light car je

ne vois pas ce qu'on pourrait supprimer qui allégerait vraiment le programme, le rythme de la semaine. Par contre, mon idée c'est que l'on travaille en réseau. Et qu'y compris les tâches dans *l'Universités d'Eté* doivent être prises et travaillées en réseau. Je prends l'exemple de l'animation, des fêtes, des ateliers, l'international, histoire et mémoire, la vie quotidienne et culture, là-dessus il faut faire des réseaux de gens qui ont envie de travailler sur un des ces aspects, qui ont carte blanche pour s'en occuper, et au cours d'un CA (deux dans l'année) ils viennent avec un projet, expliquant ce qu'ils voudraient faire. Le CA ne discute pas pour savoir s'il est ou non d'accords avec le thème choisi, mais détermine si c'est ou pas opportun. Et l'équipe, avec son budget (décidé par le CA) mène son affaire, et au final est jugée sur pièce en fonction de ce qui se passe durant la semaine. Le CA veille que la diversité soit respectée dans les invitations. On ne veut pas faire une plate forme pour tel courant culturel mais organiser des dialogues de diversité.

Robert Simon : Je profite de prendre la parole, alors que nous sommes tous réunis, pour dire que *l'ILGA* est une fédération mondiale de 500 associations gays et/ou lesbiennes, avec un bureau mondial composé de huit personnes (deux par continent) et deux secrétaires généraux (un homme et une femme). L'homme (le secrétaire général) est un européen qui travaille pour le principal syndicat de Grande Bretagne, il est d'origine turque. Il est avec nous jusqu'à lundi, n'hésitez donc pas à l'interroger sur ce qu'est *l'ILGA*. Demain nous aurons un atelier pour aborder la question de l'international (de l'ouverture sur l'international) au sein des *UEEH*, à cette occasion il pourra nous en parler.

Marie-Paule Lolo : J'aimerais intervenir en tant que membre du CA de cette année, sachant que je me suis occupée de la trésorerie. Le fait que nous ne soyons pas dans la prise de position est pour moi très important. Car si nous prenons des positions, nous allons nous couper d'une partie de la population et du débat. Et ce qui est aujourd'hui le lot du mouvement LGBT, ce sont les sessions. Parce qu'on n'arrive pas à dialoguer. Et il me semble important qu'aujourd'hui il existe un espace où chacun puisse s'exprimer. Ensuite, sur la question de la mixité il me semble très important qu'il y ait un réseau de femmes qui se monte aux *UEEH* et qui travaille sur le dialogue et sur l'ouverture, sur le rôle et la place que les femmes ont envie de se faire aux *UEEH*. Ensuite, sur l'idée de savoir si nous devons organiser autant d'ateliers, autant de diversités. Il y a des gens qui vont être touchés par une approche intellectuelle, par un débat, par des conférences, maintenant il y a des gens qui vont rencontrer l'autre dans des trucs tout aussi anodins que la danse. Quand on n'est pas à l'aise avec les autres, quand on n'a pas l'habitude de danser avec son compagnon ou tout simplement de caresser ou de masser quelqu'un, cette rencontre au travers du corps qui ne semble pas être du militantisme ou de l'idéologie, permet d'introduire un débat, permet à l'ouverture d'esprit. Supprimer cette partie c'est aussi supprimer cette possibilité de se positionner avec son corps, dans son identité.

Maintenant, la formule light, je pense que le fait d'avoir beaucoup moins de personnes cela peut se faire dans le sens où on dit qu'à compter du 30 juin on ne prend plus personne. Mais est-ce souhaitable ? Il faut arrêter des dates, car pour les gens qui en ont la charge c'est très lourd. Mais cela veut dire qu'il y a des gens, comme les étudiants, qui ne vont pas savoir assez d'argent, s'ils auront ou pas leurs congés. Est-ce que cela veut dire que l'on décide que les gens qui sont dans des situations précaires on va leur fermer la porte ? A tous ces gens on leur dit qu'ils ne sont pas fonctionnaires, alors tant pis pour eux.



Maintenant sur l'idée que le CA est démissionnaire et tourne le dos, pour moi ce n'est pas du tout ça. Je parle en tant qu'individu. Je souhaite de nouveau m'y investir. Si on est dans une entité trésorerie, je continuerais mon travail, je continuerais de m'occuper des finances et de la comptabilité, mais je veux qu'il y ait une véritable question et un véritable questionnement, un véritable travail d'équipe. Bref que l'on ne soit pas seulement deux tondu (voire une à certains moments) à s'épuiser sur les comptes et à s'arracher les cheveux, à s'angoisser, à se poser des questions. Il faut véritablement qu'il y ait une équipe qui travaille sur le passif, qui fasse des prévisionnels, qui permette après au CA quand ils vont arriver avec leur projet de dire qu'ils ont tant. Sur une personne, c'est énormément de travail, ou alors il faut quelqu'un qui ne travaille pas à côté. Ce qui n'est pas mon cas. Le réseau est essentiel à la survie des *UEEH*, il est essentiel dans le but que nous allons devenir véritablement un carrefour euroméditerranéen et international. Si notre but est celui-là, c'est à dire dans une nouvelle Europe, si on a envie que les choses avancent, si on envie de tous se rencontrer on va être amené à aller au-delà des 2 000. Seulement il faut qu'on travaille en réseau. C'est essentiel à la survie.

Christian de Leusse : Il y a deux éléments fondamentaux sur lesquels il faut se repositionner, cela d'ailleurs a été largement dit au cours des débats précédents. En premier lieu, les uns et les autres nous avons besoin de l'*Université d'Eté*. Le fait que l'année dernière, au bout de quatre ans, il y ait eu un tel succès voulait dire qu'il y avait un besoin très fort en terme de réseau mais aussi en terme d'affection et d'affectivité considérable, de désir de trouver des appuis militants. C'est quelque chose d'énorme, d'incontournable. Et aujourd'hui le fait qu'il y a beaucoup de gens qui ont dit qu'ils voulaient venir cette année, même si cela risquait d'être chiant, parce qu'on va peut-être trouver les moyens de redémarrer, c'est quelque chose d'extrêmement important. Deuxième point fondamental, point que je ressens d'autant plus du fait de mon avancée en âge et de mon expérience en matière de militantisme, c'est le fait que nous avons une responsabilité. Dans notre groupe de travail sur l'international, notre ami de l'*ILGA* nous a d'ailleurs interpellé en ce sens. Nous avons certes ce besoin personnel, individuel de nous réchauffer les uns avec les autres, de vivre des moments sympathiques pendant toute une semaine, mais nous avons aussi une responsabilité compte tenu de la façon dont évolue la France, c'est à dire l'avancée des droits, compte tenu de la façon dont évolue l'Europe, d'être un élément important dans le réseau d'entraide dans les solidarités avec les autres pays. En particulier ceux qui n'ont pas avancé, qui piétinent. Le représentant de l'*ILGA* nous disait qu'il ne comprenait rien à nos états d'âme purement métaphysiques alors que nous sommes en France, qu'il ne nous fallait pas s'arrêter alors que nous avons commencé à construire quelque chose.

Par ailleurs, à ceux qui parlent d'éventuelles difficultés pour se réunir, je rappelle que durant les années 80 quand se réunissait le *CUARH* c'était la croix et la bannière pour organiser la réunion mensuelle. Pourtant on passait des heures et des heures dans un train et on y arrivait. Aujourd'hui, avec le TGV et avec Internet nous sommes dans un contexte complètement différent, un contexte où les choses sont beaucoup plus faciles. Jacques vient de dire que nous étions mauvais en communication, nous n'aurons peut-être pas besoin de mettre très rapidement l'accent sur la communication en direction du public que l'on va faire venir, mais sur la communication entre nous il faut que l'on devienne très fort. Il n'y a que comme ça que l'on pourra travailler en réseau. Il y a donc, peut-être, une commission à rajouter à celles dont a parlé Jacques, une commission communication. Il faut faire en sorte qu'il y ait trois ou quatre personnes, des professionnels de la communication, qui nous disent comment fonctionner sur ce point.

Muriel : Je rebondie sur une proposition de Marie-Paule concernant tout ce qui est mixité. J'ai toujours un peu de mal à me situer parce qu'au fond j'étais d'abord aux *UEEH* du fait que j'appartenais à une association lesbienne sur Marseille. Et cela a toujours été compliqué pour ça, car en même temps je suis rentrée au CA en tant que femme (histoire de renforcer le nombre de femmes au sein du CA), mais je ne portais pas vraiment l'envie d'être dans une commission femme et de porter ce débat. Ce qui est toujours mon point de vue. Par contre, il est vrai qu'à chaque *Université* c'est un moment de crispation. Presque chaque fois cela a pété sur ces problèmes de rapports homme/femme. C'est vrai que c'est à interroger. C'est vrai que j'ai connu une *UEEH* avec 42% de femmes (les deux dernières, c'était plutôt 35%). Aujourd'hui nous en sommes loin. Je pense que c'est à travailler mais il me semble que ce n'est parce que des femmes vont se réunir entre elles et ne discuter que des problèmes de femmes que les choses vont avancer. Il y a eut tout ce militantisme durant les années 70, ce fut un vrai besoin. La question des femmes reste un besoin, la vigilance est encore à l'ordre du jour en France et dans le reste du monde, mais je me dis que les *Universités d'Eté* sont quand même un lieu d'homosexuels. Je ne sais pas si c'est vraiment en terme de féminisme que l'on peut poser la question durant la semaine. Les réseaux féministes sont pauvres, et je ne sais pas si aux *UEEH* ils seraient plus riches qu'ailleurs. Je me dis qu'il serait préférable de questionner les comportements de genres, et là il serait intéressant de faire des commissions, parfois mixtes, parfois non-mixtes. Je ne sais pas si parce que des femmes vont se réunir entre elles, ce qui peut être important, si cela fera avancer sur la mixité. J'ai l'impression que nous pourrions questionner nos corps, nos pratiques et nos comportements, ensemble. Et échanger ensemble. Je pense que des garçons peuvent m'apporter des choses sur ma pratique et mon genre, et inversement. On l'a vu l'année dernière, cela a un peu émergé. On est souvent dans nos rapports à notre corps beaucoup plus coincé dans un certain comportement. Et on l'avait vu l'an dernier quand des femmes demandaient une backroom. C'était un autre questionnement, un autre besoin, une autre curiosité, une autre pratique qui est à faire évoluer. Je pense que l'on peut s'enrichir ensemble, de ce point de vu là.

Frédéric : Ce que j'ai entendu c'est croissance par rupture, c'est à dire redémarrer avec presque une menace, et ensuite on nous parle de travailler en réseau presque comme une alternative à justement une rupture. Pour finalement déboucher sur des termes comme "travailler en réseau". Et c'est vrai que si nous voulons créer une alternative non disciplinaire et un phénomène d'autogestion, on a besoin de relations de confiance. Je voulais donc poser le terme de relation de confiance par rapport. Celles-ci se sont construites historiquement parce que les gens ont appris à vivre ensemble ou ils ont vécu leur jeunesse ensemble, ou parce qu'ils ont partagé un même lieu, une même ville (Marseille). L'écho que cela a c'est qu'il existe au niveau européen une réelle volonté de créer une société (c'est à dire des relations entre les peuples), et il y a véritablement des lignes budgétaires pour créer ça. Ce qui veut dire que pour les déplacements, pour essayer de résoudre les problèmes de localité, de création de relation de confiance, on peut s'adresser à l'Europe.

Stéphane : Je voudrais intervenir sur deux points. D'abord sur celui de la mixité, sujet qui revient régulièrement sur le devant de la scène et pas seulement aux *Universités d'Eté*. C'est un problème qui se pose de toute façon à toutes les associations LGBT mixtes. Comment faire en sorte à plus ou moins long terme, même si c'est utopique, que 50% des effectifs et des responsables soit des femmes ? En tant que responsables associatifs, la solution que nous avons trouvée au sein de *Couleurs Gaies* n'a rien de tout d'originale car nous l'avons claqué sur un certain nombre d'autres associations qui l'avaient fait avant nous, on en est arrivé à la conclusion que la meilleure façon de faire en sorte que les femmes soient davantage représentées d'abord au sein de l'effectif et ensuite (après avoir acquis et noué des relations de confiance aux sein des responsables) c'est paradoxalement d'ouvrir des espaces non-mixtes. C'est toute une polémique, un pavé dans la marre. Comment au sein d'une structure mixte on arrive à faire comprendre à tout le monde qu'il est indispensable d'avoir des espaces non-mixtes ? Et quelque part je me mets en porte-à-faux par rapport à la réaction de Muriel. Evidemment cela pose plein de problèmes idéologiques, savoir comment concilier des valeurs qui apparemment ne sont pas compatibles, et pourtant il me semble que c'est la seule solution. Peut-être que je me trompe, peut-être que je ne connais pas tout. Mais pour avoir réfléchi au sein de l'association *Couleurs Gaies* pendant des années, pendant des mois pour savoir comment on allait faire pour que les femmes puissent enfin investir l'association, c'est comme ça qu'on y a réussi. Ce n'est pas encore le Pérou, mais c'est comme ça qu'on y a réussi. Il y a la communication auprès des associations non-mixtes qui sont quand même capables de mobiliser un certain nombre de femmes, et ensuite de leur offrir au sein des *UEEH* qui réaffirmeraient leur vocation de mixité, des espaces non-mixtes. Après il faut assumer tout le reste, assumer qu'il y ait des hommes qui vont arriver en disant qu'il est inadmissible qu'il y ait des espaces non-mixtes au sein d'un espace mixte. Vouloir attirer les femmes dans un projet de mixité où dès le départ elles sont mises en minorité c'est tourner en rond encore pendant des années.

Quant à la question de la refondation, de la restructuration des *Universités d'Eté*, je dois avouer que je suis un peu mal à l'aise. Car quand je suis venu ici, j'avais l'impression de venir dans un bateau qui coulait, et en fait on s'aperçoit que le bateau ne coule pas. Les finances tiennent plus ou moins la route. Certes, il y a un cri de la part des organisateurs actuels qui disent qu'ils sont essoufflés, qu'ils s'essoufflent. Mais en même temps qu'ils nous disent qu'ils s'essoufflent, ils nous disent qu'ils veulent bien mutualiser les *Universités d'Eté* mais pas tout, seulement certains thèmes. Je suis un peu perdu, je n'arrive pas à comprendre exactement quelle est leur demande. Est-ce qu'il y a encore effectivement un noyau dur à Marseille qui souhaite s'occuper des *UEEH* ? Car démissionner est un acte fort. Démissionner en début d'Assemblée générale est un acte fort. Peut-être que j'ai mal compris, mais j'ai compris qu'en gros il n'y a plus grand monde sur Marseille qui veulent s'occuper des *Universités*. Et est-ce qu'il y a encore à Marseille un noyau dur qui veut s'occuper des *Universités d'Eté*, et qui serait prêt à reprendre le flambeau à condition qu'il soit soutenu et aidé sur un certain nombre de thèmes par le reste de la France ?

Didier : Sur la question de la mixité, c'est quelque chose qui revient systématiquement dans toutes les associations homosexuelles. On connaît le problème. De ma propre expérience, je peux témoigner qu'au sein de mon association associative, nous avons décidé après mûres réflexions et une demande des filles de créer un groupe femme qui s'est vite isolé du reste de l'association. Il y a eut croissance par bourgeonnement, ce groupe est devenu autonome, puis n'a plus été mixte. Ce qui a provoqué quelques remous. C'est une chose à laquelle nous devons faire attention quand on part vers des groupes non-mixtes. Mon successeur à la tête de l'association, deux ans après, a préféré interdire tout ce qui était discrimination non-mixte. C'est un problème qu'il faut absolument aborder. Nous l'avons connu ici, à la table il n'y avait que des hommes.

Ensuite bien rester dans le sens du terme "Université d'Eté". C'est un brassage. Dans l'université du monde. Sauf que par certains moments il y a un manque de réalisme. De toute façon il y a des limites, on peut parler d'autogestion, on peut parler d'utopie ou de rêve, dans une boîte on ne sait pas mettre plus que ce qu'elle peut contenir. A un moment, on peut faire ce qu'on veut, on peut avoir une Ferrari, si on n'a pas de carburant pour mettre dedans, on peut pisser dans le réservoir, elle n'avancera pas. On peut se mettre à 5 000 pour pisser dans le réservoir, sauf si on boit du pétrole ou du whisky ou de l'alcool à brûler, elle n'avancera pas. Comme Stéphane, je pensais que j'arrivais dans un bateau qui coulait. Alors, ou on est sur le Titanic et personne ne croit qu'il coule alors qu'il prend l'eau de toute part, ou on n'est aboulent pas dans un bateau qui coule mais on se rend compte qu'il faut absolument changer le capitaine ainsi qu'une partie du staff. Et c'est vrai que sans un staff solide le bateau ne va pas traverser l'Atlantique. Et donc, aujourd'hui où en est-on ? Est-ce qu'il y a un problème ? Et je vais mettre les pieds dans le plat car il y a eut beaucoup de non-dits. Est-ce qu'il y a un problème avec la section formation qui risque d'englober trop de budget ? Doit-on séparer la section formation pour un problème "politique" ? Est-ce que la coupole de la troisième association qui devait venir glaner les budgets ne risque pas de vouloir se débarrasser d'un bébé (en autre les *Universités d'Eté*) dont elle a peur pour soutenir son autre bébé.

Ce sont des questions qui ont été posées, et autant qu'elles le soient au lieu de ça cancaner derrière. D'autre part, ce que j'ai trouvé d'assez paradoxal c'est que là où il est nécessaire de décentraliser il y a des blocages, alors que pour d'autres aspects logistiques où il est clair qu'on le fasse ici ou ailleurs cela ne changerait pas grand chose, il est clair que l'équipe logistique doit être de là-bas. Je me vois mal, de Liège, commander le papier chiotte mais par contre je me vois bien monter à Bruxelles afin de rencontrer les membres des directions générales européennes, avec le secrétaire exécutif de l'*ILGA*, histoire d'avoir des subventions. Si chacun est à sa place, cela peut amener des choses. Décentralisons dès que c'est possible. Pour la logistique, bien sûr, puisque les *UEEH* ont lieu à Marseille il faudra des marseillais.

Laurence : On ne peut pas parler de la mixité et se demander si on doit exclure ou interdire les groupes non-mixtes ? Je ne pense pas. De là à dire qu'aux *UEEH* on va créer, et ça va venir d'en haut, des groupes non-mixtes, ce sera maladroit aussi. Si on ressent le besoin d'avoir des espaces non-mixtes, à la limite se pourrait être des espaces non-mixtes hommes pour des prises de conscience de comportements typiquement masculins. Est-ce que ça peut se faire en non-mixité masculine ? Je ne sais pas. En tout cas les espaces non-mixtes ont un sens. S'il y a après mise en commun. C'est un peu l'impression que j'avais dans ce que disait Muriel, qu'on n'est pas là uniquement en tant que femme. Je suis venue aux *Universités d'Eté* pour différentes raisons. J'ai été sensible à l'appel de Marie-Paule aux lesbiennes. Quand hier je suis arrivée, on a dit une femme, mais je suis aussi Laurence, adhérente de *MixCité*. De là à dire qu'on va créer des espaces non-mixtes et que ça va tout régler, non. A mon avis, une des façons de travailler la mixité c'est en particulier par le langage. Et je dois faire l'aveu, j'ai toujours beaucoup de plaisir d'écouter Jacques car il féminise ses propos. Il dit "toutes et tous". En plus, il utilise souvent le féminin avant. Si on pouvait le faire systématiquement, ce serait déjà une première chose. Et peut-être que les hommes se poseraient des questions sur leurs comportements masculins genrés, comme nous les femmes nous devons nous en poser aussi sur nos comportements féminins et genrés.

Sur la question du CA, personnellement je n'avais pas vraiment l'impression que le bateau coulait, j'ai plutôt eu le sentiment qu'il y avait la volonté de marquer les difficultés dans lesquelles se trouvaient les *Universités d'Eté*. On nous avait déjà un peu tiré la sonnette d'alarme, notamment l'année dernière. Mais j'ai l'impression que les membres du CA seront là pour aider ceux et celles qui prendront le relais, et qu'éventuellement même il y aura certains qui seront dans le nouveau CA. On n'est pas obligé de faire une rupture totale et de dire qu'on nous laisse en plan et qu'on se débrouille avec les *Universités d'Eté*.

Arnaud : Par rapport à la mixité, il y a déjà eut des incidents. Je parle pour les transsexuels et les transgenres. Il y a quelque mois il y avait une transsexuelle féminine qui a été refusée à une association lesbienne sous prétexte qu'elle n'était pas une vraie femme. Le problème de la non-mixité c'est justement ce risque. La *Coordination Lesbienne Nationale* a annoncé à l'*Inter-LGBT* qu'il était décidé que les trans féminines seraient désormais acceptées quand elles avaient fini leur parcours. Mais dans un groupe non-mixte, il peut y avoir une trans féminine par encore opérée ou une transgenre qu'on lui dise qu'elle n'a rien à faire dans un groupe femme. Aussi, il faudrait définir mieux les choses afin qu'il n'y ait pas d'exclusion injustifiée.

Muriel : Quand tout à l'heure je suis intervenue, c'était surtout pour lancer le débat. Alors effectivement, peut-être que certains groupes et/ou associations lesbiennes non-mixtes (à l'heure actuelle radicales) viendraient d'autant plus si le CA faisait un travail de communication à leur endroit, en leur permettant de développer pendant la semaine un projet. Il y a trois ans, Marylou disait que le CA lui avait bien dit que si elle désirait faire un espace non-mixte elle pouvait le faire mais sans être vraiment derrière. On ne peut pas se contenter de dire que c'est possible, il faut que cela soit l'expression d'une vraie volonté de la part du CA, et que cela soit l'objet d'un réel soucis de communication. Ceci dit, si des groupes de femmes viendraient, quelles femmes viendraient ? Certainement des femmes avec certains projets. Pourquoi pas, d'autant plus que les *UEEH* sont un lieu de diversité. D'autant qu'à l'heure actuelle, toutes les lesbiennes ne se reconnaissent pas forcément dans le courant radical. N'oublions pas le problème des générations, les courants sont très traversés par les questions de générations. Les jeunes générations de femmes se sentent peut-être beaucoup moins dans cette radicalisation de fonctionnement. Je me dis donc que c'est une possibilité qui doit être portée par le CA. Mais il y a aussi d'autres femmes qui ne viendraient plus, qui n'arriveraient pas à se retrouver, si on considérait que l'on a résolu le problème de la présence des femmes en disant que désormais il y a des espaces non-mixtes, ainsi qu'une commission femme. Personnellement je rêve d'un monde où avec les garçons on pourrait étudier (et quitter) nos fonctionnements. On peut être qu'entre femmes, mais c'est avec les garçons que l'on doit échanger. Beaucoup l'on compris, et viennent ici. Mais cela n'empêche pas des commissions, des ateliers qui travaillent sur le genre, sur toutes ces questions de définition de soi. Socialement je me définis comme femme, historiquement, dans la lutte je me définirais comme femme, mais pas seulement. A un moment ça m'emmerde aussi qu'on me colle l'étiquette "femme". Ce n'est pas parce que je suis une femme que je dois être que dans les commissions femmes. Ce serait comme quelqu'un du Maghreb qui serait que dans des commissions sur le Maghreb. On peut vouloir autre chose. Je pense qu'on peut travailler ce problème des femmes autrement, dans la mixité, dans des ateliers (notamment sur le corps).

Jacques Fortin : Sur la mixité juste un mot, que l'*Université* soit mixte cela veut dire que les hommes et les femmes qui travaillent ensemble prennent en charge, ensemble, les femmes et les hommes de l'*Université d'Eté*. C'est à dire que les femmes ne sont pas dans le CA que pour défendre les femmes, les hommes ne sont pas seulement dans la maison des hommes. On prend en charge l'ensemble, avec toutes les difficultés que cela veut dire. Et ça nécessiterait une vraie réflexion sur ce que cela veut dire lorsqu'il y a des conflits. Par exemple le conflit de l'an dernier* voulait dire que le CA (et c'est d'ailleurs ce qu'il s'est efforcé de faire) prenait en compte le conflit en prenant en compte la dimension de la femme et celle de l'homme, et essayer de voir comment se débrouiller, en ne prenant pas a priori la parti d'une parole.

* Lire page 178 – UEEH 2002

Le bateau coule : Vous êtes rigolos à certains moments, mais avez-vous souvent vu, en particulier au sein de notre communauté, des gens qui ont construit une petite institution dire qu'ils sont fatigués et qu'ils souhaitent travailler avec d'autres, passer le relais, la mutualiser ? Généralement chacun s'accroche, quitte à le couler, à son bateau, à tirer au canon sur les autres. Nous sommes, et j'en suis très fier, une des rares équipes qui est capable de demander à d'autre de venir. Et sans artifice, on a démissionné ce matin, on a dit que les statuts vous pouviez les revoir. Tout est à revoir par l'Assemblée générale. Est-ce qu'il faut pour appeler d'autres gens à venir travailler avec soi que le bateau coule ? Le bateau "Université d'été" est plutôt beau. Après quatre ans on a construit un beau truc. Financièrement, on a des difficultés mais rien qui nous amène à mourir. Au pire, si la subvention de la région ne venait pas on mettrait avec deux ans d'austérité de quoi les fermer. Et par rapport à une remarque qui a été faite ce matin, oui nous avons demandé les mêmes subventions pour ce que nous faisons maintenant, comme d'habitude. Car nous nous disons que si nous avons quatre sous de plus on aura enfin ce que nous n'avons pas depuis quatre ans et qui nous ronge, qui nous amène à faire des jongleries, c'est qu'on a pas de trésorerie. Il nous manque 100 000 Frs de trésorerie. On paie en ne payant pas le Crous pendant huit mois en attendant que les subventions arrivent, avec des lettres recommandées. On passe parfois trois mois dans l'année sans un franc en caisse. Et si, ce n'est pas une arnaque, si on peut avoir 50, 60 ou 100 000 balles de trésorerie, cela sera génial. Et on en a discuté avec le conseil général et la région, tout en leur disant que ce qu'on faisait là c'était l'avenir des *Universités d'Été* qui se jouait, que ce n'était pas un machin pour amuser la galerie. Donc peut-être que vous avez pensé que le bateau coulait, j'ai rédigé une partie des textes qui sont sortis en mail afin d'expliquer la couleur, dire ce qu'on voulait et pourquoi on en était là.

Trois associations, ne pas tout mutualiser : Nous considérons (peut-être que vous aurez sur cette question un autre avis) qu'il faut une association qui gère l'*Université d'Été* de la formation contre l'homophobie. La formation qui au départ (il y a trois ans) était une toute petite chose et devenue maintenant quelque chose d'important, avec des financements qui sont spécifiques. On ne peut pas s'amuser à avoir des financements de la DGS pour la formation qui finissent par se noyer dans le budget général des *UEEH*. Et pour que cela soit clair, on veut avoir une association différente. D'autre part, quand on fait ce travail nous avons à faire à des responsables de différents secteurs socioculturels à qui on vient proposer une formation. Et si nous sommes un organisme de formation c'est quand même plus simple que de leur dire que nous sommes *Université Euroméditerranéenne des Homosexualités* qui dans ce cadre fait des formations contre l'homophonie. Pourquoi ne pas avoir directement un organisme de formation qui s'appellerait "*Formation UEEH*" ? Cela nous aiderait d'autre part sur des budgets de subvention, avoir une association qui soit chargée de ça, avec son salarié. On a un salarié qui est chargé de ça et qui est payé avec des fonds publics pour ça, et la tentation permanente dans l'association c'est de lui faire faire des choses qui ne sont pas celles qu'il a à faire. C'est quelqu'un qui semaine par semaine rend un rapport écrit de ce qu'il fait. Ce rapport nous pouvons le présenter à tous nos financeurs. C'est important pour la crédibilité de ces actions. Nous pensons donc qu'il est légitime de séparer l'*Université d'Été* proprement dite, le problème est de distinguer les missions. Et si on propose qu'il y ait aussi une association qui s'appelle *Université Euroméditerranéenne des Homosexualités* c'est aussi pour des questions financières. L'*Université d'Été* en percevant de l'argent pour le Crous et le restaurant universitaire, même si nous mettons dans nos comptes "Perçu pour tiers", un jour on peut nous dire qu'on met ça là mais que par ailleurs on met "participation des adhérents", qu'en fait nous vendons un produit qui est une semaine (un séjour), que nous faisons donc du commerce et que nous devons par conséquent payer de la TVA. Et on se retrouve avec 20% de plus à afficher sur nos prix. Donc, on s'est dit que techniquement le mieux serait d'avoir une association mère "*Université Euroméditerranéenne des Homosexualités*" qui se chargerait de tout ce qui est culturel et des subventions, sachant que pour l'instant rien n'est fait, que ce ne sont que des réflexions que nous vous proposons. Avec toutes les réflexions et les problèmes qu'il y a derrière. Avant que cette histoire de TVA nous tombe sur la gueule. Pour conclure, on n'a pas créé ces trois associations avant car on s'est dit qu'il ne fallait pas que cela apparaisse comme une arnaque cachant des trucs. Une grande partie de notre budget va à l'action formation contre l'homophobie. Une demande de subvention, on la fait à un service en fonction des objectifs qu'on a. Ce n'est donc pas des subventions concurrentes de celles que pourrait recevoir les *Universités d'Été*. C'est d'autres actions. Par exemple le plan régional santé ne donne pas un franc à l'*Université d'Été*, car elle n'a rien à voir avec la formation contre l'homophobie. L'*Université* relève, à la région et au département, du poste congrès et jeunesse et sport. Le reste c'est dans plan régional santé et la lutte contre le suicide des jeunes et les conduites à risques. C'est donc sur ce dossier que nous avons demandé des subventions. On en a demandé plus qu'on l'aurait fait d'ordinaire parce que nous ne sommes pas assurés d'avoir la reconduction de la convention avec la Direction Générale de la Santé l'année prochaine pour le paiement du salarié. Donc on provisionne des difficultés éventuelles.

Max : Je voudrais simplement remercier, au nom de tous, l'équipe sortante. C'est vrai qu'on émet des doutes mais merci car c'est beaucoup de travail, c'est du bénévolat. On a parlé du retour au militantisme, dans une association comme les *UEEH* cela ne me semble pas vraiment nécessaire. Les *UEEH* regroupent beaucoup d'associations qui sont libres de s'exprimer, on l'a vu ces dernières années. Je n'ai pas entendu de censure, des engueulades certes mais au moins il y avait un dialogue. Le militantisme n'est pas vraiment bon. D'abord pour la demande de subvention, si on veut des subventions par l'Europe, il faut absolument qu'il y ait une certaine neutralité tout en ayant une charte établie. Il est important d'établir avant même qu'il y ait une élection de CA, les valeurs des *UEEH*. Elles me semblent bonnes pour le moment. En même temps je suis farouchement contre le cumul des mandats. Il faut que lors des nouvelles élections que cela soit pris en compte.

Erika : Je dois dire que je suis surpris de la tournure que prend la discussion. Je me demande du coup pourquoi je suis venu. Car s'il s'agit d'élire un nouveau CA et de créer un réseau pour organiser un cycle international et un cycle culture, bref la même chose que l'année dernière, je pense que si le bateau ne coule pas il va dans le mur. Je suis également assez surpris d'entendre que l'on envisage d'accueillir 5 000 personnes et qu'effectivement nous avons une éthique et qu'un jour, peut-être, on rédigera une charte. Ce n'est pas ce qui est ressorti des conversations que j'ai eues avec différentes personnes à propos des raisons qui font que cette année nous avons des Assises. Il me semble qu'il y a des questions vraiment de fond à se poser, dont certaines ont émergé dans les rapports des différents groupes de réflexion qui ont eu lieu ce matin, mais qui visiblement ont tout de suite disparu pour s'occuper de savoir si on allait avoir telle TVA ou telle subvention. Pour moi, les questions de TVA ou de subvention ne sont pas du tout le problème pour l'instant. Par exemple le débat qui a émergé sur la mixité, qui à mon avis est riche et fort utile, pourquoi cela ne pourrait pas être le thème central des *UEEH* de l'an prochain ? Est-ce que n'importe qui peut venir aux *Universités d'Été* ? Peut-on venir si on est sexiste, violent ? Pourquoi ne peut-on pas venir aux *UEEH* si on est pauvre ? Actuellement on n'est pas du tout parti pour réfléchir à ce genre de questions. Et si ce n'est pas le cas, je ne suis pas très intéressé de poursuivre cette discussion.

Max : On nous a beaucoup parlé de questions financières, il est vrai que sans argent on ne peut rien faire. Les questions financières sont incontournables. Ce matin il y avait le terme de "communautarisme" qui a été prononcé par Jacques, il n'est pas ressorti. Je n'ai pas rêvé. Cela n'a pas du tout été évoqué à nouveau. Sur le fond il y avait une interrogation et je trouve qu'elle a été beaucoup escamotée, qui était qu'elle philosophie des *UEEH*, quel objectif, qu'est-ce qu'on doit faire, qu'est-ce qu'on remet en question. Il n'y a pas que le moteur est fatigué (changeons le), il y a aussi vers où on va. Et je trouve qu'on en parle moins.



Didier : C'est, d'après les documents qui nous ont été remis, le propos de demain. Je lis, à la rubrique "troisième demi-journée" : Les groupes se constituent par pôles d'intérêts, de projet". Quatrième demi-journée : "Rapport de chaque groupe, conclusions, débat sur ces propositions après rapports". "Des équipes travaillent à sortir une synthèse". Cela ne veut pas dire qu'on va reconduire les *UEEH*, qu'on ne va pas en débattre. C'est peut-être de la naïveté ou je n'ai pas compris, mais il me semble que lancer maintenant le débat sur ce genre de question, c'est lancer le débat qui était prévu demain en commission.

Pierre : Pour ceux qui avaient des inquiétudes sur l'état du bateau, on peut se dire qu'a priori les *UEEH* sont capables de continuer si la décision est prise de continuer. Et qu'il y a plus un appel aux bonnes volontés qu'une rupture politique et historique de la part du CA démissionnaire. Du coup cela permet de travailler plus sereinement sur un certain nombre de choses qui sont effectivement des choses pour lesquelles nous sommes venus, à savoir la définition ou la redéfinition des objectifs des *UEEH* et de la façon dont nous les voyons continuer. Après la subdivision en thèmes, on peut la décider maintenant ou demain matin, mais il y a des gros morceaux. Comme l'évolution en terme de contenu et les objectifs de fond des *UEEH*. Il y a manifestation d'autres personnes ici qui ont plutôt envie de travailler sur des thèmes plutôt transversaux qui seraient des thèmes d'approches futures sur des thématiques, par exemple pour l'année prochaine sur comment on est évolué sur l'international, comment on lie festif et non-festif. Alors évidemment cela chevauche un peu avec les objectifs, mais il est essentiel qu'il y ait quand même une réflexion sur les objectifs de long terme, et qu'éventuellement en même temps certains commencent déjà à travailler sur des propositions de pistes de travail plus précises sur tel et tel types de contenu et d'ateliers. Cela pourrait être une base de départ sur laquelle demain matin des groupes se forment ou se fédèrent.

Jacques : Par rapport à ce vous avez dit, aujourd'hui il y a quand même un mandat qui a été rempli par rapport à ce qu'on proposait, à savoir que les différents rapports du CA, sur la base des documents remis, et les questions qui ont été posées, tout cela est à nettoyer. A mon avis, c'est le but de la première journée. Voir où nous en sommes, et surtout de nettoyer tous les malentendus. Maintenant, je proposerais que l'équipe qui est là continue à plancher. Il y a eu des rapports des groupes de travail, les idées qui ont été lancées par la salle. On est à l'heure où on va s'engueuler, donc ce n'est pas nécessaire qu'on continue. Vous pouvez dégager un certain nombre de thèmes qui pourraient être proposés demain matin. Demain, on fait une demi-heure d'AG pour déterminer comment on travaille, après on se répartit en groupe et on travaille, cette fois, sur le fond.

DIMANCHE

DIMANCHE

DIMANCHE

DIMANCHE



Laurence : Donc, en ce dimanche matin, le but de la présente assemblée est de faire la synthèse des différents groupes de travail qui hier, ont chacun réfléchi sur les *Universités*. Et de voir, autour de quatre thèmes ("Réseau et structuration", "Thème et programmation", "Valeurs éthiques", "Trésorerie et financement") ce que nous mettons dedans. Ces quatre grandes subdivisions nous semblaient reprendre l'ensemble des questions que nous nous posions. Ceci dit, je passe la parole aux différents rapporteurs.

Robert Simon : Courant mars eut lieu à Paris une rencontre de travail sur les *UEEH*, et dans ce cadre là j'ai participé à un groupe de réflexion sur la dimension internationale des *UEEH*. Le petit groupe qui, à cette occasion, s'était constitué à Paris avait décidé de travailler en commun, jusqu'aux *UEEH* (jusqu'en juillet) sur la dimension internationale des *Universités d'Eté des Homosexualités*. Cette thématique peut prendre des directions très diverses en ce sens que cela peut concerner aussi bien les droits de l'homme dans les pays de la Méditerranée, que les études gays et lesbiennes, que les questions de santé. De fait, l'international est un thème qui peut partir dans beaucoup de sens. Et justement, j'aimerais que nous puissions avoir au cours de ces Assises, de ces trois jours de réflexion, suffisamment de temps pour aborder les différents aspects de cette dimension internationale. Aussi, il me semble difficile de commencer, dès ce matin, de travailler sur les quatre groupes thématiques ("Réseau et structuration", "Thème et programmation", "Valeurs éthiques", "Trésorerie et financement"). Ceci dit, si nous nous voulons arriver, demain, à définir une programmation pour les prochaines *UEEH*, conformément à ce qui est inscrit dans le programme de ces trois jours, je ne vois pas comment faire. Et donc ma proposition est qu'il y ait dès ce matin un groupe qui travaille sur cet aspect, sur l'international en particulier.

Pierre : Forcément, il y aura des gens qui ne trouveront pas leur place dans ces différents thèmes ou qui ne sauront pas trop où ils se trouvent. Aussi, nous avons le choix entre multiplier les thèmes, ce qui risque de rendre complexe les synthèses de synthèses, soit on décide de façon arbitraire que telle thématique peut être un sous-groupe. Ainsi, par exemple, il semblerait logique que l'international soit un sous-ensemble de "Thème et programmation". Quitte à mutualiser avec l'ensemble du groupe qui se constituerait sur ce thème, le travail que de votre côté vous avez déjà effectué depuis le printemps. Ce faisant, certains auront remarqué que l'on ne retrouve pas écrit telle quelle la question de la mixité qui devrait être, à mon sens, un élément important des discussions sur les thèmes "Valeur éthique" et "Thème et programmation". Et donc, pour notre part nous nous sommes dit que cela ne serait pas plus mal qu'à l'intérieur de plusieurs grands ensembles il existe des réflexions qui se recoupent éventuellement.

Jacques Fortin : Les thèmes que vous proposez me semblent tout à fait pertinents, par contre je me demande s'il faut que nous découpons par groupes travaillant sur tel et tel thème ou se découper en petits groupes et avoir ces quatre thèmes différents comme base de réflexion. Par exemple, en commençant par "Valeurs éthiques", puis en abordant les questions de la programmation et enfin aborder celle des réseaux. Et au final procéder à la mise en commun de l'ensemble. On peut difficilement discuter de réseau et de structuration si on n'a pas préalablement discuté des valeurs et de la programmation. Aussi, cette idée de quatre thèmes me semble être un bon plan de travail pour chacun des groupes.

Stéphane : Ce qui m'inquiète, c'est qu'il serait pertinent que ces groupes de travail soient vraiment des groupes de travail et pas seulement des groupes de réflexion. C'est à dire qu'à la suite il y ait des propositions concrètes. Et donc, plutôt que de rassembler des gens sur leur centre d'intérêt vague, il est préférable de les rassembler sur leurs compétences. Le schéma de travail que l'on vient de nous proposer signifie que dans le groupe international il va y avoir personne et pareil sur celui qui va s'intéresser à la mixité. A ce tarif, était-il nécessaire de réunir des gens pendant ces trois jours ? Car les gens qui s'occupent de l'international se connaissent tous et se sont déjà vus.

Jacques Fortin : Le problème c'est pour le moment nous n'avons pas établi de thèmes. Hier, j'ai repris la structure de l'*Université d'Eté* d'avant, à savoir un cycle sur l'international, un autre sur la mémoire et encore un autre sur le quotidien. Rien ne dit que l'année prochaine cela doit être encore le cas. On peut peut-être profiter de ces trois jours pour chambouler la chose. Le tout est de savoir comment. Par contre, si nous avons une réflexion de fond, ce serait bien après avoir discuté de la question des valeurs, de passer à celle de la programmation afin d'en arriver à des propositions pratiques. Aussi, je propose de se découper en plusieurs groupes de réflexions, et jusqu'à 4 heures de discuter des quatre différents thèmes.

Laurence : L'avantage de ce que propose Jacques c'est d'impliquer tout le monde à propos des réseaux et du financement. De façon générale, dans les associations seulement une ou deux personnes s'occupent de ces questions, les autres ne se sentant pas concernées. Pourtant, la question du financement concerne tout le monde. Et si tout le monde va dans le groupe "Thème et programmation", ceux et celles qui auront pris la peine d'aller dans celui sur le financement vont avoir l'impression de ne pas avoir eut la parole quant aux thèmes. Mais si on se répartit bien, nous pouvons avoir le temps d'aborder chacun toutes les questions.

Didier : Le problème de cette proposition c'est qu'elle nous oblige à faire des choix. Les personnes devront choisir quel est leur premier centre d'intérêt. Ceci dit, à l'heure actuelle nous avons deux propositions. D'abord de nous répartir en quatre groupes différents, chacun abordant une thématique particulière. Ou de se répartir en divers groupes qui chacun aborde l'ensemble des thèmes. Cette dernière formule est avantageuse en ce sens qu'elle permet aux personnes intéressées par deux thèmes (ou plus) de les aborder au sein d'un même groupe. Il me semble que cette option fera prendre conscience aux gens de la difficulté que l'on peut éprouver quand on est face à la question des finances. Mais on risque de voir des gens partir. Obliger des gens à faire des choses qui n'aiment pas c'est la meilleure façon pour les perdre.

Didier : Depuis plusieurs années que je viens aux *Universités d'Eté*, je trouve que l'on n'aborde pas suffisamment la question internationale. De ce qui se passe ailleurs, hors des frontières françaises. Allemands, Belges, Italiens ou autres, nous avons tous une attente de concret en la matière. Comme, par exemple, un programme à long terme avec propositions de collaborations internationales. C'est un aspect important si on veut pérenniser les *UEEH*.

David : Il me semble que la question de l'international transcende toutes les autres. Quand on parle de structuration, c'est une aberration de ne pas parler de l'international. Quand on parle du programme, c'est une aberration de ne pas parler de l'international. Pareil pour l'éthique. Ne pas penser à nos camarades de l'Europe de l'Est ou du tiers-monde me semble difficile. Pareil aussi pour la question du financement. De fait, l'international peut se matérialiser, se retrouver dans chacun des thèmes. Ensuite, les deux options de travail qui nous sont proposées ont leur avantage, mais il me semble que l'optique que chaque groupe aborde l'ensemble des thèmes risque de générer une trop grande richesse qui aurait, du coup, du mal à se cadrer. Aussi j'opterais davantage pour l'option des quatre groupes de travail, chacun abordant un thème, avec bien évidemment une ouverture d'esprit sur d'autres questions (comme l'international) afin de recentrer les discussions.

Marie-Paule Lolo : Les questions financières sont immatérielles car on ne voit pas forcément la concrétisation des décisions prises. Pour autant, ne serait-il pas possible d'aborder les différents thèmes en prenant en compte tous les aspects, dont celui du financement ? Il est vrai que de toute façon il va falloir quelques personnes qui vont plus particulièrement s'occuper de la question financière, mais il est important qu'elle soit prise en compte dans les différents groupes de travail. Car si on met sur place des projets sans s'occuper de réfléchir à la manière de les financer, on peut imaginer n'importe quelle idée, elle ne se réalisera jamais. L'important c'est d'arriver à les concrétiser. Et donc réfléchir à la question financière me semble être quelque chose d'enrichissant. Il ne faut pas que d'un côté il y ait des ânes qui vont porter la charrue et de l'autre des gens qui vont réfléchir.

Didier : De tout ce qui vient d'être dit depuis le début, il me semble que l'on peut sortir déjà pas mal de choses. Mais si on n'a pas une structure (un cadre) dans laquelle les mettre, une structure avec un organigramme clair et précis qui définit que l'on met ceci à tel endroit et en corrélation avec cela, on va perdre du temps. On peut passer la journée à dire beaucoup de choses, à les écrire, à ne pas acheter les Actes qui vont sortir comme chaque année, et l'année prochaine nous retrouver à 15, et repartir sur quelque chose que ces quinze auront décidé entre eux, en écoutant ce que nous avons dit aujourd'hui. Nous avons le choix entre deux propositions, il peut y en avoir encore une troisième, mais il faut dès maintenant se décider sur la manière de travailler. Cela fait vingt minutes que nous discutons de la manière de travailler, à un moment donné il nous faudra consacrer au moins vingt minutes durant la journée à travailler.

Stéphane : J'ai l'impression que si chaque groupe est censé travailler sur l'ensemble des questions qui apparemment semble intéresser l'ensemble des gens ici présents (ce dont je ne suis pas sûr) on risque de perdre son temps en faisant ce qui s'est déjà fait hier, à savoir une sorte de brainstorming général duquel rien de concret ne sortira. C'est pour cela que je défends l'idée des quatre ateliers qui sont suffisamment vastes pour que chacun puisse y trouver sa place. Sauf que de la part de l'ancienne trésorière nous avons eut un appel très clair pour nous informer qu'elle ne pouvait plus continuer seule. Et donc les gens qui sont susceptibles de lui donner un coup de main (comme Didier) puisse se concerter au cours d'un atelier, et voir très concrètement comment avancer sur cette question, voir comment décharger Marie Paule par des délégations. Pour ma part, très égoïstement, je n'ai pas envie de travailler sur l'international et sur la mixité. J'ai envie de m'investir là où j'ai l'impression que mes compétences personnelles peuvent éventuellement apporter quelque chose à la structure. Et avec ce que vous proposez, je ne m'y retrouve pas du tout.

Didier : Typiquement, on se trouve face au syndrome de l'entonnoir. Pour remplir un entonnoir il est nettement plus facile de le mettre dans un certain sens. Et donc d'avoir au départ beaucoup de choses puis au fur et à mesure de réduire jusqu'à arriver à quelque chose de concret qui passe tout seul. En revanche, si on retourne l'entonnoir et que l'on essaye de remplir avec une bouteille, il n'y a pas une goutte qui va rentrer dans la bouteille. Tout ceci pour dire que c'est bien d'aborder des thèmes précis, mais le but à la fin de cette journée, c'est qu'au CA de décembre ou de janvier il y ait des thèmes d'arrêtés, une liste de participants potentiels et d'intervenants de définie. Nous ne sommes pas ici pour dire quels thèmes ou quelles programmations nous devons définir, nous sommes ici pour voir si la structure des UEEH telle qu'elle est convient, pour voir si les UEEH vont s'arrêter, dans quelle direction elles vont aller, voir si elles peuvent continuer. Je veux bien que l'on parle de la programmation, de la mixité, de l'international ou du financement mais si on ne lui donne pas l'ossature nécessaire pour marcher, cela ne servira pas. A quelqu'un dont la colonne vertébrale est foutue, si vous ne lui foutez pas un corset, il ne mettra pas un pied devant l'autre. Il nous faut une structure solide. On n'est pas obligé de faire les quatre ateliers en même temps. Nous avons toute la journée pour le faire. Et cela permet à ceux qui ne sont pas intéressés par toutes les questions de participer à tout. Mais il faut poser des choix.

Rikita : Je ne suis pas d'accords avec ce qui vient d'être dit à propos des structures. Nous sommes aussi présents pour déterminer une orientation politique. Je ne vois comment on peut discuter des structures et du financement si nous n'avons pas commencé à réfléchir sur les valeurs, sur l'éthique. Il faut, maintenant, que l'on s'occupe de réfléchir à ce que vous appelez "valeurs éthiques" (et que j'appellerais plutôt "valeurs politiques") ou "programmation" prochaine, si on veut vraiment qu'il se passe des choses l'année prochaine (et les années suivantes). Aussi, je suis plutôt favorable à ce que les groupes se saisissent des différents aspects. Pas dans n'importe quel ordre, dans l'équilibre de chacun. En revanche, si c'est gérable, je serais favorable non pas à se lancer dans l'examen de tout puis dans la synthèse, mais de partir dans les questions d'orientation politique et de programmation. Puis de faire le point. Et partant de cela, s'occuper de la question du financement.

Jacques Fortin : Il ne faut pas penser que nous perdons notre temps en discutant de savoir comment on va travailler. Les problèmes, il faut bien les cerner. Je pense que l'on commence par un projet et ensuite on travaille à la façon dont on l'organise. Mais mettons-nous d'abord d'accords sur un projet. Certains ont dit, comme si cela allait de soi, que les thèmes seraient la mixité et l'international. Je ne suis pas sûr que tout le monde soit d'accord. Cela m'intéresse, mais je ne suis pas certain que cela fasse l'objet d'un consensus général. Aussi, il me semble qu'il faut que l'on discute du projet, de la question des valeurs, voir si nous sommes d'accords de chambouler l'organisation habituelle de la semaine, voir quels grands thèmes nous voyons pour l'année prochaine et les années suivantes, et enfin voir si chacun et chacune s'y retrouve. Si nous devons discuter de qui doit être président (ou secrétaire) et de la façon d'organiser les finances, cela ne m'intéresse pas. Et je préfère aller aux calanques. Par contre, si on discute de ce qu'on veut mettre dans les *Universités*, cela m'intéresse. Ensuite, si on prend la question des finances, c'est d'abord une question de choix de ce qu'on fait. Je prends un exemple précis : dans le passé vous aviez différents grands thèmes et vous aviez un équilibre financier entre différents grands thèmes, vous aviez tant de fric qui allait pour la culture, tant sur l'international. Cette répartition était le résultat de choix politique fait auparavant. Mais tant que l'on n'a pas fait ces choix, il est inutile de discuter finance. Car alors, comment répartir les budgets ? C'est pourquoi il me semble qu'il faut que l'on prenne un temps qui soit le temps du projet et un temps de la réalisation. Avec dedans un point important, c'est que nous avons un réseau international composé de ceux et celles qui sont originaires de différents pays, des gens qui peuvent faire ensemble ce travail, sur cette question. Et ensuite, à un moment de la journée on fait une mise en commun. Mixité ou international, cela ne va pas forcément de soi. Cela ira de soi, peut-être, quand il y aura des propositions concrètes. En tout cas, je suis prêt à travailler dessus.

Alexandre : Le tout est de savoir par quoi on commence. Quels sont les thèmes et la programmation, quelle est l'éthique, comment financer le tout ? Mais il faut peut-être commencer par la programmation, et après (dans un deuxième temps) parler de la question du financement, du réseau. Je serais donc d'avis de bien scinder les choses, mais de le faire dans un certain ordre. S'occuper d'abord de la question du projet, voir ce qu'on veut faire, et ensuite mettre en commun nos réflexions sur la programmation. Il est important de bien différencier la question de la programmation, du projet et du financement.

Pierre : Pour ce faire, il a deux moyens de procéder. Soit se déterminer par un vote, soit procéder à l'envers. Personnellement je vois mal qui aurait la volonté de passer la journée à discuter des questions de finance. S'il y en a qui sont prêts à le faire cela simplifiera les choses, mais peu de personnes seraient disposées. Surtout à l'aveugle car cela dépend très largement des choix de programmation qui seront faits. Une fois que nous aurons dit qu'il faut élargir les champs des subventions, qu'il faut aller chercher des financements européens ou autres, il n'y a pas besoin de 5 heures de discussion pour en décider. A titre personnel, je trouve assez convaincant ce qui a été dit par certains, à savoir qu'il faut commencer par le début. Tant que l'on n'est pas au clair entre nous, s'il se dégage un minimum de consensus sur une éthique et des ateliers et sur une programmation, cela ne sert à rien de réfléchir sur la manière de structurer des réseaux autour de ça et comment on va le financer. Aussi à propos de l'idée de groupes différents qui travaillent chacun sur la question des thèmes, il ne faut pas attendre la fin de la journée pour procéder à une synthèse mais se concerter durant la journée afin que les groupes ne partent pas dans des directions totalement opposées.

Marie-Paule Lolo : Petite précision, je n'appelle personne au secours. Sauf que politiquement il me semble qu'un investissement à 100% signifie regarder l'ensemble du problème. Ce qui veut dire que si on en prend que l'accès intellectuel qui va nous intéresser (c'est ce qui s'est fait jusqu'à aujourd'hui), cela va donner des gens qui arrivent en proposant des ateliers quand de notre côté on fait femmes de ménage, les gentils Go ou les Go énervés. Quand on dit de regarder l'ensemble du problème c'est aussi poser une réalité qui est importante. Il faut vraiment vous mettre dans la tête que l'aspect financier est important dans chaque point qui sera abordé. Si je dois travailler sur une commission financière, je n'ai pas envie puisque je le fais toute l'année. Par contre, ce qui m'intéresse c'est de voir comment nous allons véritablement tout poser. Et si nous n'arrivons sur du consensuel, il faut en arriver au vote afin de déterminer comment on se positionne, ensemble.

Robert Simon : A propos de l'international, je crois que j'avais en tête recouvre complètement ce qui viens d'être dit. Vous avez parlé de réseau et de programmation pour l'an prochain, et bien entendu de financement. Et s'il y avait un groupe qui voudrait travailler sur le réseau international sans parler de la programmation ou des financements, cela ne tiendrait pas la route. De même sur les financements européens, si on ne sait pas ce qu'on va faire sur le plan européen, je ne vois pas ce que cela peut donner. C'est pourquoi il me semble que tout ça doit aller dans le même groupe, et qu'ensemble on doit progresser sur les quatre thèmes. Du moins sur la question internationale. Sur d'autres questions, comme celle de la mixité, je suis moins catégorique. Ceci dit, toujours à propos de la mixité je voudrais dire que je viens aux *Universités* depuis la première édition, et à chaque fois ce fut un thème important (et je suis convaincu que nous en avons encore pour quelques années à travailler sur cette question). Et j'aimerais que cette question soit élargie, que ce ne soit pas seulement la mixité que l'on travaille mais la diversité. Car notre *UEEH* est dominée par les hommes, et si nous essayons de faire une place aux femmes et un peu aux trans, il y a toute une quantité de groupes faisant partie de la population française qui sont totalement absents. Et depuis toujours. J'ai rarement vu des handicapés, des gens des banlieues. C'est pourquoi il me semble qu'il faut que l'on travaille à savoir comment faire pour que ces gens là viennent et se sentent ici chez eux.

Didier : Donc, il semble se dégager de plus en plus l'idée de se disperser en plusieurs groupes qui chacun aborde l'ensemble des questions, et d'un autre côté l'idée d'aborder les thèmes les uns à la suite des autres, construisant ainsi une programmation. Bien évidemment la question du financement reste présente. Ceux qui ne sont pas intéressés pour aborder telle ou telle question, ils peuvent aller boire un verre ou faire la sieste. Mais, me semble t-il, il est essentiel de travailler dans l'ordre. Partir des structures, puis des valeurs pour arriver jusqu'à la définition d'un projet. Et une fois arrivé à ce niveau, s'occuper de voir comment mener à bien le projet en question. Et donc, nous avons à choisir entre travailler par étapes ou travailler tous ensemble par groupe. Quelqu'un voit une autre façon de procéder ? Non ? Bon, on passe au vote ?

Laurence : Donc, qui est pour la proposition (dite de Stéphane) qui consiste à aborder les quatre thèmes de discussion ("Réseau et structuration", "Thème et programmation", "valeurs éthiques" et "Trésorerie et financements"), avec un thème par groupe ? Et qui est pour la proposition (dite de Muriel) de se mettre en groupe pour que la parole circule mieux et on aborde chacun des quatre grands thèmes de discussions ?

Pierre : Donc nous sommes face à l'alternative entre travailler en transversal sur tous les sujets ou travailler de façon thématique. Qui est pour la proposition numéro 1 (dite de Muriel)? Combien de mains levées ? 37 personnes. Et pour l'autre solution ? 9 personnes !

Didier : Bien, la présente assemblée ayant voté, maintenant on se forme en groupes aléatoires (ou affinitaire) et on discute des valeurs et de l'éthique, et nous revenons vers 13 heures 30, et dans un temps assez court on procède à une synthèse afin de dégager un consensus, histoire de passer à autre chose.

- Intergénérationnel
 - Où sont les *foolées*?
 - Politiquement correct - bien
 Homosexuellement

Thématiques: - Mixité, place des "minorités"
 à travers des ateliers: du féminisme - LGBT
 lutte contre l'ordre moral et mixt social
 VIH, prévention - Nos discriminations

• Commission "Vie quotidienne"
 • Travail en réseau
 • Personnes ressources et comités régionaux
 Commission pour inclure des assos.
 "Le ring"

• Commission "Vie quotidienne"
 • Travail en réseau
 • Personnes ressources et comités régionaux
 • Commission pour inclure des assos.
 • "Le ring"
 • Un thème par an = dof...
 • Favoriser l'autonomie des assos en amont

International = | changer le monde!
 Mixité
 ouverture vers l'étranger
 respect, écoute, ouverture, dialogue
 Régulateurs - régulatrices
 Solidarité financière - Liberté de parole
 résolution des conflits / Modérateurs-trices
 organisation d'AG

Propositions

- charte
 - engagement écrit des participants-es
 - Commission "Vie quotidienne"
 - Régulatrices (régulateurs); AG de débats collectifs
 - mise en place en amont et
 pendant la semaine de la vie quotidienne
 - Mise en place en amont de réseaux

Valeurs

- Autogestion. Participation
 - Travail sur la vie quotidienne
 - Diversité des publics et des problématiques
 - Laboratoire d'idée à géométrie variable
 - Utopie - Vivre ensemble

International:

- Forum social
 - Forum ILGA à Marseille
 - Forum ILGA Europe
 - Sensibiliser aux questions internationales
 => Priorité des UEEN?

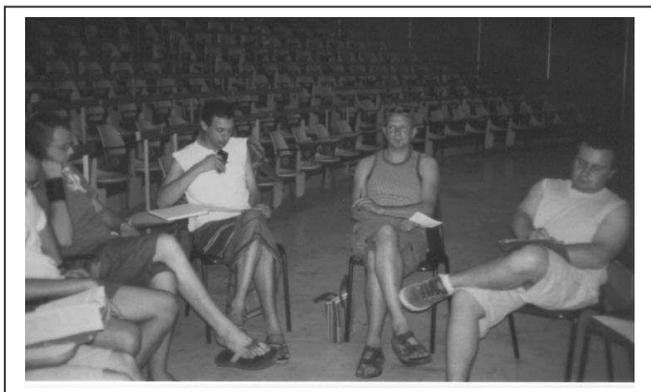
VALEURS

Mots clefs

International = | lutte contre l'homophobie
 | changer le monde!
 Mixité
 ouverture vers l'étranger
 respect, écoute, ouverture, dialogue
 Régulateurs - régulatrices
 Solidarité financière - Liberté de parole

Pierre : On parle des *Universités d'Eté*, mais faut-il ajouter le terme "LGBT" à l'appellation "des Homosexualités" ? Je serais plutôt pour, afin que les lesbiennes, les gays, les bis et les trans se sentent interpellés. Un terme trop générique (comme "des homosexualités") permet certes aux gens de se retrouver, mais ne se sentent pas personnellement interpellés.

Benjamin : Personnellement, je ne suis pas contre le terme "LGBT" sauf qu'il me semble très politiquement correct. Maintenant, dans la communauté homo, il faut obligatoirement dire "LGBT". Pourtant, avec les trans (le "T") nous n'avons pas les mêmes combats sur certains points. Nous avons des combats identiques sur la question de la sexualité et des partenaires et la façon de vivre. Je veux bien du politiquement correct, mais que l'on recentre les choses. Soit on s'arrête aux genres, on laisse une ouverture la plus large possible en considérant que nous avons tous des différences et que nous pouvons tous apprendre sur des expériences de vie, où on s'arrête sur le fait de la sexualité.



Alex : Parler des LGBT n'est pas politiquement correct, c'est un fait. Ce n'est pas parce qu'on n'est pas trans que l'on ne doit pas soutenir les trans. Les personnes LGBT en commun d'être stigmatisées pour leur orientation sexuelle. On peut garder le titre "UEEH" et mettre un sous-titre, mais il est important de parler des autres. Au début je me disais qu'il fallait faire avancer la question gay, celle-ci englobant tout le monde (les gays, les trans...). Sauf qu'un jour quelqu'un m'a expliqué que tant que ce n'est pas dit les trans, les bis et les autres ne s'y reconnaissent pas. C'est pourquoi on voit beaucoup apparaître le sigle "LGBT". Nous pourrions donc dire que les UEEH concerne le public homo, tout en précisant que les autres (les trans, les bis...) sont aussi concernés.

Hervé : Personnellement, je ne suis pas du tout d'accord avec l'idée d'ouvrir les *Universités d'Eté* à des gens qui se réclameraient d'une idéologie raciste. L'idée de contacter des groupes facho afin d'animer un atelier, ne me semble pas très constructif. Ensuite, sur l'idée du changement de nom, l'appellation "des homosexualités" me semble pas mal. Si on rajoute "LGBT", pourquoi pas mais vouloir mettre le genre en avant à tous prix ? Tout ce qui vient des Etats-Unis n'est pas forcément mauvais, mais cette histoire de "LGBT" est proche de l'idéologie queer qui est intéressante en matière de débat mais qui n'est pas la seule représentante d'une pensée sur l'homosexualité, en France et en Europe. En d'autre terme, dire que les *Universités* sont celles des genres permettrait de faire que le genre masculin hétérosexuel puisse également s'y retrouver.

David : Ce n'est pas politiquement correct de parler LGBT, c'est très concret. On en prend tous plein la gueule, on se bat tous contre le patriarcat, le sexisme et des choses comme ça. Et si les gens se trouvent dans leurs initiales, il n'y a mort d'homme, ça ne mange pas de pain. C'est un petit geste pour tout le monde et un gros geste pour certains. Le terme "LGBT" permet d'être plus clairs, de mieux nous regrouper. Je ne crois pas qu'il faut y voir tout un conflit sur le sexe des anges.

Arnaud : Dans l'appellation "des homosexualités" certains trans se reconnaîtraient puisque dans la transsexualité il y a toujours la notion d'homosexualité. Socialement parlant, je suis vu comme une lesbienne très virile. L'avantage du sigle "LGBT" c'est d'intégrer les gens qu'ils soient trans ou bi ou autre. Le sigle "LGBT" permet à ce que personne ne se sente exclu, car même si les UEEH sont ouvertes à tous, il y a des trans qui pourraient avoir peur d'être rejetés.

Sœur Camélia : Nous sommes là (aux *Universités d'Eté*) pour s'écouter les uns et les autres, avec ce qu'on est comme individu (notre genre, notre identité...). Il faut être dans l'attention, que l'on reçoive les mots des uns et des autres tel que chacun a envie de les donner. Nous ne sommes pas dans un endroit où nous devons avoir une pensée unique. Il faut entendre la diversité de ce groupe, chacun ayant un parcours de vie différent. Ensuite, le terme "LGBT" ramène à un déterminisme strictement sexuel. Et je ne sais pas si c'est le bon.

Benjamin : Toujours à propos de l'appellation "LGBT" des *Universités d'Eté*, il me semble que l'une des grandes valeurs des *UEEH* c'est son intitulé, c'est le fait de dire que tel type de population (en l'occurrence la population homosexuelle) est directement concernée. De cette affirmation découle tout un type de questionnements et de revendications. L'intitulé des *Universités* est quelque chose de réellement fondamental, parce que c'est ce que les gens entendent en premier. Dire qu'il s'agit des *Universités d'Eté des Homosexualités* permet de bien situer les choses. Quant à l'idée que tous les LGBT ont en commun le fait de se battre dans la vie, une nana hétérosexuelle qui vit dans les banlieues, tous les jours elle est opprimée. Et à ce tarif, je demande que l'on ajoute "H" pour "Hétéro". Car cette fille, qui n'est pas lesbienne, en chie beaucoup plus que moi, petit pédé qui fait ma folle tranquille le soir. C'est en cela que le terme "LGBT" me pose problème. D'office, au lieu de réunir il exclut. Car cette nana, qui n'est pas homo, a un combat identique à un pédé ou à une gouine, celui d'être libre sexuellement, de vivre tranquillement et librement ce qu'elle est. C'est pourquoi ne pas noter les "H" revient, me semble t-il, à exclure les gens qui doivent combattre pour la liberté d'être. Et donc, soit on essaye d'avancer en incluant tous les types d'individus (homos comme hétéros) qui ont un problème pour assumer leur sexualité au quotidien (c'est le sens du terme "LGBT"), soit on se catégorise homo et on reste dans cette seule catégorie. Mais on ne reste pas dans une espèce de milieu, de flou. Même si à l'occasion de la marche *Ni pûtes, Ni soumises*, on est là, avec elles, histoire de gonfler les bancs. Bref, la question est de savoir si les *Universités* se recentrent sur les homosexualités ou sur la difficulté de vivre sa sexualité (quelle qu'elle soit).

Michelle Sophia : Pour que les *Universités* survivent, arrêtons de prendre des mots et de les répéter sans cesse. On est hétérosexuel, on est homosexuel, gay ou lesbienne. On est comme on est. Et c'est tout. L'écoute (à mon sens l'une des grandes valeurs éthiques des *Universités d'Eté Homosexuelles*), c'est d'accepter la personne comme elle est. Qu'elle soit homo, hétéro ou transsexuelle. Et je pense que les *Universités d'Eté des Homosexualités* survivront, mais arrêtons de cadrer les personnes dans un mot. A l'origine (à ta naissance) tu es hétéro, après, au cours des années, tu évolues. Personnellement, avant de découvrir que j'étais transsexuel, je ne m'étais pas défini. Il faut se définir pour la personne qui écoute et qui ne comprend rien, qui n'a pas eu le vécu social pour le comprendre. Et heureusement que les *UEEH* existent, car je coulais. C'est en les découvrant, c'est en venant et en écoutant ce qui s'y disait, en rencontrant durant toute la semaine des gens qui se posait le même genre de question que je me suis classé. Ceci dit, il faut que dans l'avenir (pour la pérennité des *UEEH*) que l'on ne retrouve pas les problèmes que nous avons connu, que l'on fasse en sorte de ne pas se battre entre nous. J'en reviens au problème de l'écoute et de l'acceptation de la parole. Et si je suis d'accord pour réformer les statuts, prenons tous les moyens pour qu'on ne vive pas dans les forums les bagarres, en ayant les moyens dans les statuts de modérer et pour que la personne qui se sente agressée puisse de pas avoir envie de ne pas revenir l'année prochaine.

Martine : Il est bien évident que toute lutte sociale et/ou politique qui va vers un mieux vivre, en soi, est tout à fait légitime. Mais une trop grande ouverture des *UEEH* vers des thématiques autres qu'homosexuelles (autres que gays et/ou lesbiennes) conduira à leur mort. Il s'agit de l'*Université des Homosexualités*, de l'université des gays et des lesbiennes. On peut rajouter éventuellement "LGBT", mais il ne s'agit pas d'une université des sexualités. Je suis féministe, il est donc évident que politiquement je soutiens, à titre d'exemple, l'association *Ni pûtes, Ni soumises*, mais je ne vois pas leur place à l'intérieur des *UEEH*. Je soutiens leur lutte, mais ma lutte n'est pas la leur. Je m'exprime en tant que lesbienne. Tout ceci pour dire qu'à mon sens, les *UEEH* sont et doivent rester homosexuelles.

Pascal : Effectivement, il est primordial de ne pas oublier qu'il s'agit, avant tout, d'une semaine pour les gays et les lesbiennes. C'est la base de tout. Sachant qu'après on peut y mettre ce qu'on veut, puisque par nature les *Universités* sont ce que les gens en font. Mais avant tout il ne faut pas oublier que durant l'année nous n'avons pas vraiment d'espaces pour se rencontrer et se parler. J'ai déjà entendu que pour ce faire, il y avait les *Gays Prides*. D'accords, sauf que ces marches ne durent, au mieux, que quelques heures. Par ailleurs, c'est bien gentil de s'ouvrir aux autres, bravo au collectif *Ni Pûtes, Ni soumise*, sauf qu'il me semble qu'elles n'ont pas vraiment leur place ici. C'est notre semaine, à nous les gays et les lesbiennes. Que les trans ou les filles de *Ni pûtes, Ni soumises* viennent nous voir, cela est légitime car nous avons des combats communs (notamment contre le sexisme), mais il ne faut pas que les *Universités* partent dans toutes les directions, faute de quoi elles se diluent. Et si on se dilue, on s'appauvrit et on fini par se perdre. Les *UEEH* sont par nature, et par définition, un moment, un espace fait pour les homos. Aussi, je préfère que des gens viennent ponctuellement nous dire qu'ils sont du collectif *Ni pûtes, Ni soumise* et qu'ils leur semblent avoir en commun avec les gouines et les pédés la lutte contre le sexisme ou la dictature des genres, je préfère qu'un nécrophile vienne témoigner de la difficulté de vivre un érotisme différent, mais il est clair qu'au départ il s'agit d'une semaine de rencontre entre gays et entre lesbiennes. Des gens qui tout au long de l'année vivent dans un monde hétéro-normé, de gens qui durant 51 semaines sont a-normaux (c'est à dire hors des normes). Et c'est pourquoi les *Universités d'Eté* sont un moment de respiration, de ressourcement pour certains et certaines extrêmement précieux. Car vivre toute l'année dans un monde hétéro, et une fois par an (durant une semaine et pas seulement trois ou quatre heures) avoir la chance de vivre dans un monde "normal" où règne une totale liberté d'être, c'est quelque chose d'extrêmement précieux. C'est un point fondamental sur lequel nous devons insister.

Muriel : Je crois que l'un des points forts des *UEEH*, c'est la diversité. Sauf qu'après il faut savoir comment le gérer, car ce n'est pas si simple de vivre la diversité, même si c'est chouette. Et la question est de savoir comment en profiter davantage. Car s'il s'agit simplement de dire que nous sommes capables d'être les uns à côté des autres, dans un monde assez policé (au sens "poli" du terme), sans se taper dessus ou s'exclure, s'il s'agit seulement être les uns à côté des autres, cela ne me semble pas suffisant. Ce qui est bien en matière de diversité, c'est de rencontrer les autres. C'est à dire, quand on ne comprend ce qu'untel fait ou dit, d'essayer de le comprendre et/ou d'aller vers lui, d'avoir un minimum de curiosité. Et cela doit passer par des moments d'apaisement ou, du moins, de décrispation. Sinon on est certes les uns à côté des autres, mais au bout de la semaine on repart sans être transformé.

Marie-Paule Lolo : Tout à l'heure j'ai été très attentive à ce que disait Robert Simon à propos de la diversité. Car si on considère les femmes dans la mixité, c'est une minorité. Si on considère tous les groupes ethniques, ils sont aussi en minorité. Aussi, ne pourrait-il pas y avoir aussi un travail au sein des *UEEH* sur la diversité ? Ne pourrait-on pas faire un travail là-dessus ? J'étais très surprise, quand je me suis occupé des inscriptions, de constater qu'il n'y avait aucun groupe de minorité représenté, en dehors de l'*Hardis* qui a tout de même une certaine orientation ethnique. Ne faudrait-il pas inclure la question de la différence, de l'autre ?



Muriel : Je voudrais rebondir sur ce que viens de dire Marie-Paule. Si au départ nous sommes partis sur l'idée de l'ouverture, sur plein de possibles et plein de diversités, il faut que nous ayons (durant la semaine) un questionnement sur la manière de faire vivre (sur place) cette diversité, comment mettre en place une plus grande diversité. Si durant la semaine nous n'avons pas une grande diversité, c'est que c'est quelque chose que nous n'avons pas suffisamment préparé auparavant. Il est vrai qu'après on peut toujours dire que c'est les gens qui ne veulent pas venir. Mais il y a certainement un travail à faire en amont, afin de permettre à ceux qui ne viennent pas de venir. Et cela signifie une volonté de travail et de financement, car faire venir des gens précaires ou des handicapés, cela induit des coûts. Il s'agit là de choix clairement politiques qui déterminent beaucoup de choses, notamment en matière de financement.

Pierre : En la matière, il me semble que le plus dur c'est d'amorcer la pompe, c'est de faire en sorte que les gens viennent une première fois. Et cela rejoint la question de la programmation, en ce sens que si une année on axe toute une partie du programme sur les questions de la multi-diversité et que du coup on invite, y compris en tant qu'intervenants ou organisateurs d'ateliers, des groupes ethniques (même si je n'aime pas cette expression) ou handicapés, on travaillera vraiment vers une plus grande diversité. Et pas forcément des groupes LGBT d'ailleurs. Cette année, il était assez intéressant de noter que l'*Association des Paralysés de France* était (en tant que telle) à la *Marche des Fiertés* de Paris, en disant que finalement il y avait des échos, des transversalités dans les problématiques du handicap et des personnes LGBT. Bref, si dans la programmation on invite un certain nombre d'associations à animer un atelier ou à poser des problématiques, cela fera venir un certain nombre de personnes des ces associations. En sachant que généralement une partie des gens viennent parce qu'ils ont des amis ou des connaissances qui sont elles-mêmes présentes. Inviter ces groupes peut être un moyen d'amorcer la pompe. En faisant attention à maintenir le côté méditerranéen des *UEEH*. Et s'il est exact que l'on ne voit pas beaucoup des gens (des gays et/ou des lesbiennes) des banlieues, il ne faudrait pas non plus qu'on arrive au paradoxe que les seuls maghrébins qui viendraient aux *UEEH* seraient ceux qui auraient traversé la Méditerranée, que les gens viennent plus facilement d'Alger que des quartiers nord de Marseille. Pour autant, on ne va pas balader une camionnette avec haut-parleur dans les quartiers nord. Cela passe par les associations.

Marie-Paule Lolo : Il me semble hyper important qu'il y ait des associations de banlieues qui représentent des minorités, quelles qu'elles soient. Pour prendre un exemple que je connais, celui de l'Algérie, j'ai été en contact avec des étudiants qui devaient venir, mais je n'ai pas la connaissance de toute la démarche diplomatique nécessaire pour que cela se fasse, je n'ai pas non plus la connaissance sur la forme. C'est à dire, alors que je devais leur envoyer un courrier j'ai pris le risque (avec leur accord) de leur envoyer des courriers pour invitation, mais je ne savais pas quel mot il fallait que j'emploie, s'il fallait ou pas que je parle de sida ou de diversité sexuelle. Et si on commence en interne, sur le plan international, à monter un groupe

qui a la connaissance culturelle, historique, administrative de tous ces pays, nous serons beaucoup plus forts. On rentre sur la problématique du réseau. Car en ayant un bon réseau, les choses vont se mettre en place beaucoup plus facilement. Car quand on envoie une lettre d'invitation à un Malien, un Portugais ou un Espagnol ce n'est pas du tout la même présentation. Sur l'Afrique, je leur ai fait une lettre d'invitation à un colloque international sur la prévention du sida. Maintenant, au départ, je ne savais pas comment procéder. Et ils n'ont pas pu venir car nous avons tellement eut du mal à trouver les bons mots, qu'arrivés à l'ambassade c'était trop tard. Alors que si nous avions un réseau, les termes seraient beaucoup plus exacts et on aurait beaucoup moins perdu de temps. Et de mon côté, j'ai vachement culpabilisé parce que je me suis dit que j'aurais du appeler *Hardis*. Un réseau, c'est vraiment essentiel.

Frédéric : Effectivement, c'est bien de lancer des invitations mais je crois que le plus efficace, c'est de faire participer les gens à l'organisation de la semaine. Quand c'est possible, bien évidemment. De la sorte, l'année dernière il y avait pas mal de lesbiennes séparatistes et/ou radicales qui sont venues. C'était quelque chose de super parce qu'elles ont animé des ateliers intéressants, en revanche une fois sur place elles ont trouvé que l'endroit était plutôt fait pour les gays. Mais en même temps elles n'ont pas du tout participé à l'organisation. Plus on peut intégrer les gens en amont dans l'organisation de la semaine et plus ils seront satisfaits du lieu global, et plus ils auront envie de s'investir les années suivantes. Mais cela demande un super boulot de prise de contact en amont.

Jean Bernard : D'accord sauf qu'il me semble que rien ne serait pire que de faire une session spéciale minorités. Car de la sorte, on traiterait forcément très mal chaque type de minorité. Sans compter que cela aurait un côté assez pleureuse se lamentant. Ce qui, en fait, se passe à chaque session, chacun vient avec ses problèmes, sa parole et les difficultés qu'il rencontre. Même si ce n'est pas à l'ordre du jour. Cela affleure et transparait dans tous les sujets, même si ce n'est pas à l'ordre du jour. Bref, faire une année sur les minorités, fera fuir ceux qui n'en sont pas et que ça n'intéresse pas, ainsi que ceux qui en sont et qui pensent être déjà suffisamment discriminé comme ça sans qu'il soit utile d'en remettre une couche en rencontrant d'autres exclus. Ceci dit, il me semble que le travail en amont avec les réseaux qui sont spécialisés sur ces questions peut éviter de tomber dans certains travers. Mais la difficulté c'est de savoir s'il existe des spécialistes de tout, si nous avons des gens qui sont spécialiste des gays dans les banlieues et qui vont trouver des gens qui vont oser intervenir. Car il probable qu'à part des travailleurs sociaux nous trouverons difficilement des gens qui vont venir parler de la difficulté d'être gay handicapé et maghrébin en banlieue. Telle est la limite du réseau. Certaines personnes sont malheureusement difficiles à atteindre, si ce n'est avec l'audience plus large et l'ambiance de tolérance qui se dégagera des comptes-rendus que nous aurons dans la presse.

Muriel : L'idée ne serait pas de dire que l'on va inviter plein de minorités et chacun va dire combien c'est dur d'être homo et handicapé ou noir ou juif ou je ne sais quoi. Quand je suis ici, je le suis en tant que femme et ce faisant on pourrait dire que je suis présente en tant que minorité, sauf qu'à la limite nous pouvons tous dire que c'est socialement dur d'être homo. Pour moi, travailler à une plus grande diversité ne consiste pas à inviter des minorités, mais à faire en sorte qu'il y ait une plus large diversité. Travailler à une plus grande diversité ce n'est pas faire en sorte que des gens témoignent de leur vie, mais qu'ils viennent vivre avec nous durant la semaine. Qu'ils viennent en tant qu'association, pour quoi pas, mais qu'ils fassent d'autres choses. Par exemple, des sourds-muets pourraient monter un spectacle, n'étant pas là pour seulement témoigner combien c'est dur d'être sourd-muet. Ils vivent, ils créent avec d'autres, parmi nous. Ceci dit, toujours dans le chapitre des valeurs, on parle beaucoup de diversité, certes il est vrai que les *UEEH* ne se positionnent pas vraiment mais je me dis que l'on ne peut pas faire l'impasse du politique au sens social du terme. Et j'ai l'impression que les *Universités d'Eté* devraient aborder la question de savoir si ce monde hétéro-normé nous convient, de voir ce que proposons. Savoir comment, nous autres gays et lesbiennes, nous vivons dans ce monde, comment on se positionne tant qu'homo, ce sont des questions dont nous ne pouvons pas faire l'impasse. Il y a tout un vécu, une norme homosexuelle, et est-ce que nous ne sommes pas là, aussi, pour travailler cette question ? Mais si on les travaille, on ne peut pas faire l'impasse du politique au sens économique social du terme. Nous ne sommes que des individus et selon nos étiquettes syndicales ou politiques on vit notre vie, mais la question est de voir s'il y a des liens et comment on les pense.

Marie-Paule Lolo : Mardi dernier je me suis pacée avec ma compagne, et j'étais à la fois contente car cela représentait pour moi tout un cheminement par rapport à l'hétéro-norme, et en même temps j'étais profondément triste car je me suis dit que nous étions des sous-citoyens. Un PACS, cela se signe dans un tribunal. Si je me sens la force de vivre des choses comme ça, je me dis que quelqu'un qui a besoin pour sa famille de se situer dans un cérémonial, on lui enlève toutes ces possibilités. Il y a plusieurs façons de se positionner politiquement. C'est par exemple de se dire que l'on est membre de tel mouvement, de telle orientation, que l'on est contre ceci. Ce n'est pas le but et le principe des *UEEH*, mais par contre il me semble qu'il est possible de faire une lettre ouverte au gouvernement pour dire que nous nous considérons comme des sous-citoyens dans ce que vous nous faite subir avec le PACS, mais qu'en même temps vous nous taxez autant que l'hétérosexuel qui bénéficie de vos largesses, et ou vous êtes cohérents en allégeant nos impôts ou faite en sorte que nos droits soient égaux à nos devoirs. C'est une question de fond qui est politique, mais qui n'est pas dirigée et orientée. Elle est orientée vers les droits de l'être humain et les droits des homosexuels. En matière de d'éthique et valeur, c'est un positionnement qui pourrait être pris.

Arnaud : Je suis ecetéra (je ne suis pas transgenre mais transsexuel). A mon avis, il est un peu ennuyeux qu'au sein des *UEEH* on parle des trans mais s'il y a énormément de transgenre il a très peu de transsexuels. Et il serait intéressant que l'accent puisse être mis sur ce point. Bien sûr, en n'oubliant pas les transgenres qui sont importants. Mais surtout en n'oubliant pas les transsexuels qui sont oubliés ou confondus. Souvent, les gens ne comprennent pas la différence entre les deux, et font un amalgame. Pourtant une personne transgenre n'est pas transsexuelle. La diversité étant quelque chose d'important, on ne peut pas dire que tout est exactement pareil.

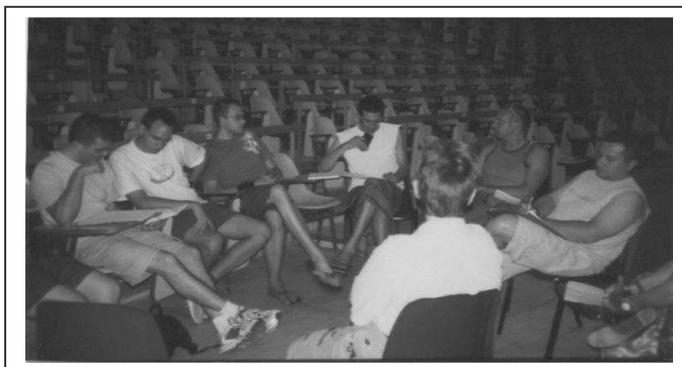
Benjamin : Si dans les statuts nous sommes contre le racisme (et autres formes de discriminations), je trouverais intéressant que des gens qui sont racistes ou homophobes (ou les deux) qu'ils viennent ici, durant la semaine, afin d'essayer de comprendre leur mode de fonctionnement (de pensée), pour au final essayer de mieux lutter contre. Tout en ayant noté que (je le répète tant cela est primordial) dans les statuts, les *UEEH* sont contre le racisme, l'homophobie, bref tout ce qui est phobie. Et toujours sur la question des valeurs éthiques, les *UEEH* vont-elle continuer à organiser un regroupement de personnes qui ont une sexualité différente des hétérosexuels, ou elle s'arrête à la seule notion de genre en disant qu'elles sont pour des gens qui ne se définissent autrement qu'homme ou femme, enlevant ainsi la notion de sexualité de type homosexuelle. De la sorte, des transsexuels ou des bis seraient représentés, ainsi que des hétéros sympathisants et ouverts d'esprit. L'idée serait donc de bannir la notion "gay" et "lesbienne" pour arriver à la notion finale de genre. Voulant avoir la liberté de savoir avec qui on baise et comment on se comporte dans nos vies. Au final, cela reviendrait à défendre ces valeurs, au-delà de celle de l'homosexualité (ou celle du lesbianisme).

Martine : Je crois qu'il y a plusieurs problèmes Le premier d'entre eux c'est le choix. Une femme qui ne souhaite pas être dans un lieu mixte ne viendra pas aux *UEEH*. Le problème de mixité ou de non mixité ne se pose pas dans les bons termes. Ensuite, je pense que les homophobes ne viendront pas. Pour ma part, je n'irais pas à un congrès du FN. Cela me paraît évident. Ensuite, les *UEEH* sont l'université des homosexualités, pas des sexualités. Le problème qui est abordé très souvent quand je parle avec des gens c'est justement celui des transsexuels. S'il ne s'agit pas de gays ou de lesbiennes, dans quelle mesure un trans hétéro à sa place aux *UEEH* ? Parler des *Universités* des sexualités (et pas des homosexualités) pose ce genre de question. Quant à la question des valeurs éthiques, il me semble qu'il s'agit d'objectifs d'ouverture, d'acceptation, de tolérance (terme que je n'aime pas, car comme disaient certains, il y a des maisons pour ça). C'est ainsi qu'il faut, à mon sens, redéfinir les problèmes qui ont pu se poser durant les *Universités* précédentes, savoir comment faire pour les éviter, pour les régler. Et vers où on veut aller. J'ai l'impression que l'on s'enlise un peu sur des réflexions, sur la syntaxe des articles. Mes définitions en matière de valeur sont très simples, extrêmement basiques. C'est à dire ouverture et dialogue, trouver des éléments régulateurs qui permettent d'éviter les problèmes qui ont eut lieu l'année dernière sur des situations de violence entre hommes et femmes. C'est des valeurs basiques. Je pense qu'il n'y a pas, à mon avis, à avoir d'énormes discussions sur les valeurs. Il me semble que les valeurs humanitaires d'ouverture, de mixité, de compréhension et d'écoute sont à la base des *UEEH*.

David : Sur la question de la mixité, je crois que l'on est assez d'accords pour dire que les *UEEH* sont mixtes mais qu'elles doivent comporter, pour faire vivre cette mixité, des temps et des espaces non-mixtes. Sur l'idée d'accueillir des racistes parmi nous, cela me paraît une idée assez farfelue, d'autant plus que l'on se rend compte quand on rencontre ces gens là c'est que finalement ils n'ont pas d'idée. Tu creuses et tu ne trouve rien, c'est là le problème. Il n'y a pas d'articulation, d'argumentation. Sans compter qu'ils ne sont pas ouverts au dialogue. Et quand bien même ils le seraient, ils n'ont pas d'idées. Derrière l'habillage intellectuel, il n'y a rien. Ensuite, au-delà des transsexuels qui effectivement ne sont pas mentionnés et qu'il serait sympa de mentionner, il importe de savoir si la rédaction de l'article premier nous convient, s'il nous semble manque des choses majeurs. Peut-être de garder le nom "*UEEH*" parce que fortement symbolique, mais y mettre un sous-titre plus détaillé comme "Université d'Été des identités sexuelles et d'orientations de genre". Par exemple, j'ai entendu au début de cet atelier un besoin de communautarisme, c'est l'université des homosexualités, on est entre nous. Les *Universités*, c'est l'idée de se retrouver entre nous.

Pierre : Il est vrai que nous partagerons un certain nombre de valeurs, et les redire ce n'est pas plus mal. Même si elles nous semblent proches, évidentes, cette discussion nous permet de recadrer les choses et de se les approprier. Et il y a une hiérarchie différente de ces valeurs selon chacun. Pour essayer de définir les *UEEH*, ou on fait une espèce de magma avec un terme le plus large possible (un terme où chacun se retrouve mais un peu fourre-tout) ou on met (quitte à faire long) les identifications "gays, lesbiennes, trans, bis et autres". Je crois que les gens se retrouvent plus en s'identifiant à un terme que dans un terme trop générique où sa propre identité n'est pas affirmée.

Pascal : Pour commencer ce débat sur les valeurs et l'éthique des *UEEH*, nous pourrions commencer par dire ce que, pour nous, cela représente.



David : Du *CGL Paris*. Il me semble que les valeurs actuelles des *Universités d'Eté des Homosexualités* c'est la mixité, l'ouverture à l'étranger, le souci de traiter de nos problèmes au-delà de nos petites frontières. Je dirais également que l'idée de non-discrimination, en tant que principe éthique peut s'appliquer, à titre d'exemple, à l'encontre des handicapés moteurs. Ce qui d'ailleurs peut recouper les notions d'accueil). A cela nous pouvons rajouter l'écoute et le respect de chacun. Ce qui est quelque chose d'important. Quand bien même ce n'est pas toujours le cas, mais on y arrive tout de même. C'est à dire être dans le grand respect des arguments (des paroles) d'autrui, ainsi que des personnes.

Sœur Camélia : L'idée du communautarisme me semble être une des bases essentielles des *UEEH*. Après c'est une déclinaison vers la question de l'écoute de l'autre, vers des gens comme les trans ou les bis. L'esprit de communauté, d'ouverture sur l'autre (quelque soit son identité ou son genre) est la base des *UEEH*.

Pascal : Vous pouvez lire dans les statuts des *UEEH* toute une série de belles déclarations, mais à mon sens les valeurs fondamentales de cette semaine sont la diversité des personnes et la diversité des paroles. C'est un aspect fondamental. La diversité des paroles signifie que, dans le cadre de certaines limites (il est, par exemple, hors de question d'entendre dire quelqu'un qu'il n'aime pas les nègres ou les pédés) il est primordial que toutes paroles puissent être prononcées durant la semaine. Pouvoir dire que l'on est barebakeur, que l'on n'aime pas les vieux ou je ne sais quoi. Il est vraiment fondamental que tout puisse être dit. Car de cette diversité d'avis et d'opinions ne peut que surgir, ne peut que sortir de la matière à de futures réflexions. Cette liberté est, me semble-t-il, l'une des grandes forces de ces *UEEH*.

La diversité des personnes, c'est le fait que durant la semaine se croisent une multitude de personnes d'horizons extrêmement divers. Cet aspect est extrêmement intéressant, d'autant que lorsqu'on lit *Têtu* ou que l'on regarde TF1 (les jours de mauvaises descentes) on a l'impression que les pédés sont tous pareils, qu'ils ont inventé le clonage bien avant tout le monde. Et justement, la grande richesse de ces *Universités* c'est de montrer que la population homosexuelle (je ne me retrouve pas trop dans le terme de "communauté", mais c'est un autre débat) comme la population hétéro (quelle découverte) est extrêmement diverse. Les *Universités d'Eté des Homosexualités* parlent et témoignent de cette diversité. Et justement, cette diversité humaine conjuguée à la diversité des paroles fait que cette semaine est riche, belle et constitue un moment (et un espace) qui nourrit nos réflexions, qui montre que nous sommes (les gays et les lesbiennes) autre chose que des caricatures. Cette double diversité est donc, à mes yeux, la grande valeur éthique des *Universités*. La base, c'est la diversité des vécus, des personnes, des avis, des paroles. Ensuite, et je reprends le terme de Sœur Camélia, il s'agit de déclinaison vers l'écoute, le respect...

David : A l'instant je parlais des bases, et l'intervention de Pascal qui nous a donné sa définition des bases éthiques des *UEEH* me donne envie de lire l'article objet des *Universités* qui permet de fixer les idées parce que généralement c'est là que sont définies les valeurs. D'ailleurs, l'article un porte sur les valeurs quand l'article deux s'occupe de la dénomination des *Universités*, ce qui montre combien les valeurs sont prioritaires. Je lis : "*..... a pour objet de contribuer à l'épanouissement, à l'affirmation, à l'acceptation publique et à leur prise de responsabilité dans la vie civile et personnelle des personnes relevant de la communauté lesbienne et gay et des publics proches (bis, trans, transgenre et autres). L'association œuvrera dans le pluralisme de pensées et de comportements, l'amitié entre les peuples et le respect des exigences anti-racistes et anti-sexistes. Ainsi que dans un soucis d'approfondissement des solidarités. Elle fonctionnera dans la mixité hommes/femmes, de préférence paritaire. Son objectif est de promouvoir un cadre ouvert de débats, de rencontre, de mémoire et d'éducation où puissent s'inscrire les sensibilités de la communauté gay et lesbienne et des courants intéressés, pour autant que soit respecté les termes de cet article.*". C'est un peu la Samaritaine, il y a tout. C'est un peu redondant mais c'est une base.

Sœur Camélia : Cet espace, cette semaine, c'est quelque chose dont nous faisons ce que nous voulons en faire. Les UEEH sont un espace qui est ouvert à tous les possibles. C'est quelque chose d'hyper important. J'ai le souvenir des UEEH de 2001 où les *DégoûtANTES* ont investi le patio afin d'organiser une soirée off absolument formidable. On arrive chacun avec des envies différentes par rapport aux UEEH. Et on construit dans cet espace qui nous est proposé. Les UEEH sont un formidable espace de proposition, d'innovation, de construction, cela doit être inscrit dans les valeurs des *Universités d'Été Homosexuelles*. Nous devons être dans les valeurs d'accueil. Sans compter celle de solidarité vis-à-vis d'un certain nombre de personnes qui sont en situation de précarité financière. Nous avons aussi à réfléchir à cette notion qui est extrêmement importante, celle d'ouverture (grande valeur des UEEH) à l'ensemble des personnes pouvant venir. Il nous faut avoir également cette réflexion. C'est une question qui, pour moi, est extrêmement importante.

Pascal : Sur la question de la solidarité financière à l'encontre de ceux et celles pour qui les UEEH sont chères, je voudrais répondre en tant qu'ancien membre du CA et en tant que l'une des deux personnes qui l'année dernière s'est occupée des inscriptions. L'année dernière donc, nous avons un tarif dit de solidarité (de 304 euros au lieu des 275, tarif plein). Le but du jeu était que des gens un peu plus argentés que d'autres paient plus afin que d'autres puissent payer moins (et même pas du tout pour certains). Ce tarif a été souscrit par 5% des personnes. Par contre, les gens qui sont venus à des tarifs réduits furent nombreux. Certes, les pédés ne sont pas tous friqués (contrairement à ce que *Tétu* voudrait bien nous faire croire), mais tous ne sont pas sous AAH. C'est sympa d'avoir le mot "solidarité" à la bouche, mais elle s'arrête au niveau du portefeuille. Les questions financières m'ennuient profondément, je préfère délirer avec les *DégoûtANTES* (par exemple) que de m'occuper de comptabilité. Mais il faut vraiment avoir un message très clair à ce niveau. C'est bien de demander des tarifs solidaires, c'est bien d'avoir une politique pour ceux qui n'ont pas de fric, mais il faut aussi bien préciser que les UEEH sans fric, genre truc gratuit, c'est une vue d'esprit, cela n'existe pas. Et à ceux qui ont la chance d'avoir un bon boulot, il faut leur dire que la solidarité ce n'est pas seulement de belles phrases, qu'ils sont bien contents de venir passer une semaine sympa et que cela à un prix. En la matière, il y a tout un travail d'explication à mener. Tout à l'heure, Marie-Paule disait que la question financière est centrale, et c'est vrai. Malheureusement, elle est centrale. C'est sympa d'avoir des discours sur l'horreur des contingences financières, sur les frais d'inscription pas suffisamment solidaires, malheureusement (et je m'en suis pleinement aperçu l'année dernière en m'occupant des inscriptions) les contingences financières existent. Bref, il me semble indispensable de lancer un travail d'explication sur cette question, et sur l'importance d'une solidarité financière.



David : Il ne faut pas diluer les mots en essayant de les renforcer par d'autres. Il y a des mots suffisamment forts pour qu'on n'ait pas besoin de leur rajouter des satellites. Ceci dit, il me semble que le terme d'écoute est de fait central. On peut le mettre en avant et voir ce qu'il y a dedans. Quand on écoute l'autre, on ne l'écoute pas en dormant. Ce qui veut dire qu'il faut le respecter, qu'il faut être dans l'attention. Il faut être dans l'accueil de la personne, et pas seulement des mots qu'il est en train de vous adresser. Tout ce qu'il exprime en étant là, en vous regardant. Il y a aussi dans l'écoute, me semble-t-il, cette notion de solidarité. Car comment peut-on écouter quelqu'un et être dans l'empathie avec lui, être avec lui, maintenant dans le moment présent si on n'est pas solidaire avec lui ? Il y a donc cette solidarité, qu'elle soit entre les différentes composantes LGBT de nos populations ou entre les composantes plus ou moins avantagées pécuniairement parlant de nos populations. Dans l'écoute il y a également la non discrimination. Il y a aussi la mixité, le respect des temps de non-mixité. Il y a tout cela dans le terme "Ecoute", dans ce mot qui me semble vraiment très fort. A condition, bien sûr qu'on l'explicite. Il y a donc ce respect des diversités, mais l'écoute de l'autre, l'accueil de l'autre c'est aussi l'accueil de soi-même et l'écoute de soi-même. Et d'ailleurs tout cela se tient car on n'est pas vraiment attentif, on ne peut pas être attentif à autrui si on n'a pas fait l'effort d'être attentif à soi-même, à ce qu'on avait à exprimer comme capacité créatrice, comme capacité non créatrice, comme capacités diverses et variées, comme identité, comme choix. Les deux marchent ensemble. On vient ici, aux *Universités d'Été Homosexuelles*, pour écouter les autres et aussi pour apprendre à s'écouter soi-même. C'est vraiment une chaîne qui se tient. Mais c'est une écoute qui à mon sens est dans un cadre, ce n'est pas une espèce d'écoute universelle et absolue car sinon on est dans la dilution totale, c'est une écoute qui est dans le cadre des thématiques LGBT. Ce qui veut dire que bien évidemment on ne s'interdit pas d'être attentif à d'autres thématiques proches comme celle du combat, mais on est nous, on n'est pas les autres. Ce n'est pas parce qu'on n'est pas les autres que l'on n'aime pas les autres, mais on est nous.

Frédéric : Autre question importante, est-ce que les *UEEH* doivent seulement être un espace de rencontre qui peut, qui doit interroger les politiques sociales (au sens large du terme) ou doivent-elles être un mouvement militant qui prend position dans le débat public ? Autre question (ou valeur éthique) importante, celle de la l'appropriation de chacun des *UEEH*. Cette semaine appartient à tous et à toutes, et donc chacun doit y participer et mettre la main à la pâte. Ce qui rejoint l'idée évoquée par certains de l'autogestion.

Muriel : Il peut y avoir positionnements et lettres ouvertes mais je suis d'accords avec l'idée que c'est un questionnement durant la semaine de nos pratiques au niveau politique. Et effectivement, on peut se poser des questionnements, se demander dans quel monde nous vivons en tant qu'homo. Et en matière de diversité, il serait peut-être important que dans la charte soit noté qu'il faut faire circuler la parole. Reste à s'interroger sur la manière de procéder. Quant à l'idée de l'autogestion, c'est que chacun fasse quelque chose et pas seulement ceux qui sont délégué à une tâche ou que ceux qui sont délégués à la parole. Il est important d'avoir le souci de faire circuler la parole dans les groupes, car l'an dernier (cela m'avait marqué) je trouvais que cela devenait beaucoup conférence, les ateliers ou les forums, alors qu'il y a trois ans les gens s'exprimaient davantage. L'année dernière tu avais l'intervenant qui disait son truc et qui partait, le genre de choses dans lequel je ne me retrouve pas. Il faut apprendre à ce que chacun puisse prendre la parole, et s'investisse dans différentes tâches. Je suis contre l'idée que se soit toujours les mêmes qui s'occupent des choses. Je ne dis pas que l'on va changer le monde mais durant la semaine on peut apprendre à vivre autrement. Donc, d'accords pour l'idée de diversité mais à condition que durant cette semaine on se questionne, que l'on essaie de vivre avec les autres autrement.

X : Afin que ceux qui viennent aux *UEEH* aient une attitude militante (au sens global du terme) il faudrait faire en sorte que dès le départ, à l'accueil, ils se sentent investis de quelque chose. Aussi, il devrait être obligatoire que les gens marquent, dans leur bulletin d'inscription, qu'ils s'engagent durant la semaine à faire ceci ou cela.



Marie-Paule Lolo : En ce qui concerne la question du bénévolat, il a tout de même fallu que je vienne vous voir toutes et tous. La vie quotidienne des *UEEH*, c'est un travail à part entière qui se fait sur une année, c'est une réflexion qui implique des enjeux politiques et de personnes. Aussi il faudrait qu'une commission s'en occupe. Ce qui revient à travailler sur la diversité et à se poser la question du réseau. La notion de valeur éthique, c'est aussi se poser des questions sur le plan social et politique, non pas sur le plan de l'orientation politique mais davantage comme une sorte de constat sur où nous en sommes aujourd'hui. Il y a aussi les questions relatives à la vie quotidienne, avec le problème de l'autogestion, de l'écoute de l'autre, de la libre parole, d'ouverture à tous (dans la limite de la charte des droits de l'être humain).

Muriel : Je crois vraiment que les *UEEH* sont un lieu carrefour, il faut qu'elles restent un lieu laboratoire. C'est à dire que l'on ne va pas reproduire ce qu'on vit au quotidien. Nous avons la chance d'être dans un espace où nous sommes libres, où on peut faire des choses inédites. Il ne s'agit pas d'être dans la provocation (ou l'avant garde) pour la provocation, mais de se donner six jours pour se bousculer dans notre façon d'être, et pour se questionner.

Marie-Paule Lolo : Pour résumer, il me semble qu'une commission de la vie quotidienne pourrait être le squelette des activités de gestion du quotidien de la semaine (gestion du bénévolat...), quand une assemblée générale quotidienne permettrait de débattre des problèmes de la journée. Nous avons aussi parlé de l'importance d'un réseau, de personnes qui travaillent spécifiquement sur la constitution de ce réseau, qu'ils le fassent vivre.

Merci beaucoup pour votre invitation à votre conférence. D'emblée, nous souhaitons vous dire combien elle est intéressante et importante à nos yeux.

Par leur très longue tradition, les *Universités d'Été euroméditerranéennes (UEEH)* sont une précieuse contribution au développement des questions LGBT dans l'espace méditerranéen. L'*ILGA Europe* a beaucoup de considération pour ce passé et souhaite apporter tout son soutien aux *UEEH 2003*. Le programme de travail des *UEEH 2003* - définir un nouveau projet pour l'avenir qui crée une Europe de diversités, de tolérance et de liberté - marque un grand pas en avant.

Cependant, nous sommes quelque peu incertains du rôle que l'*ILGA Europe* pourrait jouer dans la conférence de cette année; il nous semble en effet que les *Universités de 2003* sont consacrées principalement à ce processus d'élaboration d'un projet pour les années à venir. Vous savez peut-être que nos ressources sont toujours totalement utilisées par des demandes de participation aux projets qui sont développés dans toute l'Europe et nous devons les utiliser le plus judicieusement possible. C'est pourquoi nous avons décidé de ne pas assister aux *UEEH 2003*. Toutefois, nous voulons réaffirmer notre soutien au projet: nous sommes occupés à aider au développement des droits LGBT de l'espace méditerranéen, avec le soutien de nos sympathisants en France et ailleurs. Et c'est à ce titre que l'*ILGA Europe* soutient et apprécie le travail des *UEEH*. Nous ne sommes pas en mesure de contribuer financièrement au projet mais nous avons l'intention d'améliorer la coopération à l'avenir parce que c'est effort combiné sur nombre de problématiques et de sujets qui peut être payant.

En ce qui concerne l'idée d'un projet sur les musulmans LGBT, nous voudrions vous informer du Projet de Développement du Pouvoir d'action pour les Musulmans LGBT. Celui-ci a démarré en 2002 et vise à soutenir le développement d'un pouvoir d'action dans la communauté LGBT musulmane et sensibiliser à l'islamophobie parmi les membres de l'*ILGA Europe*. À ce jour, nous avons tenu des ateliers à la Conférence annuelle de l'*ILGA Europe* à Lisbonne; une page Web a été créée sur le site de l'*ILGA Europe*; elle contient des informations générales et des liens vers des organisations LGBT musulmanes. En outre, nous avons instauré un dialogue continu avec des organisations LGBT musulmanes, qui contribuent aujourd'hui à l'*ILGA Europe* Newsletter, notre bulletin d'information trimestriel. Cette année, juste avant la Conférence annuelle à Glasgow ("Policy into Practice – making LGBT equality happen", du 15 au 19 octobre), nous organisons un séminaire sur ce thème. Il vise en particulier les organisations LGBT musulmanes afin de développer leur pouvoir d'action et tisser des alliances. Il aura lieu le 15 octobre. L'idée est aussi d'informer et de fournir l'expertise nécessaire dans la perspective possible d'un projet d'échange transnational.

C'est dans ce contexte que nous souhaitons offrir notre soutien à la mise en place du projet LGBT musulman pour les *UEEH* et au développement d'un réseau méditerranéen LGBT.

Nous serions heureux d'étayer l'agenda 2004 des *UEEH*; nous espérons garder contact et entretenir le dialogue entre-temps.

En vous souhaitant une bonne conférence, recevez nos salutations les plus sincères.

Ailsa Spinder
Directrice exécutive

Koursad : Je crois que c'est assez évocateur du manque de compréhension qui peut exister aux projets internationaux qui existent dans les organisations françaises en général, le fait que très souvent, ici, les gens sont persuadés que l'international c'est aller bouffer dans un restaurant marocain exotique ou partir en vacances en Tunisie. Mais ce n'est pas l'international. Quand je parle de la France, je ne pense pas que ce soit la seule France mais le monde francophone qui se trouve, du fait précisément de cette attitude, toujours plus isolé par rapport au reste du monde. Et surtout dans la vie associative. Je crois que c'est quelque chose qui tend à s'aggraver avec chaque année qui passe. Je ne sais pas exactement pourquoi il en est ainsi. Ce n'est pas uniquement la langue, bien que des questions linguistiques y contribuent. Je crois plutôt que la France est un grand et beau pays qui est relativement autosuffisant et qui est rempli d'hommes gays absolument merveilleux, souvent très beaux. Je ne parle pas des lesbiennes parce qu'il n'y en a pas ici pour le moment. Et donc tous ces hommes gays avec toutes ces belles choses autour d'eux, pensent que le reste du monde est probablement comme ça aussi. Sauf que le reste du monde n'est pas comme ça, et ça ne suffit pas.

Ensuite, à propos du forum social européen, et je pense même que l'on pourrait aller jusqu'à parler du forum social mondial puisque *ILGA Monde* était présent depuis au moins deux ans au forum mondial au Brésil, et je crois que *ILGA Europe* a été un peu moins actif dans le forum social européen que *ILGA Monde* a été dans le forum mondial. Et je crois que *ILGA Europe* a eu tort. C'est une question qu'il va falloir aborder lors de la conférence *ILGA Europe* qui se tiendra à Glasgow cet automne. Je crois que le forum social européen est un excellent forum, il faudrait y être présent. Mais je ne pense pas que le fait d'y être soit antinomique avec d'autres démarches de participation et avec d'autres forums de solidarité. On peut faire beaucoup de choses en parallèle. Je pense qu'il faut voir aussi que nous sommes beaucoup d'organisations, et toutes les organisations ne peuvent pas toutes aller au forum social européen, elles ne peuvent pas non plus participer à un projet relativement petit comme le projet turc dont nous avons parlé ce matin. Il faudrait donc essayer de voir, à notre échelle, tous autant que nous sommes, qui peut aller où.

Quant à la situation des trans (autre question importante), effectivement c'est quelque chose de très important. Je crois que comme nombre d'organisations gays et lesbiennes, l'*ILGA* a été un peu lente à s'occuper de ce genre de situations. Mais aujourd'hui c'est reconnu comme étant quelque chose de très important, si bien qu'il y a un membre du conseil de l'*ILGA* qui est un transsexuel Néo-zélandais. Il est la représentante de la région Australie Nouvelle-Zélande au sein du conseil. Cette personne a dit quelque chose de très important et que j'ai essayé de traiter un peu ce matin, c'est la question des documents d'identité. Là encore, il ne suffit pas de sauver une ou deux personnes transsexuelles ou transgenres, car il faut voir qu'une ville comme Istanbul compte des centaines, des milliers de trans. Et combien de ces personnes peuvent demander asile ? D'ailleurs à Istanbul elles n'ont pas forcément besoin de demander asile à l'étranger parce que la Turquie malgré toutes les violations des droits de l'homme qui continuent à y avoir lieu, est un des premiers pays qui a permis à des transsexuels de changer de documents d'identité après l'intervention chirurgicale. Ce qui fait que la situation en Turquie qui est encore plus évidente, c'est que les hommes ont des documents d'identité de couleur bleue et les femmes des documents de couleur rose et ils peuvent très bien en changer après avoir été opérés, et peuvent même (au titre de la loi) se marier avec des personnes du sexe opposé. Ce n'est donc pas quelque chose qui va dans un seul sens, il ne faut pas uniquement dire que la Turquie est un pays peuplé d'infidèles et que tout ce qu'ils font est nécessairement moins avancé, moins à la page que ce qui se fait en Europe. Parce que toute la législation existe en Turquie depuis très longtemps est anticipe les quelques mesures qui ont pu être prises en France.

Deux points sur lesquels je voudrais conclure. Tout d'abord on ne peut pas sauver toutes les personnes LGBT qui se trouvent en situation difficile partout dans le monde, en leur donnant le droit d'asile. Ce qu'il faut faire c'est modifier les situations sur place que subissent ces personnes pour qu'elles n'aient pas à demander l'asile. Et il faut d'ailleurs reconnaître que l'asile que nous donnons ne peut jamais représenter autre chose qu'une solution très transitoire qui résoudrait le problème d'un nombre très limité de personnes. Ensuite, il faut voir que l'international c'est quelque chose qui marche dans les deux sens, et quand on essaie de travailler avec d'autres gens, même dans le but de les aider, on apprend beaucoup de chose de leur situation.

Frédéric : Je voudrais juste rebondir sur la dernière phase de Koursad, c'est pour cela que nous avons considéré (à l'*ARDHIS*) que notre expérience de terrain, puisque nous avons croisons toutes sortes de nationalités, qu'on devait le faire remonter notamment vers l'*ILGA*. Et on avait proposé de faire une base de données (hébergée par l'*ILGA*) sur l'ensemble des législations, sur l'ensemble de la réalité aussi. Car, par exemple, si l'Equateur qui a la législation la plus avancée au monde sur l'homosexualité avec des droits spécifiques aux homosexuels, la société équatorienne est complètement homophobe. Et cette

année, déjà quatre personnes sont mortes du fait de leur homosexualité connue. Et en effet le travail sur l'international doit se faire en coopération. C'est très important. C'est pourquoi il me paraissait important d'inviter des gens ici pour qu'on puisse vraiment installer des travaux de coopération. Même en suivi individuel, quand on accompagne des demandeurs d'asile on ne peut rien faire si ces gens n'ont pas un projet de vie. Les papiers d'identité (les transsexuels en savent beaucoup à ce sujet, c'est pourquoi nous sommes en lien avec eux) ne sont pas suffisants pour avoir des racines, une identité. C'est être réintroduit dans une socialité. Tout un travail en amont sur la vie quotidienne.

Jacques Fortin : D'abord, je voudrais dire à notre ami de l'*ILGA* combien je suis désolé que les choses se passent ainsi. Pas seulement pour lui, mais aussi pour nous tous. Je regrette et je ne regrette pas d'avoir espéré que plusieurs responsables associatifs qui se réunissent un week-end sur une manifestation comme l'*Université d'été* qui a l'air de porter à cœur à tout le monde se conduisent et acceptent que les choses



se passent comme elles se passent, c'est-à-dire en quenouille. Je me disais que soit ce qu'on appelle la communauté, et en particulier les réseaux associatifs estiment qu'un lieu comme ça est nécessaire et indispensable, et on va voir de l'énergie apparaître et des gens aspirant à faire des propositions et à se responsabiliser, soit on les verra pas. Ma conclusion c'est que ça n'y est pas, qu'il n'y a pas l'énergie associative positive, dynamique et unitaire dans ce pays pour pouvoir maintenir l'*Université d'été* sur autre chose que les épaules de quelques personnes qui ont bien raison de dire stop. Comme moi. Qui ont raison... pourquoi ? On a créé ce lieu, cet espace en espérant qu'il soit investi. Il n'est que relativement investi. Sur 600 personnes qui viennent la moitié du temps et la moitié des gens sont là pour consommer quelque chose d'agréable. Je trouve que c'est beaucoup d'énergie dépensée par nous pour qu'il y ait vingt personnes à la réunion de l'*ARDHIS* et 250 personnes à la plage. Alors que je me suis toujours battu pour qu'on ait le temps de la plage, qu'on ait la fête, tout ça. Mais puisqu'il n'y a pas d'énergie collective pour le porter collectivement, je ne vais pas mettre de l'énergie à porter ça. Je vais mettre mon énergie sur ce que j'estime être essentiel.

Je suis très content aussi de ce qu'a dit notre ami de l'*ILGA*. Oui je pense (et cela fait plusieurs années que je commence à le penser), et aujourd'hui j'en suis convaincu, qu'outre le fait que nous sommes indécrottement franco-français, les associations et les courants homosexuels dans ce pays sont gras et trop nourris, ou estiment l'être. Le grand débat, par exemple on fait un travail sur l'homophobie, quelques associations travaillent sur l'homophobie, mais le grand débat qui agite tout le monde c'est comment on peut élargir le PACS. C'est très bien, il le faut. Je ne suis pas contre. Mais la solidarité internationale, la question des sans papiers, la question de tous les jeunes hommes et les jeunes femmes qui en prennent plein la gueule dans les milieux populaires sur la question de l'homophobie. Avez-vous une association faire une campagne en direction des milieux populaires pour aider la masse des homosexuels qui ne peuvent pas parler. Tout le monde s'en fout. Nous avons une communauté qui est nantie, elle vient ici, ceux qui viennent ici et qui pourtant ne sont pas les pires, viennent ici (à mon avis) sans avoir la mesure du travail, de l'enjeu que c'est. Donc je vais me concentrer sur l'essentiel, je me dis que je ne sais pas ce qui va sortir demain mais en tout cas je dirais que je ne suis pas partant dans le climat actuel, que je suis à l'heure actuelle président et que je suis près à liquider les affaires à la fin de l'année, à faire en sorte que l'*Université* organise l'année prochaine (ce que je ferais de toute façon avec ceux et celles qui le veulent bien) et je crois que nous sommes comme même un noyau pour le faire) des rencontres internationale LGBT où l'on tâchera de faire un peu de festif (c'est une vieille habitude qu'on a). Mais l'affaire sera concentrée sur des rencontres LGBT, sur des questions de solidarité, sur des questions de sans papiers, sur les questions qui sont les vraies souffrances, pour nous recentrer là-dessus, et pas avoir à mener des débats sur faut-il avoir une backroom ou pas organisée par l'*Université*. Des backrooms il y en a plein dans les bordels, qu'ils aillent dans les bordels. Je suis un peu catégorique, mais j'en ai gros sur la patate parce que je crois avoir beaucoup donné en tant que personne, je me fous pas mal qu'on me foute sur la gueule en assemblée générale, à condition d'avoir le sentiment que le travail effectué porte réellement. Et j'ai le sentiment que je perds mon temps.

Sergiu : Je suis complètement d'accords avec notre ami de l'*ILGA*, complètement d'accords avec son analyse de la conscience des associations françaises par rapport à l'international. J'ai la même impression. Et il me semble que ce n'est pas propre au seul mouvement français, mais dans certains pays d'Europe où les homosexuels ont obtenu quelques conquêtes légales et sociales, il y a une crise d'identité du mouvement gay et lesbien. Et d'une certaine façon, les gens s'accrochent à

faire le travail routinier que l'on a toujours fait. On s'accommode des concepts opératoires que l'on utilisait, des identités qu'on a inventé. Et d'une certaine façon nous avons perdu l'esprit critique sur nous-mêmes. C'est pour cela que je trouve très important la participation dans un événement comme le forum social. On est d'accords, ce n'est pas contradictoire de faire les deux choses, d'avoir les deux perspectives de travail. Au contraire, si c'est possible, il faut faire les deux. Christian disait que le forum social est une bonne porte d'entrée vers les autres mouvements, mais c'est beaucoup plus que ça. Tu parlais d'une journée européenne contre l'homophobie, c'est un exemple d'une initiative que l'on peut proposer lors d'un forum social, et qui peut être assumé par l'ensemble des mouvements. Le plus grand exemple que je peux vous donner de la capacité de mobilisation de ces forums, c'est le 15 février avec les grandes manifestations contre la guerre. Imaginez ce qu'on peut faire pour les autres causes. Mais ce n'est pas seulement une porte d'entrée pour nous, c'est aussi une possibilité de repenser l'activité et l'organisation des mouvements gays et lesbiens, de repenser comment on travaille et pour qui. Un des mauvais signes parmi quelques mouvements des pays du nord de l'Europe, c'est qu'on travaille (même si ce n'est pas généralisable) fondamentalement pour une communauté gay et lesbienne identifiable, parce que majoritairement urbaine et avec les conditions socio-économiques pour accéder à la consommation de produits gays et lesbiens, et pour accéder aux bénéfices de l'associatif gay et lesbien. Le milieu populaire dont Jacques parlait habituellement n'est pas identifié et n'est pas l'objet de travail de ces organisations. C'est une des questions évidentes dans un forum social, parce qu'on discute l'homophobie en relation avec notre injustice sociale. Comme les économistes.

Alors comment travailler en international, et en matière de solidarité ? Ici, je crois que nous avons beaucoup à apporter, et aussi beaucoup à apprendre. Et qu'est ce que ça à voir avec les *UEEH* ? En France les associations gays et lesbiennes n'ont pas découvert l'importance d'être là. Et je trouve qu'il y a le risque de perdre un train qui va déterminer les mouvements sociaux pour les prochaines décennies. Nous sommes en Europe, dans tous les pays de l'Europe communautaire, dans une situation de récession politique, économique et sociale dans laquelle les mouvements sociaux sont en transformation profonde. C'est ce que les forums sociaux veulent dire. Il y a un potentiel incroyable de prise de conscience, il y a une remontée de beaucoup de mouvements sociaux, et il y a des homosexuels parmi tous les mouvements sociaux. Et l'*UEEH* peut commencer par dire ça, de faire en sorte que les associations prennent conscience de la nécessité d'être à Paris et d'être à la préparation de Paris (de la réunion de préparation du cycle international des prochaines *UEEH*). C'est trop facile, après, de venir dire qu'il n'y a pas suffisamment de représentation des gays et des lesbiennes étrangers. C'est trop facile de ne pas être présent et ensuite de dire que l'on n'est pas représenté, que les autres mouvements sociaux ne veulent pas entendre parler d'homophobie. Mais d'un autre côté, je crois que nous pouvons amener ici (à l'*UEEH*) un certain nombre d'activistes et d'organisations gays et lesbiennes qui sont engagés dans les forums sociaux et qui n'ont pas encore découvert les *UEEH*. A Florence, parmi les activistes certains disaient que c'était très bien ce qu'on faisait ici mais on a besoin d'espaces non-mixtes, d'espaces à nous pour se rencontrer dans un mouvement homo européen, afin de discuter de ce qu'on fait avec ce mouvement des mouvements. Marseille peut aider, car la structure existe, elle a un cadre de politisation intéressant. Cela peut marcher. Jacques, ce midi, a proposé que l'on puisse créer une espèce de commission anti-mondialisation, et avoir un événement propre sur ce sujet. Proche de l'*UEEH* ou lié à l'*UEEH*. Mais aussi amener à l'*UEEH*, et là je peux faire des propositions concrètes, sur des thèmes que l'on discute au forum social européen. Comme discuter le néo-libéralisme et ses effets sur les gays et les lesbiennes. Il n'y a pas un pays d'Europe où actuellement il n'y a pas de lutte autour de la déstructuration des services publics. Il est évident pour moi que sur tous les plans (éducation, santé...) que les gays et les lesbiennes forment la première population affectée par ces attaques. Il faut le discuter. Et donc ma proposition est d'amener ces gens qui n'ont pas encore découvert cet endroit, mais amener aussi les thèmes. Cela va changer sûrement les *UEEH*, et en plus cela nous donnera des instruments pour l'intervention gay et lesbienne lors du forum social.

Patrick : Cela fait un peu suite à ce que disait Jacques tout à l'heure, c'est un peu décentré par rapport à l'échange que nous avons sur l'international, bien que... mais c'est parce que tu as cité à nouveau d'autres débats qui pourraient avoir lieu aussi dans le cadre de l'*Université* l'année prochaine. Si elle se tient, ce que je souhaite car je suis tout de même intéressé par ce que j'entends, même si ça pose problème. Bref, tu n'as pas parlé de deux thèmes dont j'ai entendu parler hier, la personne gay vieillissante et les handicapés. Je crois qu'il y a une exclusion, et cette exclusion on l'a sent. Je me suis même demandé comment cet endroit était équipé pour les handicapés. L'autre chose, et c'est lié un peu à une réflexion que je fais autour de l'homophobie, c'est que peut-être pour un certain nombre de gays de vivre leur homosexualité, et qu'il y ait un lieu d'échange autour de ça. Car la consommation à outrance, par exemple, mais aussi (peut-être) l'engagement associatif ne résout pas à mon avis tous les problèmes, et peuvent même cacher quelquefois une difficulté que l'homophobie extérieure finalement renvoie de plein fouet. Cela serait intéressant à travailler aussi.

Frédéric : Je voulais prendre la parole sur le fait de sensibiliser les Français à l'international. De notre côté on avait commencé à y réfléchir, et nous étions arrivés au fait que pour notre association (l'*ARDHIS*), tout à l'heure il a été prononcé le mot de "sans papier", et c'est à mettre en lien avec le fait qu'on est toujours en coopération, il y a un intérêt à faire sentir aux gens que l'on ne défend pas des sans papiers. Ce n'est pas une relation de pitié, mais c'est les droits des Français dont il s'agit. Notamment le droit d'un Français de choisir son partenaire et d'avoir un projet de vie commune avec lui sans devoir faire qu'il rentre dans les cadres bien pensants de l'administration. Chose qui était à peu près acquise avec le mariage qui en

fait va être réajusté sur les conditions du PACS. C'est à dire dans le mauvais sens. Quant au forum social, j'ai une sensibilité personnelle, politique qui me pousse à y aller. Mais il est vrai que pour nous, à l'occasion des cinq ans de l'ARDHIS où nous avons essayé de faire entendre dans le débat public sur l'immigration la voix LGBT, nous avons aussi à traiter avec des partis de droite. Cela fait aussi parti des objectifs, et nous avons chez nous des gens qui sont de l'UMP.

Jacques Fortin : Je continue dans ce qui est mon dada, c'est-à-dire la proposition, et comment se sortir de l'impasse actuelle. Il y a des propositions qui ont été faites sur les vieux gays et autres, ce que je suis prêt à faire l'année prochaine c'est quelques jours (pas une semaine, pas la formule traditionnelle) avec comme entrée les questions internationales par le biais d'une rencontre internationale. Car je pense que l'*Université d'Eté* est à reconstruire sur ses fondements, son animation, son esprit. Car tout le monde lit la plate-forme et dit être d'accords, et l'*Université* se passe. Pas mal, mais dans la mollesse.

Elle est donc à reconstruire. Par où ? A mon avis par les questions internationales. A la fois les questions de solidarité, les questions LGBT au plan européen et méditerranéen, ce qui pourrait permette à apprendre à beaucoup de monde comment retravailler la solidarité, tisser des réseaux, mettre des actions. Je suis tout à fait pour l'action Turquie, car en la matière je ne pense pas qu'il faut avoir des discours généraux, il faut avoir des discours généraux et un point d'application qui peut être petit, tout simple, tout limité mais au travers duquel on fait l'expérimentation pratique des grandes idées qu'on développe. Donc je suis tout à fait pour ça. Et je suis donc pour organiser cette rencontre pendant trois jours, avec les deux entrées : les questions internationales, rencontres internationales sur les questions LGBT, et en même temps une rencontre alter mondialiste. Car des groupes se mettent en réseau aujourd'hui sur ces questions. Donc qu'on travaille sur ces deux jambes-là, l'année prochaine. Cela durera trois jours, on retournera à la semaine peut-être dans deux ans ou trois ans quand on aura reconstruit un public, une image et un contenu. Cela s'appellera "Université d'Eté" s'il ne se passe rien, cela s'appellera "Rencontre euroméditerranéenne internationale" si c'est nécessaire. Peut importe. C'est ce que je ferais l'an prochain, avec service minimum sur toutes les prestations que ces messieurs dames veulent avoir quand ils vont quelque part maintenant, quand ils sont homosexuels. S'ils veulent des prestations, ils se les feront sur place.

Koursad : Je crois que si ce Jacques vient de proposer se passe, cela serait vraiment une excellente chose. Et où que je soi dans le monde je me ferais un grand plaisir de venir, car ce serait vraiment une manifestation excellente. Je suis un peu gêné de reprendre la parole parce que j'ai l'impression de m'être beaucoup exprimé aujourd'hui et surtout cet après-midi, mais je vais le faire quand même. Ce que je voulais dire c'est que j'entends de la part de vous tous, et surtout de la part de Robert, de Jacques et de Christian c'est des choses qui me remplissent de tristesse en fait. Car j'ai l'impression que les organisations LGBT françaises ne se soucient pas beaucoup de ce qui se passe ailleurs dans le monde. Cela me rend triste. Mais être triste ce n'est pas la pire des choses qui peut arriver. Quand je rencontre d'autres organisations LGBT ailleurs dans le monde, cela ne me remplit pas de tristesse mais parfois de colère. Surtout aux Etats-Unis où je ne trouve pas du tout que les organisations soient indifférentes, mais elles sont pires qu'indifférentes car nos conversations commence toujours par "Et nous qu'est-ce qu'on va pouvoir retirer de tout ça ?". Aujourd'hui je ne dirais pas que je suis en colère, je suis tout simplement triste. Mais en fait il m'arrive d'être ni triste ni en colère, parfois je suis même heureux. Et si vous voulez me voir heureux, je vous recommanderais vivement de vous rendre à la conférence de *ILGA Monde* qui se tiendra à Manille. Et à cette conférence qui est à mon sens une conférence véritablement mondiale, planétaire, vous me verrez heureux. Je serai heureux puisque pour la toute première fois une organisation, une manifestation LGBT de cette ampleur s'organise sur le continent le plus peuplé de notre planète. Comme vous le savez il y a plus de 60 pays asiatiques, il y a seulement cinq pays où il est possible pour des organisations LGBT de se rencontrer dans le contexte d'une manifestation structurée comme celle-là. Les Philippines font partie de ces cinq pays. Et je crois que c'est une manifestation qui va ouvrir une quantité incroyable de portes aux LGBT partout en Asie. Pour l'instant je ne crois pas que l'on puisse me dire que le monde LGBT asiatique existe sur notre planète. Mais je pense que qu'après Manille cela ne sera plus le cas. Donc je vous encourage tous de venir, je sais que très coûteux, difficile. Mais qui veut la fin veut les moyens. Et je pense que si vous pouvez venir vous aurez non seulement l'occasion de participer à un moment historique très important, vous aurez aussi l'occasion historique de me voir heureux.

Alessandro : Pour penser au futur, j'ai deux suggestions. Une d'après ce que j'ai vu de ces trois jours. Je pense que le nom "UEEH" est très associé avec ce qui s'est passé dans le passé, et si on veut lancer une rencontre internationale, je proposerai de changer le nom. Pour se différencier de ce qui s'est passé jusqu'ici. De ce que j'ai vu, il y a beaucoup de gens qui ont une idée fixe sur ce qui se passe à l'*UEEH*, ou des attentes qui ne correspondraient plus à d'autres types d'*UEEH*. On risque d'avoir le même public s'il y a le même nom. L'autre idée c'est que si on fait une rencontre internationale, l'autogestion est difficile. Pour ma part j'ai la chance de parler français, et donc de comprendre un peu comment marchent les choses, mais il faut quand même deux ou trois jours pour s'habituer à la façon dont les choses fonctionnent. Il faudrait donc penser que tout n'est pas possible en autogestion. S'il y a des gens de différents pays, de différentes langues, de différentes manières de communication, il faudrait une organisation claire pour les gens qui viennent de l'extérieur.

Robert Simon : Bien, il y a pas mal d'idées qui ont été lancées. Il faudrait essayer de voir ce qui est faisable l'an prochain. On a parlé d'actions de solidarité avec la Turquie, est-ce qu'il y a en France des personnes qui sont prêtes de travailler avec le COC d'Amsterdam sur ce projet ? Est-ce que ce projet peut avoir des retombées sur les UEEH ? Est-ce que Marseille peut être un lieu de ce projet ? Nous avons soulevé la question du sida. Othman (qui est au Maroc) suggérait que soit créé un observatoire des violations des droits des personnes LGBT à travers le monde. Comme les obstacles au traitement ou aux campagnes de prévention. Il disait que si on pouvait faire remonter ce type d'informations au Fond Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, cela pourrait faire pression sur les pays. Je lui ai répondu que cela me semblait être une très bonne idée mais que je ne voyais pas où étaient les forces là-dessus, et en particulier au sein de l'UEEH. Puis, autre question, 2004 sera une année assez particulière sur le plan européen car il y a plusieurs événements importants. Comme l'élargissement à dix nouveaux pays en mai, ou les élections européennes du 13 juin, le débat sur la constitution européenne qui devrait à ce moment être très fort. Donc une actualité européenne forte. Alors, est-ce qu'on peut profiter de cela, et justement il y a un intérêt politique à pouvoir avoir un lieu où on pourra débattre de tout ça, analyser les premiers impacts de l'élargissement alors qu'on ne verra pas grand-chose. Si on faisait venir des Polonais pour réfléchir avec eux sur comment ils voient les conséquences de l'entrée de leur pays dans l'union européenne, et comment on pourrait travailler avec les organisations polonaises pour faire en sorte que leur gouvernement ne soit pas trop efficace dans le recul en ce qui concerne les droits des personnes LGBT. Car au cours de ces dernières années l'Union européenne a été plutôt ouverte aux questions LGBT. Et on peut craindre avec l'arrivée de ces nouveaux pays un recul, une stagnation. Il est donc particulièrement important de travailler avec les associations de ces pays. Mais avons-nous les forces de les faire venir ici ? Les faire venir, d'accord mais à condition que ce soit pour faire quelque chose, et pas simplement pour couper les cheveux en quatre au cours d'assemblée générale d'où il ne sort rien. Sur ce thème de l'Europe et les droits des personnes LGBT, il y a quantité d'approches différentes, quantité de gens que l'on pourrait inviter. Dans un style d'université, dans un style d'information, de formation mais aussi de débat, il y a de la matière. Mais avons-nous les forces ? Là je suis extrêmement dubitatif.



Christian : Tu as raison, à l'heure qu'il est, d'être dubitatif. On va bien voir ce qui va sortir de ce soir et de demain, et on va voir s'il y a dans d'autres groupes de réflexion d'autres choses un peu fortes qui apparaissent. S'il n'apparaît pas des choses fortes dans d'autres groupes, c'est-à-dire qu'il n'y a pas au moins un deuxième thème, comme sur la culture. Je ne pense pas qu'il y a pas beaucoup de personnes mobilisées sur la culture durant ces trois jours, alors qu'on a vu de fortes mobilisations sur ce thème lors d'université précédentes. Des propositions sur les questions de mixité, d'identité, de sexualité. On va voir s'il ressort des choses. S'il ne ressort rien, il est

vrai qu'on ne va pas s'épuiser à aller chercher tout ça pendant les mois qui viennent pour essayer de reconstruire quelque chose qui soit très diversifié comme on a toujours cherché à le faire. Après tout, si on considère qu'il y a maintenant une réalité de la vie homosexuelle militante dans ce pays qui a atteint un degré élevé et qui fait que finalement il y a beaucoup d'associations qui travaillent sur des tas de sujets, prenons en acte mais disons en même temps qu'il ressort de tout ce qu'on dit que la dimension internationale est très insuffisante. D'ailleurs j'aimerais que tu nous parle davantage de ce que vous êtes en train de faire pour l'accueil de la prochaine rencontre *ILGA Europe*. Car on sent qu'en France il y a un certain nombre de personnes qui veulent travailler sur l'international, tu en es un peu le fédérateur, mais il me semble aussi que l'international sans oublier la démarche d'*Amnesty* avec laquelle nous avons beaucoup travaillé durant des années. Donc sans oublier cette composante, il me semble que sur l'international il pourrait apparaître beaucoup de choses. Des choses qui donneraient place à la culture et à d'autres aspects comme le sida ou les personnes âgées, les handicapés. C'est une porte d'entrée qui va être très forte. Et donc on ne perdra rien de cette dynamique, de cette force, de cette euphorie que nous sommes capables d'avoir. Ceci dit j'aurais aimé que l'on développe plus précisément l'action spécifique en direction de la Turquie qui est une action forte que tu nous proposes, mais tu nous demandes ce qu'on va pouvoir faire sans nous dire ce qu'on pourrait faire.

Koursad : Il faut savoir à propos de ce projet, que c'est que c'est un projet très simple, qui ne se fonde pas forcément sur une démarche la plus éthique possible. Tout d'abord il faudrait que vous sachiez quelle est la réalité turque. Il se trouve que 80% des turcs souhaitent entrer en Europe, indépendamment du gouvernement qui est en place. Et cela fait vingt ou trente ans qu'il en est ainsi. Cela fait peser, bien évidemment, une forte pression sur les gouvernements et les partis politiques du pays, car aucun gouvernement, aucun parti politique ne peut se permettre d'être anti-européen, même s'il est. Si bien que le parti actuellement au pouvoir qui est en fait un parti intégriste est un parti tout aussi ouvertement européen que le sont les démocrates sociaux ou autres mouvements politiques, puisqu'il y a une énorme pression qui monte de la base. Une base qui

veut rentrer en europe. C'est pourquoi j'ai dit que notre démarche n'est pas forcément très étique, elle est un peu dénouée de principes. Elle est même très opportuniste. Mais il faut pouvoir se servir de cette volonté politique, elle nous donne un formidable effet de levier par rapport au pouvoir. Des députés européens sont venus et ont dialogué avec divers ministres turcs (notamment la garde des sceaux). Et il a été très clair que même si les gens ont peur de dire haut et fort qu'ils vont être très pro-LGBT, qu'aucun représentant du pouvoir turcs ne va permettre des difficultés concernant les droits des LGBT, entraves pouvant faire obstacle à l'entrée de la Turquie en Europe. Et c'est pourquoi il faut commencer à voir qu'elle est la situation turque, et ce faisant on se rend compte que la Turquie est une république laïque, une démocratie, et qu'il y a beaucoup d'organisations LGBT qui voient le jour. L'*ILGA* y compte déjà deux membres, un troisième attend Manille pour adhérer. Il y a au moins cinq groupes universitaires qui existent depuis une dizaine d'années, des groupes qui sortent des revues et organisent des rencontres. Et que tout cela existe, ça fait que les conditions sont actuellement propices pour entreprendre une action en Turquie. Et si nous pouvons le faire, nous pourrions parvenir à un monde dans lequel il existe un monde gay et lesbien tel que je l'entends. Frédéric a dit (il avait tout à fait raison) qu'il ne suffit pas de changer le droit ou de voir quel est le droit, il faut aussi changer la société et l'esprit des gens. Et le projet est donc actuellement en cours, quoi qu'il advienne par ailleurs nous aurons besoin de toutes sortes de personnes dans toutes sortes de lieux. Et si les Français étaient d'accords avec l'idée de travailler avec nous, ils auraient tout à fait leur place dans le cadre d'une démarche généralisée de l'*ILGA*, surtout au moment où l'*ILGA* demandera un financement à l'Union européenne. Nous voudrions alors faire participer autant d'associations LGBT que possible en Europe. Car, bien évidemment, plus il y aura d'associations différentes derrière nous et plus le dossier sera fort. Et plus on rassemble des expériences différentes et plus notre démarche sera intéressante et riche. D'ici plusieurs années, il sera nécessaire d'envoyer plusieurs formateurs en Turquie (si les organisations françaises avaient beaucoup de formateurs à envoyer, ce serait formidable). Quoi qu'il en soit, il y a beaucoup de chose à faire, et si la France voulait en faire partie, il faudrait y réfléchir très activement à comment cela pourrait se faire le moment venu.

Robert Simon : L'action qui a déjà été élaborée par les Néerlandais et les Turcs est un document qui décrit les associations qui existent en Turquie, qu'elle est la fluctuation du mouvement gay en Turquie, et qui définit les principaux objectifs du projet qui est de renforcer, à la demande des associations turques et en fonction de leurs besoins (il y a donc une écoute des associations turques qui est importante). Pour le moment c'est un très projet, comme le COC d'Amsterdam à une grande expérience en la matière puisqu'ils l'ont déjà fait dans d'autres pays, je pense que ce serait eux qui du côté de l'Union européenne qui aurait le leadership du projet. La question est de savoir s'il y a des associations françaises qui seraient prêtes à contribuer à ce projet. La deuxième question est de savoir si quelque chose peut se passer à l'*UEEH* est-ce qu'on pourrait organiser des moments ici qui seraient intéressants pour les responsables associatifs pour que ça participe de leur formation, et que leur frais de voyage soit pris en charge dans le cadre du projet. Et puis, comme Coursad l'a demandé, est-ce qu'il y a des gens qui sont prêts à aller là-bas participer à des formations ?

Frédéric : Je vais peut-être répondre au nom de l'*ARDHIS*, en attendant bien sûr l'aval d'un CA. Evidemment, on est partant. Justement, on s'est inscrit pour Glasgow qui est la version européenne de Manille. Pour Manille, comme on vit des cinq euros qu'éventuellement les demandeurs quand ils s'inscrivent nous verse (quand ils en ont vraiment les moyens), cela nous paraît un peu loin. Mais bien évidemment, nous sommes partant. On a des propositions, on a des forces.

Christian : Si l'un de nos désirs est d'être partie prenante à un dossier déposé à l'Europe qui permette un financement européen de l'*Université d'Eté* c'est quand même intéressant d'y réfléchir et éventuellement de nous associer à cette démarche. Il faudrait qu'on en parle. Par ailleurs, si on décidait, au sortir de ces trois journées que l'international devenait quelque chose de fort, il faudrait que, dans la perspective de préparer l'*UEEH* de l'année prochaine, on imagine qu'il y ait deux ou trois rencontres de la commission internationale ou du CA de l'université, en liaison avec les organisations qui sont là.

Robert Simon : Parmi les thèmes qui pourraient être traités au niveau européen, et peut-être trouver des financements européens, j'évoquais tout à l'heure une conférence assez générale sur l'Europe et les droits des personnes LGBT, pour montrer à tout le monde en quoi l'Europe intervient déjà dans nos combats, dans l'évolution de nos droits. Il y a des thèmes plus particuliers qui concernent des associations françaises mais également d'autres associations dans d'autres pays, et sur lesquels on pourrait de manière inter-associative au niveau européen construire des projets de conférences européennes. C'est par exemple sur le thème de la mémoire. C'est un thème très fort ici, Marseille. Mais le thème de la déportation des archives des musées sur les questions homosexuelles, ou bien de l'éducation sur les questions homosexuelles, tout cela intéresse des gens dans d'autres pays. Les études gays et lesbiennes sont très développées dans certains pays d'Europe du Nord, et il y a chez nous quelques chercheurs qui voudraient s'engager mais les organismes de recherche français sont d'un tel puritanisme qu'il ne veulent pas financer tout ce qui touche à la sexualité. Il est plus facile de convaincre Bruxelles de financer ce genre de travaux que de convaincre les organismes français. Et en s'appuyant sur le dynamisme d'autres pays européens on pourrait faire quelque chose qui aiderait à démarrer les études gays et lesbiennes en France. Sur le thème de l'adoption par les couples homos, l'*APGL* a dans ses cartons un projet de conférence. Cela pourrait intéresser d'autres associations européennes. Le thème de la discrimination dans le monde du travail est un thème sur lequel la Commission européenne est fortement engagée, puisqu'il y a des directives, des financements. Là aussi, ce sont des thématiques particulières qui pourraient être abordées. Mais il faut choisir des priorités, déterminer ce qui nous intéresse le plus, là où nous avons les réseaux les plus pertinents. Et essayer de trouver les financements au niveau de la Communauté européenne.

- Intergénérationnel
 - Où sont les *foolées*?
 - Politiquement correct - bien
 Homosexuellement

Thématiques: - Mixité, place des "minorités"
 à travers des ateliers: du féminisme - LGBT
 lutte contre l'ordre moral et mixt social
 VIH, prévention - Nos discriminations

• Commission "vie quotidienne"
 • Travail en réseau
 • Personnes ressources et comités régionaux
 Commission pour inclure des assos.
 "Le ring"

• Commission "vie quotidienne"
 • Travail en réseau
 • Personnes ressources et comités régionaux
 • Commission pour inclure des assos.
 • "Le ring"
 • Un thème par an = dof...
 • Favoriser l'autonomie des assos en amont

International = | changer le monde!
 Mixité
 ouverture vers l'étranger
 respect, écoute, ouverture, dialogue
 régulateurs - régulatrices
 Solidarité financière - Liberté de parole
 résolution des conflits / Modérateurs-trices
 organisation d'AG

Propositions

- charte
 - engagement écrit des participants-es
 - Commission "vie quotidienne"
 - régulatrices (régulateurs); AG de débats collectifs
 - mise en place en amont et
 pendant la semaine de la vie quotidienne
 - Mise en place en amont de réseaux

Valeurs

- Autogestion. Participation
 - Travail sur la vie quotidienne
 - Diversité des publics et des problématiques
 - Laboratoire d'idée à géométrie variable
 - Utopie - Vivre ensemble

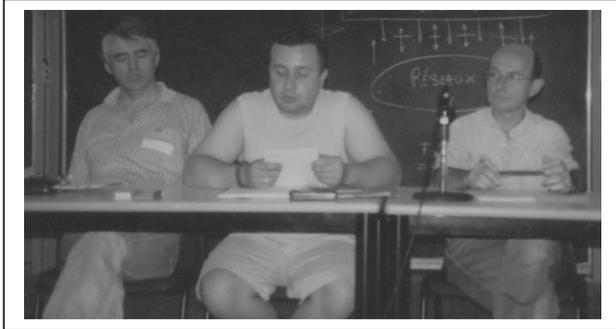
International:

- Forum social
 - Forum ILGA à Marseille
 - Forum ILGA Europe
 - Sensibiliser aux questions internationales
 => Priorité des UEEN?

VALEURS

Mots clefs

International = | lutte contre l'homophobie
 | changer le monde!
 Mixité
 ouverture vers l'étranger
 respect, écoute, ouverture, dialogue
 régulateurs - régulatrices
 Solidarité financière - Liberté de parole

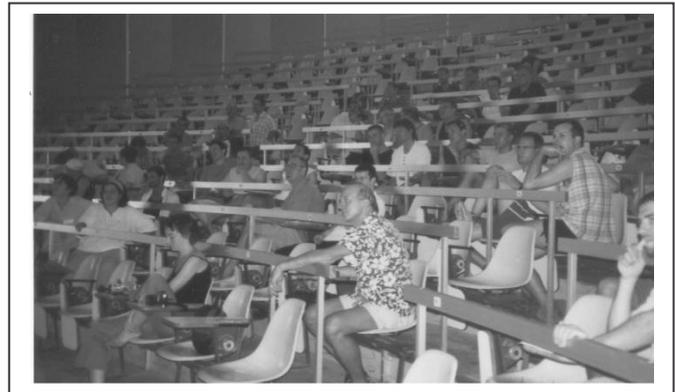


Didier : Nous allons donc procéder à une petite synthèse de ce qui s'est dit ce matin, en ce sens qu'il s'agit de la part de chacun des rapporteurs des groupes de réflexion de sortir les mots clefs, histoire d'avancer. Petite parenthèse, Pascal tient à votre disposition les Actes des années précédentes, en particulier ceux de l'année dernière. Je tiens à vous préciser que l'on peut y trouver, dans ceux de l'édition 2002 (et des autres années) des éléments de réponse aux questions que nous nous posons aujourd'hui. Ceci dit, je laisse la parole aux rapporteurs.

Robert Simon : Je dirais très brièvement deux mots sur notre atelier de réflexion qui s'occupait de l'international, car nous avons procédé à un tour de table qui n'est pas toujours fini, ce qui rend difficile de faire une synthèse. Nous étions 17. Nous avons eut notamment (entre les différentes pistes de travail que nous avons envisagé) l'intervention du secrétaire de l'*ILGA* qui nous a fait part de l'état d'esprit de son association, état d'esprit utopique qui consiste à vouloir changer le monde, même si cela ne se fait pas du jour au lendemain. C'est d'ailleurs un état d'esprit que l'on rencontre souvent aux *UEEH*. Il y a donc des collaborations possibles entre les deux institutions, et c'est que nous allons retravailler tout à l'heure.

Alexandre : En préambule de mon intervention, il m'a été demandé de procéder à la lecture des statuts des *Universités d'Eté des Homosexualités*, histoire de recadrer les choses. Je lis :

"Il est formé entre les soussignés ainsi que les personnes physiques ou morales qui par la suite adhéreront au présents statuts, une association déclarée, régie par la loi de 1901 d'éducation populaire qui a pour objet de contribuer à l'épanouissement, à l'affirmation, à l'acceptation publique et à leur prise de responsabilité dans la vie civile et personnelle des personnes relevant de la communauté lesbienne et gay et des publics proche (bis, trans, transgenre et autres). L'association œuvrera dans le pluralisme de pensées et de comportements, l'amitié entre les peuples et le respect des exigences anti-racistes et anti-sexistes. Ainsi que dans un souci d'approfondissement des solidarités. Elle fonctionnera dans la mixité hommes/femmes, de préférence paritaire. Son objectif est de promouvoir un cadre ouvert de débats, de rencontre, de mémoire et d'éducation où puissent s'inscrire les sensibilités de la communauté gay et lesbienne et des courants intéressés, pour autant que soit respecté les termes de cet article."



"Elle fonctionnera dans la mixité hommes/femmes, de préférence paritaire. Son objectif est de promouvoir un cadre ouvert de débats, de rencontre, de mémoire et d'éducation où puissent s'inscrire les sensibilités de la communauté gay et lesbienne et des courants intéressés, pour autant que soit respecté les termes de cet article."

Ceci dit, nous avons parlé de mixité, d'ouverture vers l'étranger, d'écoute et de respect, de communautarisme, de diversité des personnes et des paroles, d'acceptation de l'autre. Nous avons également parlé d'intégrer à l'appellation "*UEEH*" le sigle "*LGBT*". Nous avons aussi affirmé que nous étions rassemblés autour de la problématique homosexuelle et qu'il ne fallait pas aller dans toutes les directions, faute de quoi on risquait de se diluer, qu'il s'agissait d'une semaine pour les personnes homos. Ensuite nous sommes tombés d'accords pour dire que les *UEEH* sont un espace ouvert à tous les possibles, qu'elles sont ce que les gens en font. Enfin, nous avons terminé en parlant de la solidarité financière, par rapport aux personnes ayant la possibilité de payer plus que le plein tarif afin d'aider à la venue de personnes moins argentées.

Jean Bernard : De notre côté (nous étions au total près d'une quinzaine) nous nous sommes interrogé sur le fait de savoir si une censure devait s'exprimer durant la semaine (durant les débats) ou si au contraire toute parole pouvait être prononcée et donc entendable. A ce niveau, nous nous sommes retrouvés sur le principe qu'à partir du moment où le propos en question respectait les principes de la charte des droits de l'être humain, nous avons intérêt à laisser tout le monde s'exprimer. Y compris s'il était minoritaire afin que cette personne confronte des idées qui pourraient être choquantes pour la majorité de l'auditoire. Car, malgré tout, il peut être intéressant pour tout le monde d'entendre des choses qui ne vont pas forcément dans le sens du poil. Partant de ce principe, nous avons enchaîné sur les valeurs, en sachant que la difficulté durant les *UEEH* était de résoudre les problèmes au moment où ils se produisaient.

De fait, nous nous sommes dit que le principe de la liberté de parole (dans le respect de la charte des droits de l'être humain) devait être clairement inscrit, mais afin de prévenir (et éventuellement de résoudre) les éventuels problèmes, il faudrait avoir des modérateurs qui soient en permanence à l'écoute de cette tension ou alertés par des gens qui peuvent se sentir choqués ou agressés par des propos tenus et autres manifestations. Et que ces problèmes soient résolus par les modérateurs eux-mêmes ou portés à la connaissance de l'AG, de sorte que le problème en question soit posé comme une vraie problématique, et que l'AG se prononce. Y compris en écoutant les gens à l'origine du problème, afin que soit résolue la question non pas dans la rumeur de couloir, mais dans une confrontation ouverte et large.

Ensuite la question était de savoir comment pluraliser la participation aux rencontres, de sorte qu'il n'y ait pas d'un côté des organisateurs cantonné dans l'organisation et des participants s'abandonnant au tourisme. Notre réponse est de mettre en place des possibilités de participation qui soit clairement exprimées lors de l'inscription, afin que chacun puisse se proposer. Mais au-delà d'une affiche des différentes volontés, que cela soit travaillé de manière quotidienne. C'est à dire qu'il y ait une partie des organisateurs qui s'occupent de rappeler combien il est important que chacun participe, amène ce qu'il a envie d'amener, tout en n'étant pas frustré de ne pas pouvoir participer aux débats. Une sorte de tournante de certains services, de sorte que le temps soit partagé entre ce qui s'investit et ce qu'il participe aux débats. Partant de là, nous nous sommes occupés des questions éthiques quant au fonctionnement même des *UEEH*, à savoir qu'il y ait une prise de conscience des questions d'écologie quotidienne, c'est à dire une prise de conscience des effets du libéralisme en expliquant qu'il peu avoir autre chose que tel produit (comme le coca), qu'il y ait le souci de réutiliser les verres en plastique. Ce sont des exemples parmi d'autres. En d'autre terme, le souci de responsabiliser les gens.

Libre parole

D'autre part, nous avons également travaillé sur la question de conserver la multi-diversité du programme afin que chacun se sente intéressé par au moins une partie des questions abordées durant la semaine, au cours des débats. Tout en ne spécialisant pas l'ensemble d'une *UEEH* sur une question particulière. Ce qui peut éventuellement paraître assez repoussoir à certains. Il importe que la participation à la la semaine ne soit pas liée, par



exemple, à la seule question de la double exclusion homo et handicapé. Dans le genre, il serait intéressant que des personnes handicapées soit invitées à venir afin de proposer des réactions artistiques, de manière de valoriser par l'exemple plutôt que de débattre exclusivement sur la question de la double exclusion. Créer un moment festif qui montre, par l'exemple, quelque chose de participatif qui mélange les gens (dont certains par forcément concerné et/ou intéressé par la question proprement dite).

Diversité

Nous avons également noté l'importance de faire tourner la parole de sorte que les *UEEH* restent un laboratoire d'idées que l'on n'entend pas forcément ailleurs. Avec, pour certaines, une mise en pratique. Sachant que l'ensemble doit rester à géométrie variable. C'est à dire que ceux qui veulent essentiellement se détendre tout en étendant de temps en temps un message militant (comme le stakhanoviste du militantisme) trouvent chacun un intérêt au programme, au déroulement de la semaine. De la sorte, cette ouverture dans la manière de vivre les *UEEH* pouvait être une façon de faire venir des gens qui ne sont pas dans le milieu militant. L'intérêt des *UEEH* est justement de confronter les professionnels du militantisme et des gens qui jusqu'à présent n'ont pas eu la démarche d'aller dans une association et qui ici, justement du fait de la diversité du programme et des façons de vivre la semaine, ne vont pas se sentir marginalisés. Ce qui, en fait, recoupe un peu la préoccupation des médiateurs, à savoir que lorsqu'il y a beaucoup de gens isolés, il doit exister un espace où les gens vont pouvoir exprimer des envies différentes.

Laurence : Au sein de notre groupe nous nous sommes interrogé sur ce que représentaient pour nous les *UEEH*. Il s'avère qu'elles sont pour nous un lieu de brassage d'idées, l'occasion de vivre l'utopie de vivre des rapports entre les gens de façon différente. Certains, certaines d'entre nous considèrent que les *UEEH* sont une sorte de vitrine de la communauté LGBT.

En ce qui concerne la définition de grandes orientations politiques et/ou éthique, nous nous sommes essentiellement reportés à l'idée (exprimé par les *UEEH* elles-mêmes dans leurs statuts) de lutter contre le sexisme et le racisme. Sauf que nous nous sommes dit que c'était très bien d'avoir de grandes idées (avec lesquelles nous sommes tous et toutes globalement d'accords) mais qu'il faudrait savoir comment les mettre en pratique et les communiquer aux gens qui viennent durant la semaine. Et de fait, nous avons eu un grand débat sur l'idée d'élargir au maximum les *UEEH* ou s'il fallait au contraire mettre des limites en n'acceptant pas, par exemple, des groupes homos d'extrême droite.



Partant de là, histoire d'être concret, nous avons émis l'idée d'une carte des *UEEH*, une sorte de définition des règles du jeu. Sachant qu'on pourrait, au moment de l'adhésion, demander aux gens de signer un engagement de respect des valeurs des *UEEH*, ou du moins s'assurer qu'ils lisent les textes, et que s'ils viennent c'est qu'ils se retrouvent dans ces principes. Leur laissant la possibilité de gérer les paradoxes entre les orientations de telle occasion et les principes des *UEEH*. Ce qui permettrait une responsabilisation des gens. Avec le souci de vivre ensemble, durant la semaine, ces principes. Nous avons débouché sur l'idée de l'autogestion (ce qui recoupe la question de la restructuration des *UEEH*), d'organiser des temps durant la semaine où on laisserait la place à la gestion de la vie quotidienne. C'est à dire deux ou trois AG durant la semaine, avec entre temps des groupes qui se réuniraient pour traiter différents points (comme les tâches ménagères). Ainsi nous avons évoqué l'exemple des backrooms, et avons estimé que si des personnes expriment l'envie d'en ouvrir une il faudrait que l'ensemble des personnes présentes puissent se sentir concernées et qu'il y ait la possibilité d'ouvrir le débat. Et pas création et après débat. Il faut que les choses se passent en amont, le tout dans un esprit d'autogestion. En informant les gens à leur arrivée aux *UEEH*, cela permettrait à chacun de s'insérer dans la semaine sans arriver en consommateur ou consommatrice et de prendre des initiatives. Bref, un système non pas fermé mais ouvert dans lequel nous aurions tous notre place.

Jean Bernard : J'ai oublié de dire que nous avons parlé de la nécessité de la mise en réseau, c'est à dire à la fois repérer les problématiques et les participants qui ne sont pas vivement intéressés par les *UEEH*, d'essayer de travailler en réseau avec les associations spécialisées. Notamment sur les questions relatives à l'international. A la fois parce que ces associations ou ces personnes sont compétentes et aussi parce qu'elles ont la bonne pratique, et que ce faisant on évite les erreurs ou les maladroites en terme de langage vis-à-vis de personnes qui peuvent être exclues. Et surtout parce qu'elles font un travail au quotidien qu'on ne remplacera jamais dans les *UEEH*. La question était de savoir si les *UEEH* devaient prendre l'initiative, fédérer les associations concernées. Mais nombre d'entre nous ont estimé que ce n'était pas l'endroit où on attend les *UEEH*, qu'on n'attendait pas qu'elles prennent position à l'endroit des autres associations. Nous avons trouvé que ce n'était pas pertinent, et que le fait d'être un moment où les gens peuvent se parler (quand ils ne le font pas ailleurs) était plus pertinent. La mise en réseau, les appels aux associations spécialisées sur des questions où la réflexion n'a pas été encore suffisamment portée, nous semblait nécessaire pour ouvrir d'avantage la semaine à ceux qui ne connaissent pas les *UEEH*.

Barthélemy : Parmi tout ce que je viens d'entendre, il y a deux choses qui m'ont fait tiquer. Autant j'ai trouvé intéressante l'idée d'organiser un comité de conciliation, autant que je ne souhaite pas que l'Assemblée générale tranche un conflit d'une personne (fut-elle en tort) dans la symbolique. Ensuite, à propos du chapitre sur l'autogestion, il me semble qu'il faudrait toute une semaine pour apprendre à vivre en autogestion. Et donc, on ne vivra pas les *Universités d'Eté*, nous ne ferons rien d'autre que de mettre en place un truc super lourd à gérer. Et donc, à ce jour et d'après ce que j'en comprends, je n'y suis pas du tout favorable.

Lionel : Dans le groupe où j'étais, nous avons abordé le cas (qui s'est produit l'an dernier) des hommes nus peints. Ce qui avait suscité de la part de certaines filles des réactions assez violentes. Ainsi, l'une d'elles avait jeté un verre d'eau au sexe de l'un des ces mecs. Il n'est pas question de trancher qui a tort, mais davantage d'être dans l'interrogation et pas dans la sentence de mort. Il faut que l'AG ne décide pas, mais soulève la question.

Marie-Paule Lolo : En fait ce qu'on proposait c'est que lorsqu'il émerge ce genre de problématique, qu'il y ait la possibilité d'une plage horaire où on pourrait en discuter, en débattre ensemble. Ensuite, à propos de l'autogestion il était proposé que se crée une commission de la vie quotidienne. C'est à dire qu'on puisse non seulement préparer quelque chose et en informer les adhérents, mais aussi faire de l'information et essayer de mettre quelque chose en place sur la semaine pour que petit à petit, au cours des différentes sessions cela puisse non seulement s'inscrire dans notre culture mais aussi être réalisable. De toute façon, cela sera se fera graduellement, dans le temps et l'espace, avec les autres. Jamais dans le forcing. Toujours dans le sens de communiquer, de faire ensemble, de désamorcer.

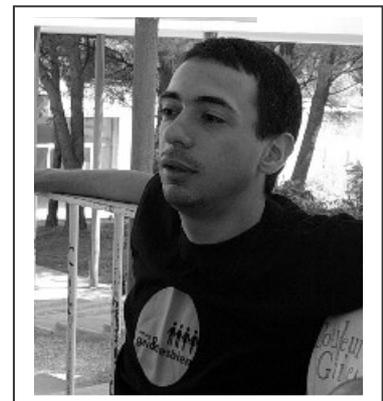
Frédéric : J'ai participé à la commission internationale, et je tenais à rajouter qu'en matière de valeurs qui nous semblaient importantes, il y avait aussi celle de lutter contre l'homophobie et d'accueillir les ressortissant des pays de l'Est, et leurs composantes catholiques. Car si nous concevons le catholicisme et le droit à la religion pour les pays de l'Est comme une liberté qui leur a été donnée, c'est vécu par les gays comme un phénomène homophobe. La question n'était donc pas de changer le monde mais d'œuvrer contre l'homophobie, au sens large.



Sœur Sidarta : De notre côté nous avons abordé la question de la politique, se disant que faire de la politique ce n'est pas forcément prendre un engagement de parole mais que cela consiste aussi à proposer des actes. Il nous semblait intéressant de proposer des axes de réflexion sur le quotidien qui puissent induire, au final, une réflexion politique. Par exemple, le fait des verres en plastique cela induit un surcoût, alors qu'on pourrait, si tu le ramène, te rembourser la différence. On met de la parole autour, et cette parole provoque une prise de conscience de ce que ce geste induit. Comme boire un coca, tu vas dans les manifestations pour la Palestine, tu protestes contre l'impérialisme, mais par le geste de prendre un coca tu te contredis. Ce sont des petites choses qui, sans faire de la grande politique, font qu'au quotidien s'opère une prise de conscience et génère des propositions.

Jacques Fortin : Si nous continuons à parler ainsi nous risquons d'y passer la journée. Il est, me semble-t-il, temps de retourner en groupe de travail, histoire de continuer chacun notre travail de réflexion. Et de voir demain ce qu'il en est. Nous avons abordé la question de la forme, il nous faut maintenant aborder, et avancer sur la question du contenu et des énergies. Savoir s'il y a ou pas des énergies. Et donc, aborder maintenant la question du projet. C'est à dire, soit nous reprenons la structuration habituelle des *Universités d'Eté* (à savoir un thème international et deux ou trois autres en parallèle), soit on propose de donner un thème pour l'année prochaine et encore un autre pour l'année d'après.

David : Juste quelques mots pour dire combien je suis abasourdi de la tournure que prennent ces débats. Tout d'abord, heureusement que le CA a démissionné, car qu'est ce que se serait s'il n'avait pas démissionné ? Ce qui se passe va vraiment à l'encontre de tous les usages de gestion des temps de parole d'une Assemblée générale. Ainsi, il n'y a pas de président de séance, il n'y a pas de bureau de séance, il n'y a pas d'assesseur. Qui est secrétaire de séance ? Qui prend des notes ? Je sais bien qu'il y a un petit machin qui enregistre mais cela ne remplace pas un secrétaire de séance attiré, désigné à cet effet par une assemblée générale..... Non, je connais ces techniques de perturbation de la parole. Je précise tout de suite que je n'en suis ni naïf ni dupe. Donc, il n'y a pas de président de séance. Il y en a un de fait qui anime, qui impulse les débats. Visiblement, c'est Jacques. Encore une fois, je ne lui reproche pas, je ne m'en prends pas à des personnes, je m'en prends à des méthodes. Bref, un président de séance qui propose à l'assemblée, comme ça, comme si l'assemblée était un corps qui veut alors qu'elle n'est pas structurée (puisque elle ne suit pas les usages classiques). Donc, grosso modo, nous avons un peu réinventer le fil à couper le beurre puisqu'on se contente d'actualiser au goût du jour (pourquoi pas, mais bon...) les valeurs actuelles des *Universités d'Eté Homosexuelles*. Et sous l'impulsion (encore une fois) du président de séance officieux (ce qui me paraît tout à fait incorrect, question façon de faire) vers une séance de travail. Ce que je conçois, mais il ne s'agit rien d'autre, au final, que de réinventer l'eau chaude. On est dans l'évolution qui se faisait déjà, et je ne vois pas vraiment où est la révolution. On



nous a convié à venir ici car, faut-il en croire les écrits, les *Universités d'Eté* avaient un énorme problème de renouvellement. Donc, encore une fois sans m'en prendre à personne (mais il faut mettre un nom sur les choses), parce qu'il y avait un problème d'incompétence du CA sortant à renouveler. Je parle d'incompétence sans émettre pour autant de jugement de valeur, c'est il me semble un état de fait qui nous a été ainsi présenté. Hors visiblement ce CA ne me paraît pas du tout incompétent puisqu'il anime très bien ces assemblées générales. Mais je suis véritablement abasourdi par le manque de respect des usages et aussi, un peu, par le manque de contenu sur le fond.

Jean Bernard : Au-delà de dire que c'est bien ou pas, il est vrai que l'autogestion est quelque chose qui déstructure, qui décontenance quand on n'est pas habitué. Mais après cette mise en cause, assez formelle, qui réveille forcément nos consciences endormies, j'ai envie de demander qu'elle est la proposition concrète afin de continuer le nécessaire travail de réflexion, et afin de sortir avec une proposition qui puisse fonctionner.

Muriel : Effectivement, peut-être que nous mettons la charrue avant les bœufs, mais quand David dit que le CA semble, finalement, être très compétent j'ai envie de dire que non. La preuve c'est que le CA a démissionné et qu'à l'heure actuelle il n'y a pas ici que des gens de l'ancien CA. Et du coup, qui va parmi nous décider de qui sera chef de séance ? Nous sommes face à un problème de vide. Nous aurions pu trouver trois ou quatre personnes pour s'occuper de tout ça mais on n'a pas plus décidé que d'autres. Ce matin, David a fait parti d'un des groupes de réflexion, a-t-il tenu à cette occasion des propos révolutionnaires ? J'ai l'impression qu'il se met à l'écart alors que ce matin, comme d'autres, il a certainement parlé des valeurs des *UEEH*, qu'il a donc du faire des propositions. Sont-elles présentes ?



Marie-Paule Lolo : Le CA est démissionnaire et occupe des fonctions car si ce soir vous avez la possibilité de manger c'est parce que nous nous en occupons, si vous avez la possibilité de rentrer dans l'amphi où nous sommes, c'est parce qu'on s'en occupe. Si aujourd'hui nous sommes couverts par une assurance c'est parce que nous avons fait en sorte que cela soit le cas. Donc le CA est démissionnaire dans le sens où il faut une équipe beaucoup plus large, que cela puisse se renouveler, qu'on puisse être dans les débats contradictoires. Car cela fait avancer les choses. En même temps, si nous voulons avancer, il nous faut être une force de proposition. La contestation est quelque chose qui fait avancer, la proposition le permet aussi. D'autant plus dans la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Si tu as, David, des propositions, je serais très intéressée de les entendre. Si tu as une méthode à nous transmettre, nous avons un ordinateur, une imprimante, nous pouvons en imprimer et ensuite en distribuer le texte. Pour toute personne qui a quelque chose à proposer ou à dire, chaque personne qui a envie de transmettre quelque chose d'un peu plus formel, nous pouvons faire des photocopies. D'ailleurs je vous encourage à le faire, ce sera très constructif. On pourra, à la fois se baser sur ce travail et en même temps (très important) en garder des traces pour qu'on puisse le mettre dans l'historique.

Jacques Fortin : Nous avons invité une quinzaine de personnes qui ont fait des centaines, des milliers de kilomètres en avion ou en train, ce n'est pas pour nous entendre pendant trois heures discuter de comment, de si et pourquoi, s'il y a un président occulte ou pas. Je suis manipulateur-président occulte, je vous demande de le prendre pour acquis. Les choses sont faites, sont dites. Respectons au moins les gens qui sont venues de loin afin qu'ils puissent parler. Quitte à ce qu'ils parlent entre eux. Et s'il y en a qui sont scandalisés par la manière dont cela se passe, je les invite à écrire noir sur blanc leurs propos, on les photocopie et on les distribue à tout le monde dans une heure. Et après en avoir pris connaissance, on pourra voter. Eventuellement ma mise au banc, si cela en satisfait certains. Quant à la question de la forme, nous ne sommes pas dans une Assemblée générale statutaire. Cela aura lieu demain matin. Nous sommes maintenant dans un débat libre. Il n'y a pas tant de lieux que ça où les gens puissent parler, dire ce qui leur passe par la tête. Sur ce, je propose de continuer le travail de réflexion entrepris dans chacun des groupes de travail, et de nous réunir plus tard afin d'en tirer des conclusions.

- Intergénérationnel
 - Où sont les *foolées*?
 - Politiquement correct - bien
 Homosexuellement

Thématiques: - Mixité, place des "minorités"
 à travers des ateliers - lien féminisme - LGST
 lutte contre l'ordre moral et mixt social
 VIH, prévention - Nos discriminations

• Commission "Vie quotidienne"
 • Travail en réseau
 • Personnes ressources et comités régionaux
 Commission pour inclure des assos.
 "Le ring"

• Commission "Vie quotidienne"
 • Travail en réseau
 • Personnes ressources et comités régionaux
 • Commission pour inclure des assos.
 • "Le ring"
 • Un thème par an = bof...
 • Favoriser l'autonomie des assos en amont

International = | changer le monde!
 Mixité
 ouverture vers l'étranger
 respect, écoute, ouverture, dialogue
 Régulateurs - régulatrices
 Solidarité financière - Liberté de parole
 résolution des conflits / Modérateurs-trices
 organisation d'AG

Propositions

- charte
 - engagement écrit des participant-e-s
 - Commission "Vie quotidienne"
 - Régulateurs (régulateurs); AG de débats collectifs
 - mise en place en amont et
 pendant la semaine de la vie quotidienne
 - Mise en place en amont de réseaux

Valeurs

- Autogestion - Participation
 - Travail sur la vie quotidienne
 - Diversité des publics et des problématiques
 - Laboratoire d'idée à géométrie variable
 - Utopie - Vivre ensemble

International:

- Forum social
 - Forum ILGA à Marseille
 - Forum ILGA Europe
 - Sensibiliser aux questions internationales
 => Priorité des UEEN?

VALEURS

Mots clefs

International = | lutte contre l'homophobie
 | changer le monde!
 Mixité
 ouverture vers l'étranger
 respect, écoute, ouverture, dialogue
 Régulateurs - régulatrices
 Solidarité financière - Liberté de parole

Un SEUL THEME par ANNEE ? LEQUEL ?

Marc : Par rapport aux *UEEH* précédentes, l'avantage d'avoir une seule thématique par année c'est de drainer des énergies sur un thème précis et préparer, au sein de nos associations, quelque chose. Savoir à l'avance de quoi on va parler l'année d'après permettrait d'arriver avec des projets auraient une réelle cohérence. Après il faut voir comment faire pour que ce thème soit suffisamment vaste pour qu'on puise y articuler différentes interventions. Après, il faut réfléchir à comment tout ce qui est problématique internationale va pouvoir ce greffer sur cette thématique.

Bruno : Je pense que l'avantage d'avoir à l'avance un thème défini c'est que cela permettrait de travailler avec des pôles régionaux, de bien fractionner le travail afin que cela ne soit pas trop lourd pour chacun. Dans ce cas, le fait d'avoir un seul thème plutôt que cinq thèmes en parallèles simplifierait grandement les choses. De la sorte, l'idée serait que des pôles régionaux travaillent chacun de leur côté, selon leur propre capacité, tout en tenant compte du thème défini. L'objectif de la chose serait d'éviter de se retrouver tous les mois une petite quinzaine de personnes pour porter l'ensemble du travail à mener. Il ne s'agit donc de décentralisation mais de prendre les énergies là où elles sont. On peut penser à un pôle régional sur Paris, un sur le Sud-est, un autour de Lyon Grenoble et peut être un dans l'Est. Là où sont les gens.

Jérémie : A mon sens, il faudrait que l'on axe davantage les *Universités d'Eté* sur les questions de la vie quotidienne. Il faut qu'il y ait plus de place pour ces questions, tout en s'occupant de monter un programme moins dense que d'habitude. Sachant que je ne suis pas très convaincu de l'utilité des forums du soir. Par contre on peut se réserver une grande soirée dans la semaine. D'autre part, je suis d'accord sur le principe des réseaux, sauf que la genèse des *Universités d'Eté* fait que cette question fut débattue il y a des années. Et cela n'a pas fonctionné. C'est peut-être à essayer à nouveau, mais derrière se pose la question des moyens. Comment faire en sorte que fonctionnent ces fameux réseaux ? Car si on veut que ces réseaux régionaux fonctionnent, il faut qu'il y ait des moyens, qu'une fois pas an ils puissent se retrouver (ce qui veut dire des frais de transport). Bref, une grande thématique sur la vie quotidienne, travaillée en réseau (avec une coordination des travaux, par exemple, au printemps) serait une bonne idée.

Bernard : J'ai le sentiment que ce qui a fait la force des précédentes programmations, c'est justement d'avoir suffisamment de trucs en réserve pour que s'il y avait un truc raté, dans le lot cela ce ne voyait pas Comme les forums. Si on travaille sur un thème unique, il y a de sérieuses questions à se poser sur la programmation et sur la manière dont on prépare ce genre de chose. Y compris faire un saut qualitatif dans l'innovation et la préparation que nous n'avons pas fait jusqu'à présent. Le fait de travailler autour d'une multiplicité de thèmes (durant la semaine) permettait à tout un ensemble d'intervenants de venir et de raconter tel et tel truc sur tel sujet, et d'entretenir la multiplicité des paroles qui pourraient être intéressées à s'adresser à un public tel que celui des *UEEH*. C'est une dimension qui est intéressante. Et dans le cas d'une programmation unique, que mettons-nous en place pour maintenir cet aspect ?

Jérémie : Quand je parlais de grandes thématiques je ne pensais pas forcément à une thématique fermée mais à quelque chose d'ouvert. Par exemple, pour reprendre une idée proposée par certains (dont Jacques) qui était de demander si les LGBT étaient devenus hétérosexuels, normalisés. L'idée serait d'avoir un axe central de discussion (sur ce sujet) pouvant se décliner, et pas quatre sujets comme chaque année. Tout en gardant l'idée que tous les gens qui veulent amener une thématique particulière, animer un atelier puisse trouver un espace où ils puissent le faire.

Barthélemy : Et pourquoi les gens ne pourrait-il pas amener un sujet sans qu'il soit préalablement défini et décidé par les *UEEH* ? Il me paraît plus difficile de choisir un thème (et ensuite de le travailler) que de laisser ouvert. Les gens ou les associations volontaires pour proposer quelque chose, adressent leur projet quelques deux mois avant les *UEEH* afin que cela soit noté dans le programme, mais elles resteraient totalement maîtres de leurs propositions.

Bruno : Sauf que dans le cas de thématique lourde qui demande de faire venir des intervenants, cela demande des budgets. Et c'est quelque chose qui ne s'organise pas deux mois avant. Deux mois avant les *Universités*, les choses sont déjà fixées.

Laurence : Je me souviens de l'expérience de l'année dernière quand nous (l'association *MixCité* dont je suis membre) avons voulu présenter des ateliers. Nous ne savions pas quel était le thème de cette session et nous avons intégré nos questionnements, nos idées d'atelier à ce qui était déjà prévu. De façon générale, les thématiques abordées sont très larges. Avoir un cadre central sur lequel se greffent les idées de chacun permet de canaliser les énergies.

X : Sur cette idée de thème central, il me semble qu'il faudrait qu'il soit en rapport avec l'actualité du moment. Il est vrai que lorsque nous sommes ici il y a un côté utopie, mais il est important de ne pas se voiler la face par rapport ce qui se passe à l'extérieur. Et donc, l'idée serait d'avoir un thème unique collant à l'actualité, tout en étant suffisamment large. Par exemple, je trouverais intéressant d'aborder la question des liens qui peuvent exister entre ordre moral et le discours libéral, à la politique actuelle de régression sur tous les plans (social et autres). Et de voir quelle place nous avons, pourquoi les régressions économiques passent presque obligatoirement par des régressions sociales. Et quelles réactions nous pouvons avoir. Et comme la politique est au quotidien (je ne parle pas du militantisme qui est autre chose), comment faire en sorte que les gens qui ne sont pas dans une posture militante, politique soit présent.

Bernard : Sur la question du thème homophobie/discrimination, nous allons avoir une année assez riche. La question de l'éventuelle loi promise sur les discriminations à l'encontre des lesbiennes et des gays sera dans l'actualité. Et donc, les gens qui participent aux *Universités d'Eté* auront des trucs à dire à ce propos. Ils auront aussi certainement des choses à dire sur les discriminations réelles et pas uniquement sur les choses formelles, comme la politique d'un gouvernement de droite en matière de sécurité sociale, de retraite pour des gens qui n'ont pas comme refuge un cocon familial, pour des lesbiennes et des gays, ou encore de la politique sécuritaire (et répressive) de Sarkozy et ce qu'il en est pour les pédés et les gouines sans papiers. D'un strict point de vue de l'actualité politique, je pense que sur le thème des discriminations il y aura certainement des choses à faire l'année prochaine. Ensuite, les aspects culturels ne sont pas ma préoccupation première en général.

Barthélemy : Le thème le plus ouvert est celui qui apparaît en filigrane dans l'article un des statuts des *UEEH*. Faire un thème central peut être intéressant pour des militants, mais comme j'ai entendu l'idée de s'ouvrir à ceux qui viennent ici un peu en touriste et qui découvrent au fur et à mesure certaines choses, il me semble que pour ces gens les valeurs de base des *UEEH* sont fondamentales. S'occuper, une année, que de l'homophobie et du racisme ferait que l'on pourrait, éventuellement, oublier les valeurs fondamentales des *Universités*. Plusieurs thèmes différents chaque fois, c'est ce qui constitue le socle des *UEEH*. Après, que des équipes préparent des choses c'est un plus. Durant la semaine, il faut prendre soin de ne pas s'adresser qu'aux seuls militants. Si on veut essayer de changer le monde, il faut toucher le public le plus large.

Marc : Sur ce point je ne suis pas trop d'accord. Les *UEEH* n'ont pas trop vocation à prendre position face aux événements politiques mais à être un lieu, un espace et un temps de réflexion. Par contre, si on a envie (ce qui est mon cas) que les *UEEH* aient un poids dans la réflexion politique actuelle, avoir un thème central une année permet d'avoir un poids en ce sens que nous aurons eut une réflexion sur tel sujet.

Eric : Je ne pense que cela soit une bonne idée de partir en se disant que l'on remet tout en cause et donc l'année prochaine nous fonctionnons autrement. En gros, les gens viennent avec leurs ateliers et leurs idées et on se demande tous ce que sont les *UEEH*. C'est que nous sommes en train de faire durant ces trois jours. Car, déjà ce n'est pas facile à faire alors que nous sommes 60, cela me semble ingérable à 600. En revanche, je crois qu'il faut arriver de trouver des thèmes de réflexion, d'ateliers et de séminaires qui soient accès sur certains sujets, qui fassent réfléchir sur pourquoi on est là, qu'est-ce que c'est les *UEEH*, mais que le sujet de base ne soit pas ce que c'est que les *UEEH*. Car cela peut être assez sclérosant. A ce titre, je pense que la question de la mixité est une bonne piste car elle permet d'avancer. D'autant que cela se pose au sein des associations, mais les diverses solutions qui sont apportées ne sont pas très satisfaisantes. Ceci dit, je ne suis pas du tout d'accords pour que la question de la mixité soit fondue dans celle de la diversité. A propos de laquelle certains ont parlé d'inclure davantage toutes les minorités. Que je sache, les femmes ne sont pas une minorité. D'accords pour gérer la diversité, pour s'arranger à ce que les minorités des minorités soient plus présentes, mais axer la réflexion participative de la conception et de la gestion de la mixité. Soit on compte sur les associations pour proposer des ateliers, soit on part sur l'idée des comités régionaux de préparation. Ce qui sur l'aspect préparation du programme me semble être la solution la plus adaptée à la situation. Pour autant, je ne crois pas qu'il s'agit maintenant de dire que le thème des *UEEH* en 2004 sera celui-ci, et tout le monde est prié de s'y aligner, mais de commencer à en discuter, chacun disant qu'il est disposé à s'occuper de préparer quelque chose sur tel ou tel sujet. Sachant qu'après, plus tard, on se coordonne localement autour de rendez-vous précis. Histoire de ne pas devoir se voir tous les mois, ce qui est ingérable. Enfin, je serais disposé de m'investir au sein d'un comité Ile de France, autour des thèmes de mixité et de féminisme, et (mais cela n'engage vraiment que moi) toutes les questions relatives au VIH et au sida. L'année dernière certains avaient trouvé un peu étrange que durant la semaine, alors qu'il y avait quelques 400 pédés, qu'il y avait forcément un grand nombre de séropos, que la question ne soit pas abordée.



Laurence : Pour revenir à la question de la mixité, je suis tout à fait d'accords que l'on traite de la mixité sociale ou internationale, mais si on ne prend pas le problème à bras le corps, et que nous ne nous sentons pas concernés (j'en reviens à la question du vocabulaire), car il faut avoir conscience que ce n'est pas un problème de femme mais d'homme et de femme, nous n'arriverons à rien. Je serais pour que la question de la mixité soit particulièrement traitée durant les *UEEH*. Quant à la résistance face au libéralisme, c'est effectivement une question qui devrait être posée durant les *UEEH*.

Jérémy : Aux *UEEH* il y a quelque serpent de mer, et depuis des années on tourne autour sans avoir réussi à avancer. Sur la question du sida, la première année, avec le concours de *Aides*, la question fut affrontée de face. Sauf que personne n'est venu aux ateliers. L'année d'après il y eut une tentative d'aborder la question par un autre biais, sauf que le résultat final fut le même. C'est lié au fait qu'il est difficile de parler du sida. Et donc, il faudrait trouver d'autres façons d'en parler. Pareil pour la mixité. Ce fut un thème spécifique une année, mais au final la question ne fut pas vraiment débattue. Et là encore il faudrait essayer d'avancer sur la façon d'aborder ce genre de thématique. La solution est peut-être que cela soit central, transversal aux différentes thématiques. Mais qui dit thématique transversale dit thématique noyée dans le reste. Il nous faut donc inventer des manières différentes de traiter du sida et/ou de la mixité. L'idée serait, peut-être, par le biais d'ateliers de massages ou de loisirs, domaine où la mixité va de soi. Pour le sida, il faut éviter le débat sur les derniers rétroviraux. Sur la question de la critique du libéralisme je suis tout à fait d'accords, sauf que je pense que le terme ne soit pas approprié. Il convient plutôt de parler d'ordre moral, de politique sécuritaire.

Barthélemy : Personnellement, durant la semaine, je n'ai pas envie de nettoyer les chiottes pour que d'autres les salissent sans faire gaffe, et je n'ai pas envie que d'autres se tapent tout le travail. Aussi, au lieu de demander si les gens souhaitent nettoyer les chiottes ou s'occuper de la buvette (la seconde option recueillant plus de volontaire, on s'en doute), il me semble qu'il est préférable de mettre sur le bulletin d'inscription que, par exemple, deux heures dans la journée sont dévolues aux tâches communes, genre service social. Pas militaire, social. Cette histoire d'entretien des chiottes ou du reste est une histoire d'éducation. Et malheureusement cela se fait sur le long terme, en une semaine on ne peut pas éduquer les gens à être responsable. Par défaut, il faudrait donc demander (en l'expliquant) à ceux qui viennent de participer à l'entretien du quotidien. Je serais pour que tout le monde mette les mains à la pâte et pas que l'on demande à machin s'il veut bien nettoyer les chiottes. Quant à la question de la mixité, je suis totalement d'accords pour qu'elle soit un thème central. Mais comment faire pour que cela se passe pacifiquement ? L'année dernière, on a bien vu qu'avec certains la question devenait violente et conflictuelle. Que ce soit central, d'accords, mais comment faire pour que cela soit central et constructif afin qu'on ne fasse pas déborder quand le problème devient épineux ? Mais ce qui me gêne dans l'idée d'un seul thème, c'est que l'on puisse imaginer que les autres thèmes ne sont pas aussi importants.

Laurence : Effectivement, traiter la question de la mixité en amphi sera vite chiant. C'est plutôt la question des genres, des comportements que nous pouvons avoir. Reste à savoir comment procéder. Hier, quelqu'un a parlé de l'idée de jeu de rôle. On peut aussi travailler cette question (celle de la mixité) par le biais d'ateliers de massage, à l'exemple de ce qui s'est passé l'année dernière. Mais il faut s'occuper de faire en sorte que cela soit transversal, que cela ne soit pas limité à des questions purement théoriques. Et peut-être qu'une commission pourrait y réfléchir.

Antonin : Sur la question des tâches et de la vie en communauté, c'est effectivement un travail à faire. Quand on dit que l'on ne peut pas éduquer les gens en une semaine on peut aussi se dire que les *UEEH* sont un lieu où on vit en groupe, un lieu assez exceptionnel, ce qui rend un peu plus facile le fait que les gens prennent des comportements différents. Mais il faut y travailler en amont. C'est pourquoi je trouvais assez intéressant l'idée de travailler sur la façon que nous avons de voir les choses au quotidien, car cela peut amener à une prise de conscience. J'aime beaucoup l'idée que les *UEEH* sont un moment d'expérimentation. Et si on part sur le fait que ce n'est pas possible, on quitte le côté de créer de l'utopie. Si on veut faire de l'expérience, il ne faut pas la faire sous un truc super autoritaire. Alors c'est vrai que, par contre, si on n'utilise pas d'un minimum d'autorité c'est extrêmement difficile. Mais, par exemple, la charte des *UEEH* pourrait avoir en préambule une première partie assez générale suivie par une explication sur ce que cela implique au quotidien d'être *UEEH*. Et par là, faire tout un travail de sensibilisation. Les comportements que nous avons sont des comportements qui sont construits, et on peut travailler dessus. Justement en essayant de sensibiliser les gens, en parlant de la question de l'autogestion. Cela permettra à ce que les gens s'impliquent vraiment. Car à partir du moment où ils sont sensibilisés, en leur disant que notre propos est d'expérimenter quelque chose, que les *UEEH* sont un lieu d'expérimentation, que cela demande l'engagement de chacun, cela peut être entendu. Peut-être que cela ne marchera pas, mais cela vaut la peine d'être essayé.

Bernard : En quoi la mixité définit un thème principal pour les *UEEH* ou une préoccupation qui doit être permanente dans l'ensemble des *Universités* ? Je me demande ce que nous attendons spécifiquement d'un thème spécifique pour une année.

X : L'idée du thème central (unique) durant la semaine pourrait marquer une rupture par rapport à ce qui se faisait les années précédentes. Mais un seul thème, ce n'est pas ce qui empêche pas l'ouverture à plein d'autres choses, d'autres sujets. Mais c'est une manière de cadrer les choses. D'autant plus que si les *UEEH* sont reconduites régulièrement, tout pourra se dire petit à petit, année après année. Avoir un thème central peut amener d'autres personnes car cela force à une réflexion. C'est peut-être une façon de cadrer quelque chose qui n'est pas forcément cadré, puisque les *UEEH* c'est un grand bouillonnement. Mais s'il y a des détracteurs à propos de l'idée d'un seul thème, il serait intéressant de les entendre nous expliquer pourquoi, selon eux, qu'il y ait un seul thème est quelque chose de négatif.

Jean Bernard : Mais justement, est-ce que le fait d'avoir un seul thème ne va pas être frustrant par rapport à la diversité de type laboratoire des *UEEH* ? Si on choisit la mixité comme thème central, alors que d'autres choses (dans l'année) se seront passées ou que certains auront envie de parler d'autres choses, des gens ne viendront pas. Alors que si la mixité est incluse dans une plus large palette de questions, des gens peuvent très bien durant la semaine croiser ce débat, et se dire que cela les intéresse, les interpelle. Des gens risquent de se dire que les *UEEH* avec un seul thème cela ressemble à un colloque et pas à cette semaine.

Samuel : Tout a fait d'accord. Si on se focalise sur un thème, il n'y a plus vraiment utilité de venir à Marseille puisqu'il y a des associations qui justement organisent une semaine culturelle sur tel thème. Avoir plusieurs thèmes abordés durant la semaine permet de choisir. C'est ce qui fait la force et l'utilité des *UEEH*.

Hervé : Je ne sais pas si on conserve la forme des forums, mais il est vrai que quatre forums durant la semaine, sur le même thème, même si on l'approfondit à chaque fois, cela me paraît difficile. Déjà un seul forum, c'est long. Donc à la limite, à la fin de la semaine, si on retrouve seulement une quarantaine de personne à assister au quatrième forum, ce n'est pas très utile.

Tom : Au niveau des thèmes, je ne pense pas que cela soit une bonne chose. En fait, je suis complètement contre, car ce n'est pas du tout rassembleur. Il est certain que les gens peuvent se rassembler sur un thème, mais le thème ne l'est pas forcément. Pour moi, les *UEEH* ce n'est pas seulement un thème.

Martine : Par rapport au thème unique, le fait qu'un certain nombre de thèmes soit abordé permet la diversité. Nous sommes, durant la semaine (aux *UEEH*) des publics très différents, un public vraiment mixte (au niveau de l'âge, de la culture, du milieu social, du sexe, des choix de vie...). C'est justement cette diversité des publics et donc des thèmes abordés qui est vraiment intéressante. Et qui fait la richesse des *Universités*.

Pascal : Pour ma part, au regard de ce qui s'est dit durant les précédentes *UEEH*, des questions abordées et des avis exprimés, il me semble qu'il y a un thème qu'il nous faudrait aborder. A savoir le fait que les homos (notamment les gays) semblent être devenus homosexuellement corrects. J'ai l'impression, et on le voit durant ces trois jours, qu'au niveau de la parole règne un certain formalisme, un certain "politiquement correct". Contrairement aux années 70, il y a des choses qui ne disent pas, qui ne se disent plus. On est dans le consensus (assez mou), à l'image de l'appellation "LGBT". C'est ainsi que l'année dernière des ateliers



comme "Du gode au harnais pourquoi s'encombrer ?" ou "Ecrire son innommable" ont, partiellement, répondu à une très forte attente du public qui s'était déjà exprimée depuis deux ou trois ans, à savoir qu'une parole différente, une parole décoiffante, puisse être dite et entendue. Et que les questions du quotidien (c'est à dire la sexualité, les pratiques sexuelles, le couple, le VIH...) soient abordées durant la semaine. A l'image d'un atelier sur le politiquement correct (qui s'est tenu en 2001) et de ce qui a pu se dire l'année dernière, il y a donc une très forte interrogation sur un certain conformisme chez les homos. S'interroger sur cette question est, il me semble, une des raisons, une des forces des *Universités d'Eté des Homosexualités*. Et ce, d'autant plus que peu d'espaces sont disponibles pour cela. Il me semble que les *Universités* sont et doivent être un lieu et un temps où ensemble, dans la diversité des vécus et des paroles, nous nous interrogeons, nous questionnons la société et les rapports que nous entretenons avec elle.

Frédéric : Pour reprendre la question de la gestion du quotidien durant la semaine, de l'organisation de la vie quotidienne, il me semble que nous pourrions maintenant creuser cette idée. Nous pourrions réfléchir, au niveau des résolutions des conflits internes comme pour d'autres questions, sur la manière de mettre en œuvre une autogestion. Car cela se réfléchit en amont. Et donc comment on se structure en amont afin de vivre ça durant la semaine.

Sœur Sidarta : Afin de gérer les conflits on pourrait imaginer quelque chose qu'on pourrait appeler le ring. Lieu qui serait ouvert chaque jour et que générerait un conciliateur. Ce serait donc un espace dans le quel les gens pourrait se parler. Bref, régler des conflits comme celui des lesbiennes qui l'année dernière n'ont pas supporté les hommes peints. Après on peut s'interroger sur la place des sœurs dans les *UEEH*. Est-ce qu'on continue de le faire de façon libre on est-ce qu'on s'investit davantage à certains endroits ? Quand on voit que nous avons un petit crédit à certains endroits. Bref il faut que l'on réfléchisse à savoir si on peut être utile, et comment. Et si entre nous cela peut se décider.

Marie-Paule Lolo : La commission vie quotidienne c'est quelque chose qui me branche. Parce que cela implique tout un travail en amont, en même temps une mise en place de logistique et une articulation qui m'intéresse. Ce qui veut donc dire de travailler sur l'autogestion, sur la mise en place. C'est un truc qu'on pourrait faire en réseau. On pourrait travailler par Internet et se rencontrer peut-être à deux reprises durant l'année afin de procéder, avant les *UEEH*, à une mise au point. Et vraiment je me propose pour cette commission. C'est quelque chose sur quoi je l'investirai, en plus de la question financière.

Muriel : Quand on parle d'un problème de structure, cela revient à discuter sur la façon dont on verrait l'organisation de la semaine. C'est à dire déterminer s'il y aurait, comme les autres années, quatre grands thèmes de développés. La question est de savoir comment, qu'est ce qu'il y aurait à enlever, à déplacer, à remplacer.

Marie Paule Lolo : Il est vrai que c'est super riche d'avoir tout plein de choses complètement différentes, de peut-être réfléchir sur les forums. Je ne peux pas dire que Dustan me représente mais à ce moment là je me suis sentie en osmose, car je m'étais fait chier sur les forums. C'était une horreur. En même temps j'ai trouvé que le but à atteindre n'était pas atteint. On peut faire plein de choses et être beaucoup plus nombreuses et nombreux, à partir du moment où si on ne se transforme pas en joyeux GO, on va faire des choses. Si on dit aux gens qui veulent faire ceci que nous avons telle disposition, que c'est à eux (en fonction de cela) de se démerder, les choses sont possibles. La commission internationale est une commission très lourde financièrement car quand on demande à des personnes originaires d'Afrique ou de l'Est de venir, cela induit une prise en charge financière très lourde. D'un autre côté il y a les *Popin Gays* qui sur le côté festif peuvent nous aider. Ainsi que les *Gais Musettes*. Nous avons ainsi plein d'associations qui sont déjà dans une démarche d'autogestion. Et c'est là l'importante du réseau, c'est que ces gens là fonctionnent déjà comme ça et sont prêts à le faire. De la sorte on peut faire plein de choses. Mais il faut dire au gens, comme ceux des *Masseurs Enchantés*, que s'il leur faut de la pommade c'est la leur. Nous sommes là pour donner un cadre où il est possible de se faire une place, mais c'est aux gens de voir si sûr cette place ils y mettent ou pas des coussins. Le problème est là. Du coup les gens qui vont s'investir sur le côté organisationnel vont pourvoir aussi s'investir dans une démarche intellectuelle. Et être de véritables participants. Toutes ces choses, on peut les faire ensemble et c'est quelque chose qui peut se faire sans parler d'autogestion. Il peut y avoir une communication de faite, mais c'est quelque chose qui se fait naturellement. C'est ce qu'on fait dans une famille, dans des couples, au sein d'un groupe d'amis. C'est quelque chose qui est culturel. Seulement il faut véritablement changer notre façon de militer, dans le sens qu'il faut accepter que la vision que nous allons avoir des *UEEH* ne sera peut-être pas celle qu'on va réaliser. C'est le gros souci. C'est faire ce choix et accepter de perdre cette image que nous avons des *UEEH*, et accepter qu'elles deviennent ce qui se passera durant la semaine. Nous, on fourni le cadre et les lieux, après, le reste se met en place.

Muriel : Du coup, l'équipe organisatrice deviendrait garant de certains principes de fonctionnement et de valeurs, et qui gère le cadre général sans le remplir lui-même. Jusqu'à présent les *UEEH* organisaient les fameux séminaires, comme ceux de l'international, travaillant toute l'année en réseau, par délégation. Il y avait donc, sur l'international ou la vie quotidienne, une organisation par commissions thématiques en amont durant toute l'année. Et donc la question est de savoir si on maintient cette structuration ou si on ne garde que la commission internationale qui semble déjà être en place. Les *UEEH* se doivent-elle se contenter d'être un lieu carrefour qui, du coup, n'invite pas lui-même des intervenants ? Ensuite, ce matin nous avons beaucoup parlé du fait que la diversité est quelque chose qui se construit, il est sûr que cela ne peut pas être un thème central au sens qu'on ne va pas faire un séminaire sur la diversité, mais que durant l'année il faut y réfléchir, le construire. Cela peut être une commission qui y travaille. Il faut donc distinguer le travail en amont et ensuite la structure.

Frédéric : L'idée est assez intéressante, mais ne fournir que les locaux pose des questions. Ainsi, si on en prépare pas le cycle international, si des gens arrivent et qu'il n'y a rien de prévu, c'est un peu dur. Il est aussi assez difficile de dire aux *Popin Gays* de se démerder d'amener leur propre sono. En même temps l'idée est intéressante, mais je ne suis pas comment cela peut se faire. L'idée est de faire participer les gens le plus possible afin qu'ils arrivent avec des choses toutes faites afin d'en décharger le CA. Ainsi, il pourrait y avoir d'un côté le CA et de l'autre des gens qui organisent.

Marie Paule Lolo : Quand je dis que l'on fourni un cadre, cela ne veut pas dire que nous avons tant de salle et que les gens se débrouillent. L'année dernière nous avons six salariés sur la semaine. Cela veut dire que l'on peut limiter les frais, puisque qu'on parle d'autogestion, mais on peut avoir une ou un salarié qui serait le coordonnateur. Quelqu'un qui va pouvoir centraliser les demandes. Si on prend l'exemple de la fête qui a été organisée hier, on a appelé *Aides Provence* qui nous a prêté le matériel. C'est une histoire de réseau. C'est à dire que l'on peut très bien rentrer dans ce type de circuit pour avoir du matériel. Mais ça veut dire aussi que nous pouvons transmettre à ces associations les coordonnées de personnes en leur disant qu'elles ont du matériel. En plus, je n'ai aucune compétence en matière de régie. Et de toute façon c'est un professionnel qui va s'adresser à un autre. Et c'est intéressant que ces gens-là, en leur donnant l'adresse qui s'adressent à eux, qui sont garant du matériel. Après s'il faut des aides, il y a des gens qui sont sur place, nous avons du matériel, on réceptionne, on aide à l'installation. C'est un travail d'équipe, bien sûr. Mais quand je parle d'autogestion, c'est d'arrêter de se savoir s'il faut telle savonnette à tel endroit, s'il faut le dernier disque de Madonna. On fait de la coordination, on aide dans l'installation, mais on est avec vous. Et c'est vous qui gérez. Ensuite, sur la question de la diversité, et c'est là que ça devient intéressant, c'est que l'équipe du CA et toutes les personnes qui auront choisi de s'intégrer dans une équipe d'organisation vont pouvoir préserver la diversité en étudiant les demandes, en essayant de faire un choix (qui ne sera peut-être pas rigolo car on va devoir trancher). Mais si on est dans les urgences de matériels, cette diversité on va la mettre en danger, on va se retrouver avec des choses beaucoup plus facile à gérer, c'est de dire que vous êtes une grande organisation alors prenez tout le colloque en charge. Mais il faut au minimum un cadre pour que les gens qui viennent animer un atelier ou un séminaire intègrent une équipe d'organisation. Et tout se fait ensemble. On n'est plus des livreurs, des joyeux GO. On est ensemble.

Jean Marc : J'arrive un peu en retard, mais ce que j'entend s cela se produisait les années précédentes. Ne serait-ce qu'au comité des fêtes il y avait quelqu'un. Personnellement je suis incapable de m'occuper d'une régie. Et y a-t-il des gens qui sont capables de le faire ? C'est une personne que nous devons employer, qui se dit et qui est professionnelle. Donc là, malheureusement on ne peut pas faire autrement. Par contre qu'on aide pour porter certaines affaires, ça oui. Pourquoi pas. Mais il y a des choses dont nous ne pouvons pas se passer. Vous ne pouvez pas faire une fête si vous n'avez pas de régisseur. Et ce régisseur était payé en conséquence, il travaillait bien trois mois à l'avance pour pouvoir mettre en place tout ce que vous aviez lors des soirées et des fêtes, au niveau des éclairages, de la sonorisation, des salles de projection. C'est une personne qui est impossible à remplacer. A moins que vous connaissiez des copains et des copines qui veulent bien s'en occuper, et les salariés durant la semaine. Maintenant les 6 autres personnes qui sont salarié dans le cadre de l'accueil, c'est vrai qu'à la limite q'il y a des gens de bonne volonté, peut-être les replacer. Mais même ces gens là on aura du mal à les remplacer. Surtout le travail que ces gens faisaient en amont et éventuellement aussi en aval.



Marie-Paule Lolo : Premièrement je ne parlais pas du régisseur en tant que personne ni de l'emploi salarié. Ensuite, il est clair que nous avons besoin, à certains moments, de professionnels. Quand je parle des *Popin Gays*, ces ont des professionnel. Sur leurs fêtes ils sont assurés, ils ont tout ce qui faut pour gérer et autogérer leurs fêtes. Maintenant nous avons la chance d'avoir une structure équipée, sonorisée qui nous permet une fois que c'est installé de mettre les choses en place. Quand je dis qu'il nous faudra un coordinateur ou une coordinatrice, c'est quelqu'un qui aura aussi ces connaissances. Par forcément sur le plan de la régie mais en tout cas sur ce travail pour qu'il ou elle puisse installer, sonoriser afin que nous puissions être entendus. Les gens qui

étaient là l'année dernière n'étaient pas à l'accueil, c'était monsieur et madame pipi. Ces gens là nettoyaient les chiottes et ramassaient les merdes, les poubelles et les vieux présos. Je ne sais pas si c'était le truc super joyeux, mais ce n'était pas l'accueil, puisque l'accueil n'était fait que par des bénévoles. Après, il est clair et si cette année nous avons fait un appel à la souscription, ce n'est pas pour rien. On a un bilan positif sur 2002, mais avec ces 30 000 euros il a fallu payer les salariés et toutes les factures qui nous sont venus de 2002, et on n'a pas fini de régler le Crous. Nous avons aujourd'hui encore à régler plus de 23 000 euros. Si je dis que l'autogestion est peut-être la survie des *UEEH*, ce n'est pas pour rien. Et si aujourd'hui on

est ici c'est parce que nous avons la chance d'avoir un directeur de Crous engagé politiquement qui nous soutient. Car nous n'aurions pas du avoir l'accès aux chambres. L'école des beaux-arts nous est prêtée par la ville, et il est possible que cette année nous n'ayons pas grand-chose à payer pour celle d'archi. Mais cette année ce fut vraiment du bricolage. Nous avons une subvention de 15 000 euros qui ne nous a pas été versée. L'autogestion ça veut dire aussi à un moment donné que les questions financières sont délicates. On ne sait pas, vu le climat actuel, si l'année prochaine nous aurons encore des subventions. Et l'autogestion c'est aussi se dire que vaille que vaille nous y arriverons, malgré les contingences financières. C'est aussi pour cela qu'il faut que les associations puissent s'autogérer sur certains points. On ne peut pas constamment financer, ce n'est pas possible. Il y a des choses qui de toute façon sont à financer. Il y a, par exemple, Pascal qui fait un travail sur la retranscription des *UEEH* depuis plusieurs années, et à ce propos nous devons passer une convention avec *Mémoires des Sexualités* afin de valoriser ce travail. Ce que nous n'avons jamais pu faire. Le *UEEH* au cours de l'année n'organisent rien, on ne peut pas vraiment se représenter, et pour ma part j'en suis à plus de 1 000 euros de frais de ma poche. C'est la réalité des *UEEH*. L'autogestion c'est la survie. Et c'est aussi permettre à un moment donné, même si je ne veux pas qu'elles deviennent une sorte de drapeau international, c'est avant tout une richesse et une culture nationale qui puisse s'ouvrir. Si on veut travailler avec les associations de prévention, si on veut dans l'Europe qui va se former (et qui est dangereuse pour nous, si on veut pouvoir faire avancer les choses se sera en faisant certains sacrifices ou en appuyant sur certains points. Sinon on se constitue tant qu'individu, on vient faire la fête durant la fête où on va pouvoir baiser, rire, se rencontrer et s'engueuler. Mais ça veut dire qu'une fois chez nous on s'enferme dans les placards. Je n'ai pas envie de vivre ça, j'ai envie que cet échange se mette en place. Et j'ai envie qu'on puisse continuer, j'ai envie qu'on puisse non pas transmettre mais échanger pour que chacun s'enrichisse. Ce qui me touche dans l'international c'est que les gens prennent ce qui les intéresse, ce qui est transmissible et le ramène chez eux et en font ce qu'ils veulent. On n'est pas des colonialistes non plus. C'est se positionner différemment que de faire ça. Pour moi les *UEEH* c'est ça. J'ai vécu des choses extraordinaires et j'ai peur que cela se perde. Il faut être très réaliste à ce propos.

Muriel : Effectivement, l'aspect financement est déterminant, et il y a certainement en la matière des choix à faire. S'organiser autrement peut donc être motivé par des raisons économiques, financières. Mais est-ce que les *UEEH*, peut-être en réseau, peuvent s'organiser ? Le CA doit-il avoir comme objet d'organiser différentes thématiques sur la semaine, comme il le faisait avant ? Est-ce qu'on garde une commission culture comme on avait jusqu'à présent, même si elle pouvait coûter beaucoup d'argent ? Et si on décide de la garder, comment faire pour qu'elle coûte beaucoup moins cher ? Est-ce qu'on garde ces différents thèmes, est-ce qu'on en propose d'autres ?

Martine : Par rapport à la question de l'autogestion, il y a quelque chose qui me semble fondamental, et on est peut-être pas assez nombreux à s'en rendre compte, c'est qu'actuellement en Europe nous ne sommes pas du tout dans l'avancée de nos droits mais davantage dans la régression de nos droits. Ce qui veut dire que, comme on le disait il y a 20 ans, il nous faut compter sur nos propres forces. Et pour compter sur nos propres forces il faut fonctionner en autogestion.

Jean-Marc : D'après ce que disait Muriel, il fallait faire des *UEEH* light. Avec l'idée que devait avoir lieu ou pas tel forum. Il me semble que nous avons déjà eu une réponse, en ce sens que Jacques disait que non. Mais faut-il continuer sur cette piste ? Par contre, pour rebondir sur ce qu'à dit Marie-Paule qui affirmait que les *UEEH* sont en déficit, si vous connaissez des associations qui sont bénéficiaires vous me le dites. Par contre (et c'est moi qui vous le dit) tout ce qui est *Europride* est hyper déficitaire. Que cela se passe dans n'importe quel pays d'Europe. Mais par contre, il faut que l'année d'après on soit là, il faut qu'on soit présent. Et qu'on soit présents encore plus forts et plus dignes. Donc les *UEEH*, pour moi, doivent continuer. Et continuer à se battre, à se battre à avoir de l'argent. Soit au sein de notre "communauté" (je n'aime pas spécialement employer ce mot mais on ne peut pas faire autrement), soit en tapant les autres. C'est tout. Quant à cette idée de version light des *UEEH*, je pense que l'on ne peut pas tout supprimer mais seulement quelques branches. Peut-être la commission culture (je dis n'importe quoi). Peut-être que la commission internationale, il faudrait la mettre un petit peu en veilleuse pour l'instant, et ensuite repartir quand on aura des moyens dignes de ceux que doivent avoir les *UEEH* pour pouvoir faire quelque chose de vraiment intéressant.

Marie-Paule Lolo : Pour ma part, je ne propose pas de supprimer, d'alléger, de dire oui ou non. Pas du tout. Je dis simplement que les *UEEH* sont la vitrine de beaucoup d'associations qui peuvent ensuite se monter en réseau national. Que se soit de Marseille vers Paris ou de Paris vers Marseille, on s'en tape. Le principal c'est que ça circule. C'est cela qui est intéressant. Donc ces associations quand elles viennent on leur dit d'accords mais à la condition qu'elles se gèrent elles-mêmes. Dans le sens où elles réfléchissent au matériel, à l'espace qu'il leur est nécessaire, à la façon de tout mettre en place. Après, il y aura peut-être un salarié pour dire comment faire, qu'elle est la salle qui leur est réservée. Mais dans l'hypothèse où l'association en question estime que l'espace qui lui est réservé ne correspond pas à ce dont elle a besoin, on va lui dire que c'est à elle d'aller voir l'association qui occupe la salle qui leur faudrait et de négocier avec elle un échange possible. Par contre, si à cette même association il lui faut un tube de crème, il y a pas loin un Casino. Quant au cycle culture, je crois qu'il est possible de faire des choses. Dans le genre, je discutais avec Erik Rémès d'un projet autour des auteurs sur la question de la prévention des risques en matière de sida et en même temps de sexualité (hard ou pas), et nous étions en train de voir quels intervenants inviter, de voir le nombre d'auteurs qui allaient pouvoir venir, afin de faire une demande de financement

auprès de la commission des auteurs, histoire d'avoir une subvention qui nous permette de prendre en charge la venue une dizaine d'intervenants. Le financement pose des questions, mais il existe des solutions. Par exemple si on prend le cas du spectacle de Madame H, on peut solliciter des sociétés comme Connexion. Sur des trucs très particuliers on peut faire une demande, mais il faut qu'un collectif de créateur se monte afin de faire les demandes de subvention. Tant que les gens arrivent en disant qu'elle propose ça à la condition que les UEEH le finance, on n'y arrivera pas. Le but, c'est que les gens arrivent et se posent des questions (de façon individuelle ou en groupe) sur comment ils peuvent trouver eux-mêmes leurs financements. Ensuite, les UEEH peuvent participer, pourront y participer. Ce faisant, on revient dans une situation d'équilibre où les UEEH appartiennent aux participants et non plus à 12 ou 15 personnes. Ce qui me semble plus intéressant.



Martine : Si on veut que ce soit une véritable participation collective de l'ensemble des participants, je pense que cela soit inscrit dès l'adhésion. Ce qui veut dire qu'on dresse une liste de tâches qui sont à effectuer, et qu'on oblige les gens à s'engager dans tel ou tel domaine. A ce propos je voulais faire une petite remarque par rapport aux tâches de la vie quotidienne, sur les 80 ou 85 inscrits de cette année il y en avait en gros une cinquantaine qui s'étaient engagés à participer aux tâches. On court après, on a fini par en trouver une dizaine. Ceci pour dit que l'engagement sur papier ne suffit pas, il faut vraiment une prise de conscience générale des gens. A tous les niveaux.

Marie Paule Lolo : Il me semble qu'il y a une difficulté à s'investir dans des tâches un peu pénibles, c'est le fait de ne pas se connaître, et je trouve que c'est une très bonne idée que cette idée de réunion par étage. Je dirais même par côté d'étage. C'est à dire que l'on dit aux gens rendez-vous à telle heure, telle chambre, tel bâtiment. Les gens vont pourvoir faire un tour de table, se présenter. Et se connaître. Ce qui veut dire rentrer dans une autre dynamique. Les gens vont arriver le lendemain sur une assemblée en se connaissent un peu. On peut alors très bien faire des tableaux et travailler ensemble, faire que dans cette commission des gens puissent aller à la rencontre des autres. Il est vrai que durant les deux premières années il va y avoir un travail pénible, il va falloir aller chercher constamment les gens. Mais pour que peu à peu les choses s'inscrivent dans l'autogestion, que ça devienne la culture des UEEH, il faut commencer par là.

Jean Bernard : Effectivement, décentraliser l'organisation, l'équipe d'organisation (au sens large) qui eux-mêmes dorment dans les étages et qui du coup vont porter la parole plutôt que de dire que untel va nettoyer les chiottes que chacun va nettoyer sa piaule, ou veiller à ne pas laisser traîner des capote usagées, est une bonne idée. Moins les gens sont distants, plus les gens sont proches et plus on les connaît et moins on a envie de les trander. Parce qu'on va les revoir tout à l'heure, le soir. Les gens qui t'ont planté, qui ne sont pas venu te donner un coup de main c'est ceux qui ne te connaissent pas. Il est donc important qu'il y ait une réelle décentralisation des choses, une autonomisation des tâches. Et si aux gens qui se disent qu'il y a de toute façon une femme de ménage pour nettoyer on leur dit que non, et ce de façon rapprochée, étage par étage, on peut faire en sorte que cela se passe un peu mieux.

Frédéric : Je me demande dans quelle mesure les engagements écrits et les incitations orales suffisent. Et donc jusqu'à quel point on peut formaliser les choses. Est-ce que, par exemple, au cours de l'AG d'ouverture on pose clairement le problème et on demande qui veut faire quoi durant la semaine, et ce d'autant plus que la semaine on doit la vivre ensemble et qu'il n'y a rien de prévu ? Faut-il aller jusque là ? Est-ce qu'on met en place le système des réunions par étage, sachant que l'année dernière il en a été question et que ça n'a pas marché ? Est-ce qu'on dit qu'il y a réunion d'étage à 17 heures, et que ceux qui ont envie d'y aller y participent ? Jusqu'à quel point nous devons aller, je ne sais pas.

Marie-Paule Lolo : Je crois qu'il faut avant tout s'attacher à certains principes comme se dire qu'il y a des possibilités comme les réunions dans les chambres ou organiser des réunions à 30 ou 40 à l'extérieur. Il y a plusieurs possibilités. Peut-être que la première année, les réunions dans les chambres cela va être difficile, mais alors on réceptionne les gens on peut leur dire qu'il est prévu des groupes de 30 ou 40 personnes et qu'ils leur faut donc les constituer afin d'en débattre. Et ce qui est super intéressant alors, c'est qu'on commence par la parole. C'est très enrichissant. Dans ces réunions on va pourvoir collecter des bénévoles, on va pourvoir commencer à mettre en place des choses. Il faut vraiment garder ce côté volontaire.

Muriel : Débarquer et se dire volontaire pour aider c'est une chose, mais après il y a la question du lien, de la suite. C'est à dire de la manière d'informer les volontaires que l'on a besoin d'eux maintenant, pour telle tâche. Car peut-être ils ne savent même pas qu'il y a à faire.

Marie-Paule Lolo : C'est justement le rôle d'une commission de travail sur la vie quotidienne.

- Intergénérationnel
 - Où sont les *foolées*?
 - Politiquement correct - bien
 Homosexuellement

Thématiques: - Mixité, place des "minorités"
 à travers des ateliers: du féminisme - LGPT
 lutte contre l'ordre moral et mixt social
 VIH, prévention - Nos discriminations

• Commission "Vie quotidienne"
 • Travail en réseau
 • Personnes ressources et comités régionaux
 Commission pour inclure des assos.
 "Le ring"

• Commission "Vie quotidienne"
 • Travail en réseau
 • Personnes ressources et comités régionaux
 • Commission pour inclure des assos.
 • "Le ring"
 • Un thème par an = dof...
 • Favoriser l'autonomie des assos en amont

International = | changer le monde!
 Mixité
 ouverture vers l'étranger
 respect, écoute, ouverture, dialogue
 Régulateurs - régulatrices
 Solidarité financière - Liberté de parole
 résolution des conflits / Modérateurs-trices
 organisation d'AG

Propositions

- charte
 - engagement écrit des participants-es
 - Commission "Vie quotidienne"
 - Régulatrices (régulateurs); AG de débats collectifs
 - mise en place en amont et
 pendant la semaine de la vie quotidienne
 - Mise en place en amont de réseaux

Valeurs

- Autogestion. Participation
 - Travail sur la vie quotidienne
 - Diversité des publics et des problématiques
 - Laboratoire d'idée à géométrie variable
 - Utopie - Vivre ensemble

VALEURS

Mots clefs

International = | lutte contre l'homophobie
 | changer le monde!
 Mixité
 ouverture vers l'étranger
 respect, écoute, ouverture, dialogue
 Régulateurs - régulatrices
 Solidarité financière - Liberté de parole

International:

- Forum social
 - Forum ILGA à Marseille
 - Forum ILGA Europe
 - Sensibiliser aux questions internationales
 => Priorité des UEEN?

Marie-Paule Lolo : Est-ce toutes les commissions sont là ? Nous allons donc pouvoir commencer. Afin de répondre à votre demande un peu formelle d'encadrement, le CA sortant a bien voulu présider et distribuer la parole afin que le débat puisse s'organiser. Je vous demanderais de bien vouloir respecter la distribution de la parole, de laisser finir les intervenants, que vous soyez ou non d'accord avec. Vous aurez toute l'occasion de l'exprimer. Je vous demande aussi de ne pas répondre en faisant des prises à partie mais en essayant d'élargir le débat, ce qui sera pour nous tous enrichissant. Ensuite je vous demanderai aussi un acceptus sur les propositions. Là, les contradictions et les oppositions seront hyper intéressantes. Seulement au niveau du programme nous sommes très en retard, et si nous voulons sortir d'une dissolution qui se présage, nous devons entrer dans la proposition et la constitution. A vous, à la première rapporteuse, au premier rapporteur. On ouvrira le débat à la fin des interventions, uniquement.



Alex : Il se dégage de notre groupe un sentiment de démotivation par rapport à notre objectif premier : apporter nos énergies pour sauver les *Universités d'Eté*. Le CA a démissionné parce qu'il est usé et qu'il ne trouvait pas de solution pour assurer la pérennité des *UEEH*. Cependant nous constatons que certains administrateurs auraient l'envie, la force et l'énergie pour s'investir à nouveau, et de participer très activement à l'organisation des *UEEH*. Nous avons le sentiment que ces personnes sont disposées à accepter des nouveaux venus, pour autant que ces derniers entrent dans des profils

définis par les administrateurs qui désirent se représenter. Cette démarche est facilitée par une absence totale de cadre formel et de méthodologie claire et précise. Il en ressort une impression de recadrage des *UEEH* en faveur de certains courants politiques, impression de cadenassage des débats. En fait l'édition 2002 n'aurait pas répondu aux valeurs de certains administrateurs et fondateurs. C'est Assises semblent avoir pour but de repositionner les *UEEH* à gauche, bien à gauche. Des questions restent sans réponse, des questions moins partisans, plus centristes, moins politiques, plus pratiques. En outre l'absence de méthodologie est immanquablement à l'origine de d'absence de respect, d'actes de mépris et de refus de l'écoute. Cependant nous respectons vos choix.

Frédéric : Au sein de la commission internationale nous avons approfondi nos réflexions sur la nécessité du dialogue entre monde occidental et monde musulman, sur la manière de lutter contre l'homophobie dans les pays musulmans, sur la porte d'entrée que constitue la Turquie, et les actions de l'*ILGA* qui ont déjà été menées et qui sont en cours de réalisation. Nous avons identifié une très forte volonté d'aller au forum social européen, car les pays latins du Sud de l'Europe en sont encore à l'émergence, quand de notre côté on est bien installé dans le monde associatif (certains ont parlé "d'associations grasses"). Ces pays se servent justement des forums sociaux, qui leur paraît être des lieux de croisement. Dans le genre, il y a plusieurs lieux de croisement qui ont été cités. Manille où l'*ILGA* organise un forum mondial sur les questions gay. L'Asie est un peu loin pour nous mais cela est justifié par le fait que c'est en Asie que se trouve la plupart de l'humanité. Il y aussi le forum *ILGA* Glasgow Europe qui est un autre lieu de croisement et on proposait que les *UEEH* soient présente à l'un de ces lieux de croisement. Enfin, sur l'aspect franco-français de nos associations, il nous semblait qu'il fallait essayer de changer les choses en matière de sensibilité aux questions internationales qui ne semblent pas remporter beaucoup d'échos. Notons que les questions internationales semblent mieux écoutées par les lesbiennes. Enfin, il ne faut pas oublier que ce n'est pas seulement une relation de pitié que l'on a avec les étrangers, c'est aussi pour nos propres droits.

Laurence : Ce matin nous étions une vingtaine, et tout à l'heure une bonne dizaine. Nous avons essayé de sortir des thématiques concernant les *UEEH*, on s'est posé le problème de savoir si on devait dégager ou essayer de dégager un thème principal pour chaque année (avec des sous thèmes) ou alors plusieurs thématique que l'on retrouverait éventuellement d'une année sur l'autre. Et nous n'avons pas véritablement tranché. Ceci dit, pour les prochaines *UEEH* les thèmes qui m'intéressent c'est d'une part la mixité, au sens large. Avec la représentation et le questionnement de toutes les minorités, la place des

minorités. Si tant est qu'on emploie ce terme. On ne voulait pas que la question de la mixité, en particulier homme/femme, soit noyée dans un ensemble, on voulait accentuer sur cet aspect là. Après on a parlé des questions de structure et de fonctionnement des *UEEH*. On comprend bien que ce n'est pas un thème qu'il faut aborder comme ça, de manière magistrale ou même dans des ateliers. Car ça pu être déjà fait et c'est rébarbatif à la longue. Et puis finalement on en parle, on dit à la tribune ou entre nous qu'il faudrait féminiser mais que finalement ça ne change rien. Aussi, on a essayé de réfléchir sur la manière d'aborder ce thème de façon transversale, par des ateliers de questionnement de son corps, de massage. Nous avons aussi parlé de jeux de rôle où des femmes pourraient jouer des rôles d'hommes et essayer de montrer un peu ce que ça peut donner d'avoir un comportement d'homme à des hommes qui sont toujours dans la situation d'hommes. Un autre grand thème : le lien entre mouvement (ou les mouvements) féministe et le mouvement LGBT. En troisième thème, la lutte contre l'ordre moral et le mouvement social d'aujourd'hui. Et enfin, quatrième thème, qui a déjà été traité mais qu'on trouvait quand même trop occulté (peut-être en raison d'un tabou qui a du mal à passer), la question du VIH et prévention sida. Encore une fois, l'idée n'est pas de faire de grands cours magistraux mais d'y être sensible par le biais d'ateliers. Enfin, on se posait la question de savoir si on pouvait instaurer une sorte de thème général, à savoir les discriminations qu'on véhicule. Ce qui permettraient d'interroger notre façon de se situer, nos comportements genrés.

Sœur Sidarta : Alors, nous avons bossé sur une commission vie quotidienne qui travaillerait toute l'année vers plus d'autogestion. Car cela nous est apparu intéressant de travailler sur le quotidien. Au ras des pâquerettes, mais il le faut bien si on veut que les choses se construisent. Ensuite nous avons réfléchi au fait qu'il était possible de faire des économies en bossant avec les réseaux, en mobilisant toutes les capacités de différentes personnes. On a également proposé la création d'une commission chargée de faire en sorte qu'il y ait plus de diversité. Par exemple, les handicapés ne sont pas représentés. Il serait important de les solliciter, de voir comment les inviter. Car à force de toujours rester dans les mêmes débats et de ne pas inviter certaines personnes, il nous a semblé important de décaler. On a aussi parlé des personnes ressources qui complètent le CA. Ce serait certainement intéressant de faire appel à d'autres personnes, d'autres énergies qui pourraient aider. Nous avons ensuite parlé d'un réseau de comités régionaux à mettre en place. C'est une idée qui a été émise il y a longtemps et sur laquelle il faudrait maintenant réfléchir de plus près. Ensuite, on s'est posé la question d'un thème par an. Certains ont trouvé cette idée assez frustrante face au laboratoire que sont les *UEEH*. Afin de gérer non pas les conflits mais les explosions ou les rencontres un peu fortes, nous avons eut l'idée d'un espace que l'on appellerait le ring. Comme son nom l'indique, ce serait un espace où les gens pourraient se dire les choses. Le ring n'aurait pas vocation à régler le conflit, mais aurait au moins l'avantage que les choses puissent se dire. Le terme de ring est beaucoup plus drôle que d'autres, celui de "régulation" est terrifiant. C'est sympa comme terme..... non ?



On s'est également posé la question de notre place, celle des *Sœurs*. Est-ce que les *Sœurs* vont continuer à travailler comme elles travaillent ou est-ce qu'elle s'implique un peu plus à certains endroits ? C'est quelque chose qui s'est posé, qu'on s'est posé. Comme vous nous donnez quelque fois une certaine valeur, on jouit parfois de considération ici du moins. Donc on va réfléchir à ceci. Ensuite, je reviens à l'idée d'un seul thème par année, certains ont dit que cela risquait de trop ressembler à un colloque, et que de toute façon les associations un peu partout travaillaient déjà sur ces thèmes. Si nous n'avons pas tranché sur cette question, il a émergé quand même que le fait que cela n'était pas forcément une bonne idée. On s'est aperçu quand les choses n'étaient pas trop cadrées que l'on pouvait avoir le vertige de la liberté.

Certaines associations parlaient d'autogestion. Les *Popin Gays*, par exemple, amènent leur propre matériel. Il nous a semblé intéressant d'aller un peu plus vers ça, car comme on le disait si l'atelier machin avait besoin d'une bouteille d'eau et qu'il fallait aller la chercher partout, c'est compliqué. Il est plus intéressant de proposer aux associations de gérer elle-même en amont leur truc. Donc, invitation aux gens à se gérer. On sait que ce n'est pas gagné, que ça va être lourd. Que c'est un long travail, mais on s'est dit que chaque fois que cela sera possible il sera intéressant de le proposer de s'autogérer. Sachant qu'il va falloir le répéter souvent. Par ailleurs il existe des réseaux qu'il est important d'utiliser, qui peuvent décharger les *UEEH*. Les *UEEH* pourrait être là pour compléter quand ce n'est pas possible en autogestion, mais il faut inciter les gens à chercher leur propre financement. Madame H pourrait être, par exemple, financée par IEM. Plaisanterie entendue que je rapporte. Les gens de l'accueil sont souvent pris pour des dames pipi ou dame capotes. L'autogestion et la survie des *UEEH* en ce sens que les budgets sont toujours un peu serrés, et l'autogestion est un moyen de contourner cette difficulté.

Sur le plan international, on s'est posé la question du risque d'avoir un regard, une attitude colonialiste. Ceci dit, les gens qui viennent durant la semaine peuvent aussi venir y prendre ce qu'ils veulent. Actuellement, en Europe nos droits sont rongés, nous sommes en régression sociale, et il n'est pas sûr que cela s'arrête. Il va nous falloir compter sur nos propres forces. Et ce titre il nous a semblé de compter sur les forces, ce qui nous ramène à l'autogestion. Nous avons aussi abordé l'idée d'une *UEEH* light. Nous étions tous contre cette idée. Bon, il ne reste plus que deux pages à vous lire.... Et bien voilà, c'est fini !

Marie-Paule Lolo : En Europe on est en pleine régression, sur le plan international on ne peut ignorer les inter-relations, et qu'il est donc évident que l'on ne peut pas demander à la commission internationale d'avoir des budgets trop serrés, et que par contre on pouvait fonctionner en réseau et en autogestion pour, si la politique évolue dans ce sens que l'on ait des financements coupés, permettre à l'international de fonctionner. Et, nous, autant que possible de s'auto-gérer pour que continue la lutte contre l'homophobie au travers du monde et de l'Europe.

Benjamin : Nous avons constitué un groupe duquel a émergé différents points. En premier lieu, la question de l'inter générationnel, est-ce qu'on a une vie en tant que pédé ou de lesbienne après 30 ans. Que veut dire la culture gay et lesbienne ? Et où sont les folles ? C'est assez light, on a vraiment l'impression qu'ici les choses deviennent politiquement correctes, homosexuellement correctes (je reprends l'expression de Pascal). Les *UEEH*, ce n'est pas ça, on n'est pas durant la semaine, dans un monde pédé parfait. Ce n'est le doux pays des Bisounours, c'est une semaine avec des folles, des pédés, des gouines. Nous sommes tous différents, soyons différents et confrontons nos différences. C'est ce qui nous enrichie mutuellement.

Pascal : Juste une petite précision suite à l'intervention de monsieur, nous avons aussi parlé du fait qu'il serait intéressant que le thème de homosexuellement correct soit abordé lors des prochaines *UEEH* (en 2004). Car nous avons le sentiment très fort qu'aussi bien au niveau des comportements (heureusement que les *Sœurs* sont là) que de la parole, il y a un certain conformisme... Effectivement, comme le demande la *Sœur*, où sont les *Dégoûtantes* ? L'année dernière elles avaient dynamité une soirée un peu molle.

David : Juste pour prolonger sur un débat que nous avons eut en commission, on parle de "lépénisation" des esprits quand des concepts de Le Pen sont repris par Sarkozy voir un peu plus loin sur sa gauche, mais la notion de politiquement correct et sa sœur jumelle la pensée unique, sont des notions qu'il faudrait faire très attention quand on les manipule car ce sont des notions d'extrême droite américaine. Notions inventées par certains qui en avaient assez de ne pas pouvoir dire "sale négro". Il faut donc faire très attention quand on utilise le terme de "politiquement correct" entre nous, car vous le savez comme moi, quand on reprend un terme sans adhérer à une idéologie il y a toujours un peu d'idéologie qui passe.

Jean Bernard : Je voudrais juste réagir à un truc qu'a dit Pascal qui disait qu'il faudrait que l'on s'interpelle sur l'homosexuellement correct. C'est évidemment un débat intéressant de savoir si c'est un droit à la différence ou un droit à l'indifférence, globalement cela rejoint la question de savoir si on doit être dans le moule pour être accepté ou si, au contraire nous devons être provocateurs afin d'interpeller la société et faire prendre conscience. Pour moi cette question de l'homosexuellement correct ne serait pas une thématique unique pour une *UEEH*, mais un des ateliers. Je fait partie des gens qui trouvent qu'une seule thématique par *UEEH* serait trop réducteur pour un lieu laboratoire comme l'est cette semaine. J'élargis encore plus la question pour dire que le positionnement de l'*UEEH* n'est pas de remplacer des coordinations déjà existantes d'associations ou même de les remplacer à un endroit de leurs actions. Sur l'international il est tout à fait normal que l'on s'interroge, qu'on agisse mais de remplacer des gens qui font déjà un travail de fond, je préfère l'idée de mise en réseaux et d'utiliser les compétences d'*Ardhis*, d'*Amnesty*, de gens qui travaillent sur ces questions (peut-être de les accompagner. Mais de ne pas remplacer un savoir-faire, une expérience cela permettrait d'éviter des maladroites sur des débats que l'on ne connaît pas. Ce faisant, on est plus efficace en leur offrant un cadre, un auditoire. Bref ne pas remplacer des choses existantes et quelque part c'est la réponse à la politisation qui est ressentie par quelqu'un, c'est la diversité que je trouve très intéressante ici. On ne s'est pas senti particulièrement récupéré par une organisation, un parti qui aurait mis la main de façon insidieuse sur la structure. Et quelque part j'ai envie de dire que ceux qui trouvent qu'il y a effectivement une exclusivité d'un parti ou d'une tendance, personne d'autre n'a inventé autre chose que les *UEEH* en France. Les études gays et lesbiennes au Etats-Unis cela existait dans un cadre universitaire, en France sur ce plan-là, à part peut-être Toulouse Miral il n'y a pas d'autres structures qui l'a fait. Soyons attentifs à toute récupération d'extrême droite ou d'extrême gauche, mais laissons aux *UEEH* la liberté de son positionnement unique. Gardons le, gardons la dans la pluralité des avis et des opinions.

Christian : Je crois que ce n'était pas évident de mesurer l'état de la situation. Moi-même en tant qu'administrateur au sortir de l'*Université* précédente je n'avais pas tiré toutes les conclusions. J'ai pris du temps à comprendre pourquoi c'était utile de se poser avant de s'engager dans l'université 2003. Nous en avons pas mal discuté entre nous. Et puis surtout, le fait est qu'à partir du moment où on a fait le choix de se poser, en se disant que l'on verra bien qui viendra, ce qui est très aléatoire. Est-ce que se sont les plus motivés, les plus intéressés par tel ou tel aspect ? Comment cela se fait-il que ce soit la dimension internationale qui était un peu plus représentée ? Comment expliquer que les écrivains, les passionnés de dimension artistique et autre types de passion ne soient pas ressortis très fort. Du coup, nous sommes à faire avec ce que nous avons et nous

sommes responsables de ce qui va se passer l'année d'après. C'est nous qui allons le décider. Ensuite, sans le vouloir nous nous sommes engagés dans cette optique autogestionnaire. Et à partir du moment où hier nous nous sommes retirés, est-ce que parmi nous il allait en avoir qui diraient de désigner un président temporaire ou des animateurs temporaires qui gèrent la chose. Ce choix n'a pas été fait, cela n'a pas été le choix à tous. D'une certaine façon on s'est infligé collectivement ce qu'on vient de vivre. Il y en a qui sont contents et d'autres non. Mais il ne faut pas dire, à partir de là que finalement il y avait quelque chose de sous-entendu, que les anciens du CA reviennent à la table et qu'ils font de la récupération. On s'est dit entre nous essayons de revenir à la tribune ce soir c'est que nous démissionnons pour passer le relais. Le relais va être passé demain, mais en même temps ne soyons pas irresponsables. D'autant qu'il a semblé pour certains assez dommage qu'il n'y ait pas eut de structuration. Et peut-être que nous en avons souffert, un certain nombre d'entre nous disent que l'on a passé des heures et qu'on a pas senti émerger des choses, il a manqué des initiatives pour essayer de d'aider à structurer.

Jacques Fortin : La mise en cause du recadrage par un courant politique, appelons un chat un chat, c'est moi qui suis visé car j'appartiens à un courant politique d'extrême gauche depuis 30 ans, je milite dans le mouvement homosexuel depuis 1976, dans les *GLH* j'ai longuement milité avec de nombreux copains, j'ai participé à la relance des *Universités*, j'ai toujours pensé qu'un parti politique c'est un laboratoire et qu'un engagement politique c'était faire le mieux possible au service des autres et des intérêts des autres. Dont les miens, puisque j'y suis. C'est ce que je me suis efforcé de faire sur le plan gay et lesbien. Franchement, je suis assez fier de ce que nous avons fait. Evidemment je n'ai pas fait ça tout seul. Je prend donc les procès d'intention ou les recherches d'idées cachées comme de la naïveté ou de la parano. Jugez sur les actes. Est-ce que depuis quatre ans vous avez assisté à une récupération de la LCR ? Si c'est le cas je serais content, parce que j'aurais bien voulu être un peu plus LCR pendant ces quatre ans que président des *Universités d'Eté*. Maintenant je tiens à rendre hommage à ceux et celles avec lesquels on a fait un boulot formidable durant ces quatre ans, eux aussi appartiennent au parti socialiste ou à d'autres. C'est un honneur d'être dans un parti, ce n'est pas une honte. Surtout quand on ne le cache pas. Et surtout quand on sait ne pas faire le travail en permanence pour son petit parti, mais essayer de faire à parti de ses idéaux un travail pour le collectif. Ce fut toujours ma ligne de conduite, j'ai du faire des conneries mais je pense avoir été honnête depuis trente ans.

Didier : A titre personnel je tiens à vous remercier d'avoir repris les rennes. Nous venons d'avoir un débat beaucoup plus serein que précédemment. Vous êtes à cette tribune de manière légitime. Je vous remercie d'avoir recadrer. C'est un constat sociologique, à certains moments on a besoin de limite, de cadre, de rappel à la réalité. Ensuite, le paysage politique français ce n'est pas ma spécialité et ce que j'ai ressenti c'est quelque chose de subjectif, ce n'est pas une vérité. Après je ne remets pas l'honnêteté de personne en doute, et certainement pas le travail qui a été fait ou qui est à venir, mais nous étions quelque uns à penser, comme la dit Jean Bernard, qu'il fallait peut-être pas tirer une sonnette d'alarme mais au moins dire ce que nous avons ressenti.

Arnaud : De Reims. C'est un peu particulier car c'est la première fois que je viens aux *Universités d'Eté*, et ce que j'ai compris, ce que j'ai retenu des deux jours c'est qu'à priori les *Universités d'Eté* c'est quelque chose qui marche, qui a marché l'année dernière et qui certainement marchera l'année prochaine si ça continue. Maintenant ce qui m'inquiète c'est qu'à priori il y a un problème dans le conseil d'administration où ils avaient l'air d'être un peu débordé. Et je regrette que l'on a l'impression d'être un peu arrivé trop tôt. Sans doute, des problèmes qui pourraient être réglé par d'autres équipes, avant de nous faire intervenir. On a de très beaux mots qui sont sur les tableaux, je ne suis pas sûr que l'on avait besoin de réunir la France entière pour les mettre. Ensuite, il m'a semblé un peu particulier que tout à l'heure quand nous étions en commission, il y a un jeune qui a demandé (à Marie Paule) quels étaient véritablement les problèmes. Et c'est le gros problème, c'est que l'on a pas été véritablement au courant des difficultés que vous rencontrez. On a compris qu'il y avait un problème d'organisation, surtout au niveau des tâches. Après, avec ce que je vous sur les tableaux, je ne suis pas certain que nous ayons trouvé des solutions concrètes par rapport à ce problème. Et la journée est quasiment finie, demain nous sommes en assemblée générale, que vu le programme nous sommes censés demain voter pour des modifications concrètes et qu'à la base on n'en a pas. Et je me demande si on aurait pas dû commencer dès hier, si vous aviez régler vos problèmes dans le conseil, à commencer à réfléchir concrètement à ce qu'on allait mettre en place et pas forcément à des valeurs ou des notions internationales qui à mon avis auraient pu être réglée entre vous.

Marie-Paule Lolo : Bien nous vous donnons rendez vous demain matin, sur le coup de 10 heures, ici afin de procéder à la synthèse de tout ce qui s'est dit et pour qu'in projet puisse être proposé, ou plusieurs si certains d'entre vous à un projet auquel vous vous êtes attardé.

LUNDI

LUNDI

LUNDI

LUNDI

- Intergénérationnel
 - Où sont les *foolées*?
 - Politiquement correct - bien
 Homosexuellement

Thématiques: - Mixité, place des "minorités"
 à travers des ateliers: du féminisme - LGBT
 lutte contre l'ordre moral et mixt social
 VIH, prévention - Nos discriminations

• Commission "vie quotidienne"
 • Travail en réseau
 • Personnes ressources et comités régionaux
 Commission pour inclure des assos.
 "Le ring"

• Commission "vie quotidienne"
 • Travail en réseau
 • Personnes ressources et comités régionaux
 • Commission pour inclure des assos.
 • "Le ring"
 • Un thème par an = dof...
 • Favoriser l'autonomie des assos en amont

International = | changer le monde!
 Mixité
 ouverture vers l'étranger
 respect, écoute, ouverture, dialogue
 régulateurs - régulatrices
 Solidarité financière - Liberté de parole
 résolution des conflits / Modérateurs-trices
 organisation d'AG

Propositions

- charte
 - engagement écrit des participants-es
 - Commission "vie quotidienne"
 - régulatrices (régulateurs); AG de débats collectifs
 - mise en place en amont et
 pendant la semaine de la vie quotidienne
 - Mise en place en amont de réseaux

Valeurs

- Autogestion. Participation
 - Travail sur la vie quotidienne
 - Diversité des publics et des problématiques
 - Laboratoire d'idée à géométrie variable
 - Utopie - Vivre ensemble

International:

- Forum social
 - Forum ILGA à Marseille
 - Forum ILGA Europe
 - Sensibiliser aux questions internationales
 => Priorité des UEEN?

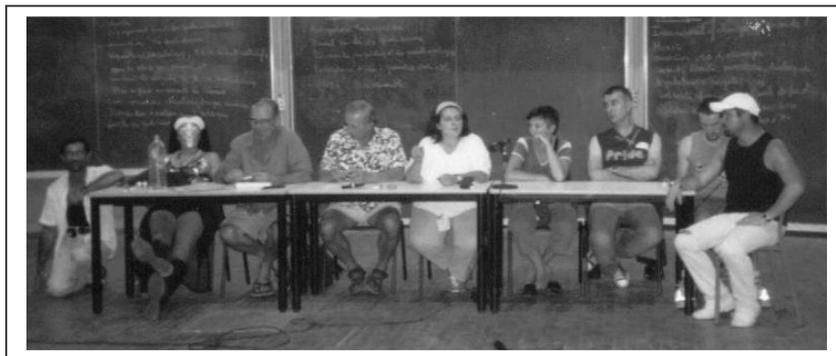
VALEURS

Mots clefs

International = | lutte contre l'homophobie
 | changer le monde!
 Mixité
 ouverture vers l'étranger
 respect, écoute, ouverture, dialogue
 régulateurs - régulatrices
 Solidarité financière - Liberté de parole

Marie-Paule Lolo : Bonjour, je constate que nous sommes de moins en moins nombreux et nombreuses. Est-ce positif ? Je n'en sais rien. En tous cas je salue les courageux ici présent. Le CA démissionnaire, à la suite des échanges que nous avons eut hier après midi, a fait la synthèse de tout ce qui a émergé. De façon consensuelle, comme nous sommes encore l'ancien CA nous fonctionnons encore à l'ancienne méthode. Nous avons demandé à Jacques de rapporter notre séance de travail.

Jacques Fortin : Nous avons repris l'ensemble des éléments qui ont émergé, et nous en avons discuté entre nous en se disant qu'il ne s'agissait pas de sortir de là une plate-forme, mais que ceci servirait de base de travail à l'équipe qui se constituera. Pour qu'une future équipe se crée il faut qu'il y ait un élément fondateur et un temps où ensemble on redigère ce qui peut être nos valeurs communes. Cela passe par un travail commun, quand certains ont pu croire qu'on enfonçait



les portes ouvertes. On a repris des choses déjà enfoncées, on les a retravaillées. Y compris pour les diffuser à l'avenir, on aura fait ce travail de digestion de nos valeurs, de réajustement de ces valeurs par rapport à des évolutions ou des souhaits.

Les questions internationales : Il y a des réseaux qui existent avec lesquels on va pouvoir travailler, avec lesquels nous travaillons déjà avant. Mais il va falloir approfondir ça. Dans cette *Université* il y avait une dizaine de pays représentés et les personnes qui venaient de ces pays semblent être prêtes à être les correspondants de l'*Université* dans leur pays. Il y a *Amnesty* avec lequel nous travaillons depuis le début, il y a aussi l'*ILGA*. Cette après midi, on vous proposera que l'*Interpride*, la *Coordination Lesbienne*, *Aides*, l'*ILGA* aient un poste d'administrateur au sein du CA. Autre réseau avec lequel on va pouvoir travailler, c'est le réseau alter-mondialiste. Donc sur le plan international on voit qu'il y a des réseaux, des compétences, des gens capables d'avoir des initiatives.

Les questions autour de la mixité, de l'ordre moral, du corps. Il est apparu qu'un certain nombre de personnes voulaient les porter ces différentes problématiques Et il y a là, de façon embryonnaire des groupes (je pense à *MixCité*, aux *Panthères Roses*), des réseaux qui se constituent avec l'envie de poser ces problèmes là, et d'apporter des réponses dessus.

Discriminations et pratiques : C'est toute la question des solidarités, des pertes de solidarité. Ce qui a été pointé c'est la question des folles, de l'âge, globalement cette question de l'homosexuellement correct qui a été généré depuis un certain nombre d'années par tout ce que nous avons gagné avec nos avancées. Il y a là aussi matière à réflexion autour du thème de la discrimination et de la normalisation, et qui peut être une des pistes de travail.

Nous avons donc vu, en gros, ces trois aspects. C'est très réducteur par rapport à tout ce qui s'est dit, mais cela donne quelques grandes pistes autour desquelles on peut travailler. A charge au futur CA de voir s'il en sort un de ces journées, de retravailler là-dessus et de faire des propositions pour repenser l'ensemble de la tenue des *Universités*. Il ne s'agit pas simplement de savoir quelle forme on prend, dès le départ il faut sortir de la forme antérieure, repenser la tenue globale des *Universités d'Eté*. Ce qui veut dire aussi bien combien de jours ça dure, comment ça se passe durant les journées, quelle forme on prend. Dès le départ il faut sortir de la forme antérieure pour essayer d'en inventer une nouvelle. Y compris sur les équilibres financiers que nous avons traditionnellement. Y compris, et cela a son importance, penser toutes ces questions sous l'angle d'arriver à une plus grande liberté par rapport à nos contraintes financières. Je vous signale au passage que la région nous aide financièrement, il n'est pas dit qu'aux prochaines élections se sera peut-être même une majorité dramatiquement homophobe. Il faut donc apprendre une certaine austérité (imagination) dans la façon de travailler.

L'autogestion : C'est un sujet qui a été beaucoup discuté durant ces trois jours, ce qui plus concrètement veut dire plusieurs choses. D'abord privilégier les réseaux, qui s'agissent de groupes locaux, de réseaux internationaux, de réseaux d'actions ou de réflexions, bref privilégier ces formes là pour nourrir les *Universités d'Eté* plutôt que de penser que c'est un CA se réunissant tous les mois qui va tout prendre en charge et organiser les choses. Et faire en sorte que des pôles régionaux commencent à apparaître, et que des réseaux qui existent déjà en pointillé entrent en travail. Ensuite (on l'a déjà fait par le passé mais l'intensifier) c'est utiliser les compétences. Il y a des compétences qui se sont manifestées. A partir du moment où il y a des réseaux et des groupes locaux qui travaillent, c'était déjà le cas dans le passé à l'exemple d'Amnesty qui a fait un très gros travail durant quatre ans. Nous avons *Popin Gays* qui a pris en charge un certain nombre d'animations. Mais cela s'est fait de façon partielle ou ponctuelle. A l'heure actuelle, pour ce qui concerne l'animation (par exemple) il faut y réfléchir de façon plus organique. Notre objectif n'est pas de dire que c'est *Popin Gays* qui s'occupe des fêtes, mais il y a un CA et un certain nombre de réseaux, de groupes locaux, d'associations disent qu'ils peuvent prendre en charge tel ou tel aspect, à partir de là ils travaillent sur un projet, le soumettent au CA qui donne son aval ou qui dit qu'à son avis cela ne correspond pas à la future globale ou ça pose tel problème. Sachant qu'il ne s'agit pas de discuter du contenu mais de la philosophie générale du projet dans le cadre général des *Universités d'Eté*. Sachant que le contenu, la façon dont ça s'organise. Si vous prenez les fêtes que Gérard organisait dans le passé, nous ne savions jamais le détail des fêtes, de ce qui allait se passer mais il nous présentait une philosophie générale, une logique générale de ce qui allait se passer, avec les implications humaines d'investissement et de matériel. C'est une logique d'aller-retour avec les associations ou groupes locaux qui peuvent proposer un certain nombre de choses. Mais en gros, on veillera à ce que la diversité soit respectée, que nos valeurs soient respectées, ainsi que l'équilibre financier, que ça colle avec les moyens et les objectifs des *Universités d'Eté*.

Toujours dans cette histoire d'autogestion, l'autre question est de savoir comment impliquer les participants. C'est une réflexion que nous avons beaucoup eue ces jours ci, c'est une question sur laquelle il va falloir travailler aussi, sur une plus grande implication des participants de façon à ce que nous ne soyons pas générateurs d'une passivité des participants qui peut conduire à ce qu'on appelle le consumérisme. Sans se faire non plus d'illusion, on ne va pas faire une grande *Université* avec une autogestion générale. Une bonne implication des participants demande une très bonne organisation en amont. Car comme ça les participants savent comment, à quoi et comment ils peuvent venir faire leur apport.

Voilà donc ce que nous avons repéré comme grands points ayant été discutés ces jours ci. L'essentiel nous paraissant être que les valeurs, l'esprit, la volonté de voir poursuivre les *Universités* et leur renouvellement ont été partagé par un remue ménage de deux ou trois jours, avec ses hauts et ses bas, ses incompréhensions et ses clarifications. Et que l'important c'était ça, cette prise de position collective de tout cet apport là qui s'est fait.

Maintenant nous vous proposons de fonctionner de façon suivante : il se pose maintenant la question de savoir si de ces journées il va sortir une équipe capable de prendre en charge le devenir de l'*Université d'Eté*, une équipe centrale et des réseaux. Il ne peut pas y avoir d'équipe centrale et de réseaux ou de groupes locaux s'il n'y a pas de connexion entre les deux. Donc la première question qui se pose c'est qui est candidat pour le conseil d'administration, pour l'équipe animatrice. Pas seulement qui est candidat mais qui le ferait éventuellement mais a des réticences, ou se demande, s'interroge. Car nous proposons que toutes les personnes qui sont candidat ou qui hésitent qu'elles s'expriment pour dire pourquoi elles souhaitent voir ou pourquoi elles hésitent, et ce qu'elles apporteraient au sein du CA. Car il ne s'agit pas d'être au CA pour occuper un siège mais pour dire qu'on peut y faire ça. Ce la peut être pour certain l'idée de monter un groupe local dans la Moselle, et de faire l'interface entre ce groupe et les *UEEH*, dans ce groupe on prendra en charge telle ou telle chose. Il y a différentes façons d'envisager les choses. Ensuite, celles et ceux qui se sont présenté ou présenté leurs hésitations se voient avant midi, on discute ensemble afin de voir s'il y a une équipe, des complémentarités, l'envie de travailler ensemble. Et donc s'il y a un collectif viable qui en sort. Si effectivement il y a un collectif viable qui sort, on le présente à l'Assemblée générale en début d'après midi. Et cette après midi on présente donc les conclusions de ce matin à l'ensemble des personnes qui seront là. Et j'espère qu'à ce moment là on présentera une liste homogène, représentant l'équipe qui souhaite assumer l'avenir. Sachant qu'on vous demandera un vote sur l'idée de créer l'association *UEEH Formation* à côté de l'association *UEEH Université d'Eté*.

Sœur Sirdata : J'aimerais que soit précisé ce à quoi on s'engage en terme de temps, de déplacement, d'argent quand on est candidat au CA. Cela éclaircirait quelques petits points d'ombre.

Jacques Fortin : Alors, à propos des voyages, si vous regardez le poste "Budget" vous verrez qu'il y a un budget déplacement. Au chapitre "Fonctionnement" figure la rubrique "déplacement CA". Ce qui veut dire que les transports de ceux qui viennent au CA sont assurés. On verra dans le budget prévisionnel combien on met, combien on a besoin de réunions dans l'année. Mais il y a le remboursement des transports. Sinon à quoi cela engage, je dirais que tu inverses la question. Là, de façon pragmatique on est en train de voir s'il y a ou non une équipe, et donc on va plutôt partir de qui peut faire quoi. Et une fois que l'on voit ce que chacun et chacune peut apporter au CA, on va voir si c'est viable ou pas. Les anciens savent la somme de tâches qu'il y a, on peut donc voir aussi ce qui peut ne plus être tâches du CA et être délégué à des groupes locaux. C'est difficile au départ, de dire à quoi ça engage.

Michelle la Méditerranéenne : Je fais acte de candidature. J'ai du temps à donner. J'ai été sensible à la question trésorerie, une personne pour gérer une association pareille, c'est difficile. Donc, s'il y a besoin de force je suis partante.

Sergiu : Je ne sais pas si ça a trop de sens mais je vais me proposer aussi au CA. J'habite à Lisbonne. Ce sera probablement difficile de fonctionner à distance, mais d'un autre côté, je suis très satisfait du niveau des discussions que nous avons eu hier. Je crois que l'UEEH a tout à gagner avec cette capacité de se penser elle-même, avec un regard critique pas seulement sur soi-même mais sur les mouvements et les certitudes du mouvement gay et lesbien actuel. Pas seulement en France mais aussi en Europe. Si cette capacité de discussion est possible ici, je veux y participer. En plus, je peux ajouter à l'UEEH le fait que j'ai accompagné nombre de mouvements gays et lesbiens en Europe, des mouvements qui ont cette capacité de regard critique sur soi-même, sur les autres mouvements sociaux. Je suis allé au forum social européen, je reviendrai à Paris en octobre pour le prochain, j'ai un peu l'ambition de faire la liaison (on verra si c'est possible) entre les UEEH et une bonne partie de ces mouvements qui ont compris la nécessité d'encadrer et de discuter les questions LGBT avec d'autres questions qui nécessairement se mêlent au problème de l'homophobie et qui concerne d'autres mouvements sociaux. Je suis encore le coordinateur d'un groupe homo au Portugal, c'est le premier groupe qu'on a créé au pays. Le mouvement homo au Portugal est très récent, il a huit ans. J'ai contribué surtout à le faire grandir, et à construire des relations internationales. C'est toute cette expérience que je peux apporter aux *Universités d'Eté*.

Jean Bernard : Je suis membre de la commission lesbienne, gay, bi et trans des Verts. Je fais acte de candidature a priori au CA, après je pense que l'on aurait intérêt à s'entourer de personnes ressources de manière à travailler avec les réseaux. Pourquoi je suis candidat ? Je suis venu à Marseille un peu comme on vient voir un ami malade car je sentais bien (tout le monde a ressenti ça) que l'UEEH était malade. Quand on va à l'hôpital on se dit que c'est un mauvais moment à passer, et en même temps on se demande si ce n'est pas un acharnement thérapeutique. On se demande si cela va servir à quelque chose, ou si finalement on accompagne avec compassion vers la fin. J'ai hésité entre ces deux postures, et j'ai constaté qu'il y avait de l'énergie, et je me suis dit que si les UEEH disparaissent, il va me manquer quelque chose. Et si moi je pense ça, on risque d'être nombreux à le penser, y compris parmi les gens qui ne sont pas venus. J'ai senti ça dans l'énergie des groupes de travail, et du coup je me suis dit que j'aimerais en être, participer à la guérison et à la renaissance. Ceci dit je suis assez occupé, je ne vais pas cacher mon appartenance aux Verts, je suis à Paris et élu local, mais en même temps je me dis si ces occupations sont un handicap, quel sens cela a d'être à la fois impliqué dans l'action municipale (dans la mairie du neuvième où nous avons mis en place l'accueil des couples pacsé) et si on s'abstrait du mouvement associatif parce qu'on a des mandats locaux on devient des élus politiques comme les autres. Paris Marseille cela fait trois heures, on doit pouvoir trouver des samedis correspondants. Donc je propose ma candidature au CA pour travailler sur ce que je sais faire, c'est à dire les questions de quinquillerie, de finance. Tout en s'intéressant aussi au fond, car les questions lesbiennes, gays, bis et trans sont des sujets sur lesquels je travaille avec plein de gens depuis bien longtemps.

Barthélemy : Je suis venu ici mandaté par l'association *Arc en Ciel* à Toulouse, qui est un peu l'équivalent d'un centre gay et lesbien. Je pourrais proposer de faire un lien avec les associations que nous touchons sur la place toulousaine pour aussi bien diffuser la communication des UEEH qu'aider matériellement aux inscriptions.

Bernard : Egalement de Toulouse. Je suis intéressé d'être au CA. Je souhaiterais participer au développement d'un pôle régional sur Toulouse. Je suis en mesure de participer régulièrement à des réunions et de faire un lien effectif avec le CA de l'*Université d'Eté*, de manière régulière, et de participer au développement d'un pôle régional sur Toulouse. J'ajoute que je suis aussi intéressé par les questions d'alter-mondialisation et par le projet international qui semble s'en dégager.

Laurence : De *MixCité* de Paris. Au fil des jours je m'étais posé la question de me présenter au CA. Une des principales raisons c'est toujours la représentation des femmes, car on se demande parfois où elles sont. Ceci dit les engagements que j'ai déjà à Paris me semblent déjà lourds, et j'ai du mal à me dire que je vais m'engager au CA en étant une petite souris, j'aurais envie d'être vraiment présente. Le moyen serait, comme à Toulouse, de créer une sorte de pôle régional sur Paris. Nous en avons un peu parlé avec les *Panthères Roses* et d'autres groupes associatifs sur Paris avec lesquels on travaille déjà. Ce serait une façon de prendre le relais de certaines tâches, de certains thèmes. Comme la mixité et les mouvements féministes.

Didier : A priori je ne suis pas du tout venu ici pour me présenter au conseil d'administration, mais davantage en observateur avec l'idée d'aider le plus possible les UEEH à continuer. Depuis plusieurs années j'ai constaté que c'est un lieu de rassemblement important, le seul et unique que je connaisse. Mon but est de régénérer le réseau inter-universitaire qui bat de l'aide depuis le décès de son président. Je ne sais pas si mon but est de me présenter maintenant au sein du CA, mais je pense que c'est un apport supplémentaire. Je ne sais pas l'engagement que je pourrais donner au sein du CA, car je ne connais personne, mis à part Jacques. Je ne connais pas les affinités qui peuvent exister.

Robert : J'ai noté l'invitation qui est faite à l'*ILGA* d'être présente au CA, mais je crois que si on veut un partenariat avec l'*ILGA* il faut que ce soit un partenariat dans les deux sens. J'avais, il y a plusieurs mois, invité l'*UEEH* à adhérer à l'*ILGA*. Je crois que ce serait important que cela soit confirmé. Si vous voulez vous orienter vers une collaboration avec l'*ILGA*, c'est important d'y adhérer. Non seulement d'y adhérer mais d'envoyer quelqu'un aux réunions.

Frédéric : Je me présente au CA au nom de l'*ARDHIS*. Nous avons une vocation nationale mais aussi au rapport à l'autre avec ces histoires de demandeurs d'asile. Et donc forcément on désire s'inscrire dans la commission internationale. Mais dans le rapport à l'autre on peut aussi s'inscrire dans la mixité qui nous intéresse également beaucoup. On propose d'apporter notre savoir-faire sur les questions d'asile, de PACS, notre savoir-faire national de terrain et de l'apporter aux *UEEH*.



Didier : Depuis deux jours je suis habité par le doute. Je crois que la grande question tournait autour des valeurs fondamentales des *Universités d'Eté*. Certes, la dimension internationale est quelque chose de très important. En Belgique, il y a une grande attente des *UEEH*, car c'est un lieu d'échange où nous avons (et malheureusement je ne l'ai pas trop ressenti durant ce week-end) le soucis de tout

ramener à l'humain et échanger entre humaines. Et s'il y a une seule chose que je voudrais défendre au sein du Conseil d'Administration, c'est cette dimension humaine que je pense très importante. Maintenant, si je viens au CA, si on parvient à faire une équipe qui a de la cohésion, je vais vous apporter un être humain entier avec ses doutes, avec ses souffrances, avec ses limites. Avec ses compétences et ses incompétences. Il ne faudra donc pas attendre de moi que je vous apporte la lumière là où il n'y a pas moyens de l'apporter. Je peux apporter beaucoup de choses, comme l'expérience de grandes manifestations internationales, des demandes de subventions au niveau européen (et je crois que si nous adhérons à l'*ILGA*, la collaboration avec Olivier Collet qui est un secrétaire basé à Bruxelles et qui est un copain avec qui j'ai pu collaborer). Je pense aussi pouvoir être un correspondant en Belgique, même si vous en avez déjà beaucoup. Je reviens à Irène que j'ai croisé en venant, elle me disait qu'elle espérait que cela allait continuer. Je l'ai entendu dire qu'elle reviendrait, qu'elle comptait être à nouveau ici pour écouter, pour échanger, pour essayer de comprendre les misogynes.

Bertrand : Je représente *David et Jonathan* et le collectif inter-associatif marseillais *Stonewall*. Je voudrais bien m'engager à titre personnel car pour l'instant je n'ai aucun mandat pour être représentant au sein du CA. Je pourrais apporter une participation au travail qui se fera sans doute sur l'autogestion. Soit au sein d'une commission, soit au sein du CA. Je suis confiant car les *Universités d'été* ont une richesse humaine très importante. Je l'ai ressenti durant ces trois jours.

Arnaud : Je ne sais pas si je peux être un très bon candidat ou si je peux être un simple bénévole, mais déjà je me suis rendu compte que les *UEEH* c'était quelque chose d'absolument super et qu'il fallait que ça continue. Deuxièmement, je me suis rendu compte qu'il n'y avait pas assez de représentation trans, qu'il fallait impliquer davantage le mouvement trans (transsexuel comme transgenre) dans les *UEEH* pour le bien commun. A l'heure actuelle le principal bénévole de l'*ASB*, je peux apporter ma contribution. Je vis à Paris, mais je suis tout à fait disposé à faire des choses sur Paris, à faire, si nécessaire, davantage de publicité pour l'*UEEH*, à faire connaître dans le milieu trans qui n'est pas informé que les *UEEH* sont ouvertes. On entend "Université des homosexualités", et les trans qui ne sont pas lesbiennes ou gays, il y en a, ne savent pas obligatoirement que c'est ouvert à tous, aux personnes non-hétéros normées. Dans cette optique, je me présente au CA car je pense que je peux être plus utile qu'en tant que simple bénévole. Ce sera à vous de voir si vous m'écrivez.

Philippe : Je suis secrétaire des *Popin Gays* mais je ne suis pas mandaté par *Popin Gays*, par contre je suis porteur d'un message de l'association. A savoir que matériellement *Popin Gays* peut difficilement s'engager à avoir quelqu'un au CA de l'*Université d'Eté*, mais on maintient la proposition qui avait été faite pour cette année qui est de prendre en charge l'organisation de soirées. En essayant de refléter plus de diversité, et de s'ouvrir. Il y a beaucoup de choses qui n'ont pas été beaucoup pensées aux *Universités*, au niveau des soirées, sur les cultures, sur ce que c'est une soirée quand c'est des filles qui passent de la musique ou quand c'est des garçons. Ce n'est pas sexiste, c'est différent. Et donc *Popin Gays* en tant qu'association propose aux *UEEH* de prendre en charge cette partie, mais par contre n'est candidate à rien.

Tom de Pékin : Je ne sais pas si je peux être utile au niveau du conseil d'administration, mais j'aimerais amener mon soutien et pouvoir faire connaître les *UEEH* à tous ceux que je peux rencontrer lors de manifestations artistiques et culturelles, et faire office de relais. Bref m'engager à ce niveau, en rapport à ce que je connais.

Eric : Des *Panthères Roses* de Paris. Je ne présente pas ma candidature au CA, je rejoins plutôt ce que proposait Laurence sur l'idée de participer à des coordinations en région, là où il y a des gens qui veulent faire des choses ensemble. Il faut trouver un moyen de faire fonctionner ça et de coordonner ces groupes en région, avec le CA. Je ne vois pas cette coordination avec chaque organisation en région et son représentant au CA, car nous sommes tous dans plein de réunions partout, et si l'engagement c'est que de chaque associations représentée il faut qu'il y ait une personne qui vient tous les mois (ou tous les deux mois) aux réunions du CA, cela risque pas de simplifier les choses par rapport à comment cela se passait avant. Ce qui veut dire que c'est des personnes qui continueront à porter le projet et qui s'épuiseront. En revanche ce que nous proposons c'est que nous (c'est à dire les *Panthères Roses*) sommes prêt à s'investir dans la création d'une coordination en Ile de France ou à Paris afin d'aider à l'organisation des *UEEH*. Cela restant naturellement à définir. Après il faudra discuter de comment on peut communiquer, recueillir des inscriptions, organiser des réunions intermédiaires de préparation des futures *UEEH*. Et aussi, comme cela semble se dessiner à Toulouse et en Belgique, comment ces gens qui sont un peu partout peuvent travailler avec le CA sur des questions d'organisation, comment on essaie de poser les questions d'autogestion, les idées de faire des assemblées générales durant la semaine, d'organiser des rings. Cela me paraît encore un peu flou parce qu'il me semble qu'il faudrait que nous ayons encore trois jours pour discuter de tout ça.

Vincent : Je suis porteur d'un message du collectif *Sagama*, collectif de masseurs gays de relaxation. Cette année nous avons proposé des ateliers de massage et de communication sensorielle, et nous sommes prêts à le proposer pour l'année prochaine. A partir du moment où se sera une des priorités que les *UEEH* veulent se donner. Ensuite, j'hésite à me présenter au CA, pour des raisons personnelles car je passe un concours de titularisation en novembre, et d'autre part il persiste dans mon esprit des doutes sur ce qui se passe ici. Je suis assez critique, je me pose plein de questions. Je ne suis pas sûr d'avoir entendu les réponses, pour l'instant. Par contre je suis prêt à m'impliquer au niveau logistique, sur la coordination de tout de qui est psycho, sensoriel et corporel. Ce qui, j'espère aura lieu l'année prochaine car c'est pour moi une dimension importante pour des personnes qui cherchent une harmonie, qu'elle quelle soit. D'autre part, je suis en lien avec le *Collectif de Lutte contre les Discriminations de Lens* qui s'est formé suite à la réaction homophobe globale qui a fait déménager un couple de garçons qui habitaient Lens. L'un des grands axes de ce collectif est la lutte contre les discriminations à l'encontre des personnes handicapées motrices et psychiatriques. La question de l'accès des personnes handicapées moteurs doit être une préoccupation pour l'année prochaine. J'espère que l'on pourra travailler en liaison avec *Handigai* ou d'autres associations qui s'occupent de personnes handicapées motrices. Cette année à la *Pride*, pour la première année il y avait un char de *Handigai* subventionné par l'*Association des Paralysés de France*.

Jean Michel : comme Barthélemy, je m'impliquerai au niveau local afin d'organiser sur Toulouse un relais, et puis participer un peu avant les *UEEH* à l'accueil et autres tâches matérielles. Si je peux venir un jour avant. Diverses petites implications de moindre importance. Je ne pense pas me présenter pour le CA car je n'ai pas les disponibilités pour venir régulièrement

Antonin : Des *Panthères Roses*. Nous avons discuté avec *MixCité* et d'autres gens d'essayer de réer un pôle parisien, et il est vrai qu'il faut qu'il soit fait une liaison avec les *UEEH*. On s'est dit que le mieux sera qu'il ne faudra pas que ce soit seulement une ou deux personnes qui soit nommée et qui donc fassent le lien tout au long de l'année mais plutôt qu'on se réunisse entre nous et qu'uns quelques personnes s'investissent plus que d'autres tout au long de l'année sur des tâches précise, et que parmi ces trois ou quatre personnes, quand le CA des *Universités* se réuni, il soit possible que l'une ou deux d'entre elles puissent venir. Et personnellement je serais intéressé de faire le lien entre le collectif régional Paris et le CA des *UEEH*. Par contre, dans le texte de présentation des thèmes à aborder, il y a un thème qui n'est pas du tout apparu, on en avait parlé hier et à chaque fois pendant ces trois jours que ça é été lancé on arrêtait d'en parler c'est la visibilité du sida au sein des *UEEH*. C'est vraiment quelque chose qui nous importe.

Sœur Sidarta : Un peu de joie dans ce mode politiquement correct. Donc les *Sœurs* s'engagent chaque année, et je pense que nous serons encore présente l'année prochaine pour faire ce qu'on fait régulièrement et d'autres choses, et pour vous rappeler aussi que le politiquement correct est d'un chiant. Par ailleurs, je suis *Sœur* au couvent de Bordeaux, il est possible de faire une tête de pont sur Bordeaux, il y a plein d'associations qui ne connaissent pas les *UEEH*, il y a plein de gens incorrects qui boulonnent. A titre de *Sœur* je suis présent lors des forums sociaux afin de foutre le bordel et de rappeler certaines réalités, ne pas oublier le sexe bien sûr, et ne pas oublier les LGBT, et mettre en question la question des genres. Je crois que très vite, très visiblement une *sœur* interroge là-dessus. Donc là il y a beaucoup de choses à faire, ne serait-ce qu'au sein des *UEEH*, observer ce qui se passe dans les forums sociaux qui sont des espèces de bouillonnements très bordéliques mais assez prometteurs. Après, à être membre du CA à titre personnel, je ne sais pas. Il faut que je voie ce à quoi cela engage. Donc faire parti du CA, je ne sais pas, faire partie d'un réseau (car je suis en lien avec beaucoup de personnes et d'actions), pourquoi pas. En tout cas, que la joie vous habite. Excusez-moi les filles. !

Stéphane : A la fois membre de la commission nationale LGBT des Verts et du syndicat enseignement (le SNES). Je ne suis pas candidat au sein du conseil d'administration parce que j'ai déjà pas mal de responsabilités à côté et que je préfère m'engager dans un nombre limité de choses et de les faire bien. En revanche, participer à un groupe parisien m'intéresse. Essayer de le développer avec une certaine diversité, cela m'intéresse aussi. Et je voudrais aussi contribuer, même en dehors de l'instance officielle, à un thème qui m'est cher, à savoir la lutte contre l'homophobie en milieu scolaire. Il y a encore aujourd'hui beaucoup trop de gamins et de gamines qui ont du mal à s'assumer et qui vivent très mal la découverte de leur orientation sexuelle (de leur homosexualité). J'y ai travaillé pendant un an, quand j'étais membre d'un site qui s'appelle *monchoix.net*. C'est un site qui essaye d'aider les jeunes adolescents ou jeunes adultes à faire leur coming-out. J'ai vu des choses que je pensais appartenir au passé. Et je voudrais qu'on travaille dans cette direction. Je sais qu'il y a quelque chose de concret qui a été fait dans la région, ce serait bien que ça se développe ailleurs. Et là, en tant qu'élu syndical, je serais prêt à faire le lien avec ce genre de chose.

Christian : Premièrement je constate qu'il n'y a que six exemplaires des Actes 2002 qui ont été vendus, c'est dommage. Je croyais que ceux et celles qui viendrait cette année seraient les mordus, les plus intéressés par ces Actes. Donc n'hésitez pas à demander à Pascal un des CD sur lesquels figurent les Actes de l'année dernière qui sont hyper intéressants. D'autre part, évidemment je me sens toujours intéressé et il m'a semblé important d'avoir cette phase de discussion et de travail collectif, car je sais bien, à titre personnel, que je ne m'engage pas beaucoup. C'est que se mobiliser tout au long de l'année c'est vraiment difficile, il y a mille autres choses à faire. Cela a été largement dit par beaucoup d'entre vous. Par contre, je suis intéressé de tout faire pour que pendant la semaine en question les choses se passent le mieux possible, grâce à un travaille à long terme. Il est agréable d'avoir le temps de préparer, d'échanger, on peut amener quelque chose de solide. Je suis prêt à me réinvestir, au titre du CA.

Marie Paule Lolo : Pour ma part, je suis comme vous toutes et tous engagée sur plusieurs fronts, politiques et autres. Donc je me représente là mais je me représenterai de façon définitive après la réunion que nous aurons fait avec les postulants et les postulantes, dans le sens où pour sortir un projet il faut qu'on puisse avoir des axes qui se retrouvent et en même temps des gens qui s'engagent. C'est très important car si on a de grosses occupations et qu'en mars/avril on se rend compte que finalement on ne peut pas porter les projets, ça veut dire que c'est encore sur les mêmes que ça retombe. J'apporterais toujours à la fois mes compétences professionnelles sur tous ce qui concerne les finances, mais en même temps je suis très intéressée de travailler sur ce qu'on avait proposé avec Bertrand, à savoir une commission sur l'autogestion, sur la communication, la mise en forme du concept d'autogestion au sein des *UEEH*.

Jacques Fortin : En ce qui me concerne, j'ai l'intention de continuer. Mais mon projet personnel dans l'*Université d'Eté* c'est d'organiser, de développer cette année ce qu'on a déjà commencer. A savoir une certaine passation des savoir-faire, des montages de dossiers. Donc, organiser cette passation dans le courant de l'année de façon à avoir une équipe sudiste capable d'être le bureau administratif et officiel de l'*Université d'Eté*. Car compte tenu que nos interlocuteurs et nos financements sont du Sud, il faut organiser ça cette année et faire que des gens aient à la fois confiance en eux et dans les *Universités d'Eté* pour pouvoir prendre ces charges là. Donc j'ai l'intention de continuer le travail de dossier qu'on a déjà fait, et de m'intéresser beaucoup aux questions internationales. C'est sur quoi je voudrais travailler. Et puis organiser cette passation de façon à devenir, pour faire plaisir à nos amis contestataires, vraiment un président occulte et non plus officiel.

Yaelle : Après une longue hésitation je vais me représenter pour d'une part foutre un peu le bordel (ils ont l'habitude maintenant) et aussi pour essayer de cordonner les réseaux nationaux et de travailler avec les pôles qui ont en train de se monter. Et étant aussi de Bordeaux, de travailler avec la région Sud-Ouest. Mais je ne ferais rien de plus.

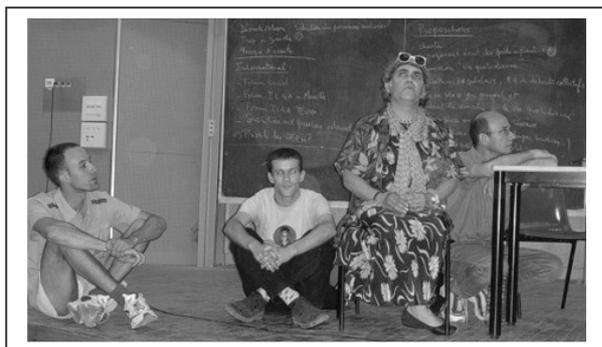
Jean Marc : Je représente ici d'une part une association qui est l'*Interpride*, qui est la coordination de toutes les *Marches* en France, je voudrais simplement dire que j'ai du mal à ma positionner parce qu'au départ autant on avait fait appel personnellement à moi pour venir parce que c'était un réseau qui commençait, ensuite après j'ai été mandaté par la coordination nationale des *Marches*. Mais ce qui m'ennuie un petit peu c'est que je ne sais pas du tout quels vont être dans tous les cas les positions de cette coordination. Ensuite personnellement je n'ai jamais, jamais, il y des gens qui ont mal compris en autre le président sortant, je n'ai jamais été contre les *UEEH*. J'ai toujours fait ce que j'ai pu pour les *UEEH*. Maintenant qu'on m'ait reproché personnellement, je l'ai très mal vécu. Mais ce n'est pas pour autant que je suis quelqu'un de défaitiste, et que je baisse les bras, au contraire. J'espère qu'il y a quelque chose à faire, et je pense qu'il y aura quelque chose à faire au niveau de ces *UEEH*, je suis à la limite partant. Je ne sais pas si j'aurai toujours le mandat, mais en tous les cas je suis partant. Maintenant, je voudrais simplement dire que le domaine national comme l'a dit Yaelle et d'autres personnes, pour créer des réseaux, je suis partant et j'espère qu'on essaiera de mettre en place quelque chose au niveau national. Même si l'*international* est très important à mes yeux, amis je pense qu'il ne faut pas vider la coquille du national.

Patrick : Je suis le représentant de *Aides* au sein du conseil d'administration. *Aides* sera toujours un partenaire des *UEEH*. Par le passé ça a été un partenariat très actif dans la mise en place des *UEEH*. A l'avenir, *Aides* orientera son partenariat plus vers un soutien, sur un apport de thèmes et de savoir-faire mais *Aides* participera moins à l'énergie interne des *UEEH*.

Bruno : Je vais me représenter, mais uniquement pour pouvoir faire l'interface avec l'association *UEEH Formation* dans laquelle je suis partie prenante en tant que plus ou moins intervenant. Et comme à ce titre il faut que quelqu'un de la formation communique avec l'*UEEH*, a priori je serais d'accord pour que ce soit moi.

Pascal : Pour ma part, je décide de ne pas me représenter au CA. Notamment du fait d'une grande fatigue de ce CA, d'un certain type de discours qui y est tenu, fatigué de voir que certains de ses membres se représentent malgré de jolis discours sur un nécessaire renouvellement. Fatigué par la tenue de ces trois jours, quand il aurait été plus simple de consacrer la dernière journée de l'édition 2002 (alors que nous étions dix fois plus qu'aujourd'hui) à une vaste Assemblée générale. Par contre je suis tout à fait disposé à continuer les Recriptions. Car elles forment une matière de réflexion et de travail critique intéressante qu'on ne peut pas ignorer. Je suis également volontaire pour travailler à la conception d'un cycle consacré à la question VIH et sexualités. Tellement ces questions font l'objet d'une très forte demande. Tout un cycle de débats critiques sur la question de la sexualité et des sexualités, car c'est il me semble une des raisons d'être des *UEEH*.

Muriel : Au CA, je représentais le *CEL*. Je ne compte pas me représenter cette année puisque je préfère faire un peu moins de choses et les faire bien, m'investir davantage dans mes autres engagements, notamment au *CEL*. En revanche, je continuerais le travail que nous avons entamé sur l'homophobie et qui m'intéresse beaucoup. Pour autant, je ne vous abandonne pas, j'ai envie de suivre de près ce que les *UEEH* devienne.



Alexandro : De Zurich, en Suisse. Je ne me présente pas au CA car je vois qu'il n'y a pas une grande clarté quant au futur des *UEEH*. Sur la question de l'international ou pas. Dans le programme de ces trois jours il était dit qu'on décidait d'internationaliser les *UEEH*. Je vois qu'il y a très peu de gens qui sont intéressés par la dimension internationale. Beaucoup d'autres sont intéressés à une coordination française que je trouve aussi très importante. Mais si par hasard il y a ou aura un groupe qui fera quelque chose sur l'international, je suis prêt (comme observateur externe) à venir une fois durant l'année à Marseille. Si ce thème est effectivement abordé. Sinon je viendrais l'année prochaine à titre privé.

Frédéric : Mon engagement cette année au sein des *UEEH* a été très limité car j'ai participé aux premières réunions et après j'ai un peu décroché, à la fois par rapport à mon engagement chez les *Sœurs* et parce qu'on a monté un collectif inter associatif sur Marseille. Comme disait Marie-Paule, si c'est pour lâcher en court d'année, ce n'est pas la peine. En revanche, comme au cours de ces trois jours j'ai participé à des réunions qui m'ont intéressé, notamment sur l'organisation de l'autogestion et de la vie quotidienne, je veux bien essayer de m'y investir. Mais il faudra voir comment faire le lien avec le collectif *Stonewall*. Mais il ne faut pas que mes engagements associatifs débordent, car j'ai une vie personnelle très active.

Muriel : Je ne me représente pas au CA. La grande raison c'est que je n'aurais pas du tout le temps l'an prochain. D'autant plus que je garderais l'envie de travailler dans le cadre de la lutte contre l'homophobie, puisque j'ai rejoint le comité scientifique. Par contre, je ne le désintéresserai pas des *UEEH*. Et dans le cadre de Marseille il y a des possibilités de créer un comité régional. Les gens qu'on a côtoyé, que l'on peut côtoyer, qui peuvent nourrir les *UEEH*, c'est important que ça existe.

Marc : De Grenoble. Je ne compte pas me présenter au CA par rapport aux engagements personnels que je compte avoir. Par contre, je serais intéressé de faire un travail sur Grenoble afin de sensibiliser les gens aux *UEEH*. Autrement, par rapport aux compétences que je peux avoir en informatique, de réfléchir avec d'autres gens qui ont eux aussi ces compétences pour voir de quelle manière on peut aider à la mise en réseau des gens et assurer le suivi.

Jacques Fortin : Nous allons maintenant proposer à ceux qui souhaitent être au CA (ou articuler une action avec le CA) de s'installer sous un arbre, sur les pelouses. Nous allons échanger pendant une demi-heure, histoire de voir comment on peut avancer. Après, cette après midi, nous nous occuperons de la partie statutaire de conclusion et de vote.



Jacques Fortin : Nous ouvrons donc maintenant l'Assemblée Générale statutaire, avec à l'ordre du jour trois points. Tout d'abord la question du mandat à donner aux deux Muriel, celle qui était à la table ce matin et Muriel Bianco, et Bruno qui donc sont dans le CA sortant et qui se sont occupé avec moi de la formation contre l'homophobie, qui sont chargés de créer une association de lutte contre l'homophobie qui s'occupe de cette formation. Une association distincte de l'*Université d'Eté*. Avec en son sein une représentation d'au moins un ou deux administrateurs de l'*Université d'Eté* afin de pouvoir suivre les choses et faire l'interface. Et donc, à cet effet je demande qui parmi la salle est adhérent et qui ne l'est pas...

Donc quatre personnes. Quatre personnes qui ne prendront donc pas part au vote.

Et sur ce mandat, y a-t-il des questions ? Donc.... qui est contre ? Qui est pour ?

51 pour. Contre ? Deux. Qui s'abstient ? Deux. C'est donc adopté.

Deuxième point à l'ordre du jour, c'est la question de l'adhésion à l'*ILGA*. Cela fait des années qu'on nous pose cette question. Aujourd'hui l'un des secrétaires mondiaux de l'*ILGA* était présent, on a pensé que se serait la bonne occasion de décider de l'adhésion des *UEEH* à l'*ILGA*. Quelqu'un souhaite intervenir ?

Qui est contre ? Qui est pour ? 46 pour, 4 abstentions. C'est adopté.

Maintenant on en vient au gros morceau, la question du CA. Dans nos statuts nous avons donné des sièges aux grands réseaux nationaux. Comme *Amnesty*, l'*Interpride*, la *Coordination Lesbienne Nationale*, *David et Jonathan*, *Aides*...

Pascal : Tu en oublie un, certes très nouveau mais néanmoins existant, l'*Inter Centre*.

David : J'interviens afin de préciser ce que vient de dire Pascal. L'*Inter-CGL* existe depuis cinq ans, fondé le 12 décembre 1998 par notre président fondateur ici présent (avec ses enregistreurs). Il y a une semaine, cet *Inter Centre* s'est structuré sous la forme d'une association afin d'être plus crédible. Sur ce qui est d'une éventuelle participation de l'*Inter Centre* au CA des *UEEH*, je ne suis officiellement fondé à prendre position, la proposition pourra être étudiée si elle est émise. Notre prochaine rencontre nationale aura lieu en février (à Metz). Une participation pourra être envisageable et pertinente dans le cadre de la mission sociale qui est la notre. Cela me semble tout à fait pertinent et tout à fait possible. Encore une fois la proposition ne peut être étudiée que si elle est émise.



Jacques Fortin : Il semblerait que du côté des *Sœurs* il y ait aussi la question de la représentation des *Sœurs*. Je vous propose que là-dessus nous travaillions en consensus, c'est à dire que l'on émette un avis favorable à l'idée de continuer notre politique à l'égard des réseaux nationaux, c'est à dire de faire en sorte qu'ils aient un siège au CA, mais qu'on rediscute cette question au prochain CA afin d'en voir les modalités exactes parce qu'il faut faire aussi attention à ne pas avoir 15 représentants de droits. Il faut que l'on formalise les choses et qu'on remette de l'ordre dans ces histoires de réseau et de CA.

Philippe : Nous pensons que notre présence en tant qu'organisation au sein du CA des *UEEH* a peut-être épuisé sa forme, pour autant la commission LGBT d'*Amnesty* restera toujours en soutien au *UEEH* afin d'utiliser les réseaux et les contacts pour aider les *UEEH*, mais que nous pensons qu'en matière internationale les *UEEH* doivent prendre leur autonomie par rapport aux discours d'*Amnesty* qui ne sont pas universellement partagés. *Amnesty* laisse donc sa place au CA.

Jacques Fortin : Est-ce que vous êtes d'accord, par rapport au fait de travailler la question de nos relations avec les différents réseaux lors d'un prochain CA ? On envoie une lettre à ces différents réseaux pour leur expliquer comment on fonctionne, la place qu'ils peuvent prendre au sein du CA. Sachant que par exemple il y a une place qui est formelle, celle de *La Coordination Lesbienne*. On la maintient pour des raisons de principes, depuis deux ou trois ans. La première année la *Coordination* fut représentée par une copine d'Avignon. Donc nous allons entrer en relation avec les réseaux, les *Sœurs*, l'*Inter Centre* et tous les autres afin de voir ce qu'il est possible de faire.

Pascale : Je suis assez rétive au fait que *David et Jonathan* soit considérée comme un réseau. Je sais que c'est un réseau d'associations dans le sens où cela regroupe pas mal d'associations en France, mais c'est quand même, en soit, une association qui n'a pas du tout le même statut que l'*Interpride*, la *Coordination Lesbienne* ou *Aides*. Je suis étonnée de voir que *DJ* a de fait une place au CA. Pour le coup c'est une association qui a une orientation particulière, et je suis un peu choquée qu'il y ait un siège réservé pour *DJ*.

Bertrand : De *David et Jonathan*. Oui, effectivement *David et Jonathan*, a une particularité. Ceci dit, nous sommes aussi une association homosexuelle ouverte à tous. Nous n'avons pas de discrimination au sein de notre association. Et je pense que les *Universités d'Eté* sont un lieu d'ouverture, et je comprendrais mal que *David et Jonathan* n'ait donc pas sa place au sein des *UEEH*, en tant qu'association.....

Pascale : Au CA. Ce n'est pas pareil. Que vous soyez à l'*Université*, pendant la semaine c'est normal.

Jacques Fortin : Ce sont des questions qui ont été posées. Des questions qui ne peuvent pas être tranchées par l'Assemblée générale car on ne tranche pas les questions posées comme ça, lors d'une Assemblée générale. Ce que nous avons fait jusqu'à présent était extrêmement pragmatique, quand on a relancé les *Universités* on a vu les gens qui étaient disposés à nous donner un coup de main et nous leur avons proposé d'intégrer le CA. Cela mérite maintenant d'être remis à plat. Réfléchir à ce que c'est pour nous un réseau, quel type de réseau nous prenons en compte. Il faut que cela soit rediscuté. Quitte à ce que ce soit une assemblée générale l'année prochaine qui vienne à statuer là-dessus, et que nous prenons des solutions d'attente en accueillant ceux qui veulent venir, et réfléchissant comment l'an prochain on s'organise.

David : Pour repartir avec quelque chose de clair sous le bras, à l'heure actuelle il y a un CA qui comprend des élus plus des associations comme l'*Interpride*, *David et Jonathan*, la *Coordination Lesbienne* et *Aides*. La proposition qui est faite concernant l'*Inter Centre* c'est d'intégrer ce collègue des membres du CA ? Non ?

Jacques Fortin : Il faut que le CA émette un avis favorable sur cette question. Il faut remettre tout à plat.

Marie-Paule Lolo : Nous en sommes aujourd'hui à la constitution du CA. Il me semble important que l'on travaille tous ensemble. Aujourd'hui notre préoccupation est la constitution du CA, ensuite nous pourrions travailler sur des problèmes bien particuliers. Maintenant il serait prématuré de statuer, nous de l'ancien CA (même si certains se représentent).

Didier : A propos de cette question des réseaux et de la polémique sur la présence d'une association comme *David et Jonathan*, personnellement je ne vois pas le problème. Pour autant que *David et Jonathan* adhère aux valeurs des *Universités d'Eté*, qu'il s'affiche comme un courant chrétien ne me dérange absolument pas, car je sais à qui j'ai à faire. Maintenant, c'est aux réseaux qui veulent venir, pour moi quand un réseau ou une personne veut adhérer c'est à elle de poser la question, ce n'est pas aux *Universités d'Eté* à aller chercher.

Pierre Serne : A partir du moment où on ouvre le CA à des réseaux qui en seraient membres de droit, par soucis d'équilibre et afin d'éviter des susceptibilités, il serait bon de ne pas oublier l'*Inter LGBT* qui n'est plus trop un réseau Ile de France mais plutôt un réseau à vocation nationale. On n'ouvre pas du tout aux réseaux ou on ouvre à tous les réseaux, mais on ne pas fonctionner en allant piocher tel et tel réseau car on sait très bien que cela va susciter des problèmes, des rancœurs.

Jacques Fortin : Nous ne commencerons pas un débat là-dessus, ce n'est pas à l'ordre du jour. Je fais une proposition, c'est que nous restions à l'existence de façon conservatoire, et que nous travaillions cette question pour mettre des repères sur cette histoire des réseaux. Histoire qui est partie des liens que l'on s'était fait avec certains. Il faut que l'on y travaille.

Erika : Désolé, maison ne peut pas dire qu'on en discute et ne pas en discuter. Personnellement je ne suis pas pour qu'il y ait, de droit, au sein du CA des réseaux. Je trouve cela complètement antinomique avec le fait que des gens sont venus ici pour réfléchir, ensemble, durant trois jours et à ce qu'on allait faire par la suite. Alors si le futur CA se préoccupe de travailler avec *Aides* ou la *Coordination Lesbienne* parce qu'ils apporteront des thématiques qui sembleront importantes pour les éditions suivantes, d'accords. Mais dire que l'on garde l'idée de gens qui de droit sont membres du CA, même s'ils ne sont pas représentés, cela me paraît choquant.

Jacques Fortin : Cela va être la dernière intervention. Après on tranche sur une chose : c'est de savoir si on maintient les existants ou si on les suspend. C'est la seule chose que l'on peut faire. En revoyant ultérieurement la question des réseaux, lors d'un prochain CA. C'est la seule chose à faire. Le reste, ça mérite un débat, une préparation approfondie.

Pierre : De *David et Jonathan*. C'est vrai que c'est un réseau mais c'est surtout une association. *Aides* aussi, d'ailleurs. Nous avons travaillé pendant longtemps avec les *UEEH*, j'ai la charte de *David et Jonathan* et j'ai été très agréablement surpris de voir que dans la liste des valeurs de *DJ* un grand nombre sont partagée avec les *UEEH*. Sinon je peux vous assurer que *David et Jonathan* ne prétend pas à une place particulière au sein du CA des *Universités d'Eté*. Son travail avec les *UEEH* et les autres associations est déjà bien assez intense pour savoir qu'on travaillera main dans la main, sans pour autant avoir une place précise dans le conseil d'administration des *UEEH*.

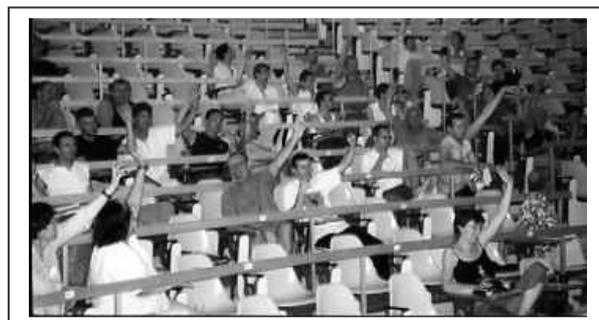
Jacques Fortin : Nous allons donc voter. Ceux qui sont pour suspendre les représentations d'associations et ceux qui sont à titre conservatoire pour les maintenir..... A titre conservatoire signifie en attente de débat. Ce n'est donc pas une décision de fond, c'est juste pour permettre qu'on ait le débat à tête reposée. Il faut donc que les associations en question, celles qui pourraient venir et celles qui pourraient ne plus y être ne prennent pas ça comme une décision de fond mais simplement comme un moyen d'avoir le débat et après de pouvoir trancher. Donc

Qui est pour maintenir à titre conservatoire jusqu'au débat..... ? 15.

Qui est pour, à titre conservatoire, suspendre la participation des associations..... ? 22 !

Combien d'abstentions ? 10. Combien ne prennent pas part au vote ? 2

La participation des associations est suspendue. Nous reprendrons cette question lors d'un débat ultérieur.



Jacques Fortin : Ensuite, décision suivante, au niveau du CA, nous nous sommes donc réunis, ceux et celles qui étaient candidat ou désireux de travailler avec. Et grosso modo le consensus qui est sorti de notre réunion c'est qu'à peu près tout le monde était disposé à participer au CA et avec quelques modalités particulières. Donc je vous propose de vous donner les noms des différentes personnes qui sont candidats, de façon solidaire et collective, et en plus de ces solidaires et collectif qui font un ensemble. Nous souhaitons qu'il y ait au CA deux sièges pour le collectif Ile de France qui va travailler..... Laurence ?

Laurence : Nous souhaitons travailler sur la question du VIH sida, des liens avec le mouvement LGBT contre l'ordre moral.

Jacques Fortin : Par collectif il est prévu deux sièges afin que la charge ne repose pas sur une seule personne. Sauf à Grenoble où on compte une seule personne prête à s'investir, intéressé de monter un collectif local et de travailler individuellement avec le CA. A Toulouse avec l'association *Arc-en-ciel*, il y a aussi l'idée d'un collectif régional. Sur place ils veulent un travail pour l'*Université d'Eté*, avec l'*Université d'Eté*, et plutôt que de nommer une seule personne ils souhaitent pouvoir envoyer une personne différente à chaque fois. Voici donc les trois cas des réseaux régionaux, cela risque de se poser à l'avenir. Il y a des demandes individuelles de Paris, mais qui ne se réfèrent pas au collectif du réseau Ile de France. Il n'y a pas d'autres collectifs régionaux qui se soit présenté.

Marie-Paule Lolo : Une précision par rapport à ce qu'a dit Laurence, il a été demandé à ce que la parité soit mise sur les deux personnes. Que les deux représentants d'un collectif régional soient un homme et une femme.

Jacques Fortin : Il y a un collectif qui est en train de bâtir un projet. Ce collectif s'est exprimé ce matin, disant qu'il ne souhaitait pas qu'untel ou untel soit au CA mais davantage à ce que le collectif soit associé au CA, c'est à dire de mettre un homme et une femme, deux personnes qui représenteraient le collectif Ile de France auprès du CA des UEEH. Ce collectif ne représente pas l'ensemble des personnes présentes en Ile de France, c'est un collectif de personnes qui sont en Ile de France. Il y a des gens qui habitent Paris et/ou la banlieue et qui se sont présentés au Ca, à titre individuel.

Laurence : Notre collectif est en Ile de France mais il est ouvert à d'autres personnes qui sont prêtes à travailler sur ces thématiques. Ou d'autres. Reste à s'entendre sur les thèmes mais nous sommes réunis autour de certaines thématiques.

X : Alors que je pensais que les collectifs régionaux se définissaient par leur localisation géographique, on nous dit qu'ils se définissent par leur thème de travail.

Marie-Paule Lolo : Il faut faire la distinction entre un individu et une zone géographique. Il y a des individus qui font partie d'une zone géographique et qui se présentent en tant qu'individu et s'investissent en tant qu'individu, et il y a le groupe que vous avez formalisé qui va représenter une zone géographique.

Didier : Sans remettre en cause le vote précédent, on suspend la participation de choses claires par des choses floues qui peuvent changer. Je ne comprends pas. Je ne demande pas de réponse. Je constate simplement.

Marie-Paule Lolo : Il serait intéressant de voir si pour tout le monde le concept est bien clair... Non... ! Je pense qu'il serait alors intéressant que les personnes du comité Ile de France qui nous ont exposé leur idée nous donne quelques explications.

Barthélemy : Du vote précédent j'ai compris que l'on suspendait le fait qu'il y ait une place de fait aux réseaux.

Stéphane : Ce que j'avais compris ce matin c'est qu'on essayait de rassembler les bonnes volontés, on essayait de voir ou on en était, et enfin de fixer plus ou moins l'organigramme des prochaines UEEH. Et donc, ne serait-il pas le moment de déterminer les préoccupations régionales au moment où on s'occupe de définir l'organigramme. Car j'ai l'impression qu'on va se prendre la tête avec ces histoires d'organisation. C'est une question de modalité d'organisation, ce n'est pas une querelle de représentativité. Ici nous avons vocation à parler des UEEH et à faire en sorte que cela fonctionne.

X : Nous sommes quand même là pour élire le CA. Je rappelle que ce matin, c'est les mêmes personnes qui ont demandé ces réseaux avec leurs deux représentants qui maintenant posent le problème. Cette question fait partie de l'après, pour le moment nous sommes là pour élire le CA. Ce matin pour être gentil, pour être arrangeant la décision a été prise d'attribuer deux postes au CA (sur la demande de *MixCité*), mais ça s'arrête là. Sinon on va rentrer dans des querelles d'associations et machin. Pour le moment on n'est pas là pour ça.

Erika : Si effectivement il s'agit de nous faire plaisir, cela n'a aucun intérêt et on arrête tout. Je veux bien que l'on en discute plus tard mais cela me paraît important. D'accord on peut dire qu'aujourd'hui le problème c'est d'élire le CA et donc qu'on va discuter du fait qu'il y a deux personnes par collectif, qu'il y a machin qui est tout seul, mais si on réfléchit pas maintenant à ce que cela va signifier ensuite, on aura bosser, on aura un super CA mais c'est tout. De notre côté, lors de la première discussion, nous avons proposé d'organiser des comités régionaux d'organisation des UEEH. Ce à quoi il nous fut répondu que ce n'était pas révolutionnaire, que cela s'était déjà fait. De notre côté on a dit que nous voulions proposer de participer à un comité régional de préparation des UEEH 2004, qui en l'occurrence serait Ile de France puisque nous sommes en Ile de France. Nous avons (quand je "nous" c'est les *Panthères Roses* et *MixCité*) particulièrement réfléchi car nous avons des thématiques assez proches. A mon sens cela n'aurait d'intérêt que si ce comité d'organisation et/ou de coordination, et dont effectivement les modalités restent à définir et qui ne sont pas forcément les mêmes en Ile de France qu'à Bruxelles ou ailleurs. Et donc ce truc là n'a de sens que s'il s'agit de mutualiser les ressources qui peuvent être dans une région, et utiliser cette mutualisation pour faire l'interface avec le CA et donc avec la coordination globale de l'organisation des UEEH. Que l'intérêt des deux ou quatre représentants d'un comité en fonction de sa taille, s'était aussi que ce soit pas toujours les mêmes qui fassent les voyages. Et si on ne discute pas de ça maintenant, cela va se casser la gueule.

Jacques Fortin : Ce matin quand on a discuté, il est apparu plusieurs choses. Il est apparu votre collectif qui avait une inspiration et un projet. Et vous avez dit qu'à partir de ce projet vous pourriez monter un collectif Ile de France. On fonctionne de façon collective, on ne veut donc pas mettre une personne mais deux personnes fixe au CA. La réponse donc était de dire d'accords on va proposer que vous ayez deux postes, ce qui fait que vous pourrez tourner. Et on a dit attention ne tournez pas trop parce que cela donne le tournis, si ce n'est pas les mêmes personnes ça pose des problèmes. Voilà comment on a résolu le problème. Jean Bernard n'est pas parti de ce point de vue, il s'est présenté au CA individuellement. D'autres personnes veulent faire parti du CA, à titre individuel, au nom de centre d'intérêt et d'envie de travailler qui leur sont propres. S'il y a une équipe qui a une dynamique, c'est très bien. On a demandé à chacun ce qu'il voulait.

Frédéric : Je n'ai pas très bien saisi où était le problème, mais il me semble qu'il y a vraiment un enjeu assez fort pour les *UEEH* qu'il y ait effectivement des délégations dans les régions, même si c'est un peu artificiel qu'il y en ait en Ile de France, à Grenoble et pas ailleurs. Mais si aujourd'hui nous sommes assez peu nombreux, dans l'avenir d'autres seront représentés. C'est très bien qu'il y ait des pôles régionaux qui se constituent, qui réfléchissent sur des thématiques particulières. Ces pôles régionaux peuvent aussi être en contact avec des individus qui habitent ou pas la région. Même si ce n'est pas super clair c'est qu'il y ait un relais dans les régions et une représentation dans le CA de ces groupes de travail. Après qu'il y ait des individus qui représentent, par exemple, l'*Ardhis* (qui a un travail particulier), c'est très bien aussi.

Pascale : Le pôle Ile de France, pour que ça marche il faut que d'autres associations le rejoignent. Pas forcément pour travailler sur les questions qui ont été évoquées. Cela veut dire qu'il faut absolument qu'on arrive à mutualiser les compétences qui ne sont pas les mêmes et pas sur les mêmes terrains. Et donc les thématiques qui seront discutées seront peut-être traitées à Grenoble ou à Rennes. Il faudra aussi qu'il y ait des liens transversaux. Je ne dis pas ça pour foutre le bordel mais pour que les choses soient claires. Le projet c'est de déporter un peu la responsabilité des thématiques, de la préparation des débats, de drainer plus largement que de façon centralisée sur un CA marseillais et avec quelques extra marseillais. Ce qui veut dire que deux personnes me paraît raisonnable mais il faut préciser la fonction d'un collectif régional, fonction qui n'est pas que thématique. Il faudrait que cela soit plus large.

Jacques Fortin : Cela sera discuté au prochain CA. Ce matin, chacun a tracé de façon succincte pourquoi il se proposait au CA. Au prochain CA, les gens vont arriver avec des projets. On y verra plus clair sur la façon dont cela fonctionne. Là on essaie de mettre en place une dynamique individuelle et collective. Il ne faut pas couper les cheveux en quatre pour le moment. Les pôles régionaux c'est évident qu'il y en a peu, à Toulouse c'est une association et à Paris pour le moment c'est deux associations. Sur Grenoble il y a deux ou trois personnes. On en est là, pour le moment. Cela se développera après, on verra. Il ne faut pas dire aux gens qu'ils doivent appartenir à une association ou un collectif. Il faut des entrées multiples.

Sœur Sidarta : Alors expliquez-moi pourquoi il n'y a pas la place de Bordeaux ?

Jacques Fortin : Parce que vous ne l'avez pas demandé. C'est tout bête. On est parti de ce que les gens ont proposé, on n'est pas parti d'un schéma abstrait.

Laurence : J'avais l'impression que les *UEEH* fonctionnaient en rassemblant les initiatives, jusqu'à présent. La preuve en est que l'association c'est le CA, même si nous sommes adhérents pendant une semaine. On avait l'idée d'un collectif Ile de France pour décharger, on verra ce que ça donne. Le message qu'on voudrait faire passer, on s'est peut-être mal compris et mal comprise, c'est l'idée qu'il y ait des comités régionaux qui ensemble préparent le projet *UEEH*. Puisqu'il y a un fonctionnement dont on hérite, avec des personnes qui sont impliquées, on ne va pas demander aux gens de se présenter en tant qu'individu, à ce moment là il n'y aurait plus personne, il n'y aura plus d'*UEEH*. Ce serait un peu dommage. Mis à part notre petit comité régional en Ile de France, peut-être qui essaierait de faire quelque chose. C'est sûr qu'à Paris il y aura d'autres associations qui auront envie de travailler là-dessus. Tout à l'heure, j'ai un peu balancé des thématiques comme ça, pour dire qu'on avait quelques idées. Elles sont loin d'être restrictives. Il y a aussi tout l'aspect gestion. Hier on prenait un exemple, un parmi d'autres, si on venait à gérer les inscriptions, le but serait que les gens n'écrivent plus nécessairement à un secrétariat fixe surchargé mais à un comité régional.

Jean Michel : Ce matin, pour Toulouse nous avons demandé à ce qu'il y ait une possibilité d'avoir deux sièges car on est près à porter une dynamique et à s'investir, mais sous cette forme. Car il n'est pas toujours possible ce que ce soit la même personne qui vienne aux réunions du CA durant l'année. Et donc cette forme nous convient mieux pour participer. Ce pourrait être une autre personne durant l'année qui viendrait, dans ce cadre là, qui participerait localement au projet que l'on mettrait en place. Si cette solution n'était pas adoptée, on ne participerait pas au CA. On n'apporterait rien du tout.

Marie-Paule Lolo : Il faut voir l'échéance. Nous sommes dans une situation où quand même il faut arrêter une conclusion pour formaliser un projet. Mais on en arrive à nouveau à une situation de blocage.

Jacques Fortin : Vous voulez faire rentrer tout le monde dans votre groupe à Paris. Laissez les autres rentrer et cheminons ensemble, avec ces différentes façons d'entrer. Nous verrons dans quelques mois où nous sommes. Laissons la différence.

Guillermo : Cet après midi j'ai discuté avec Jacques, j'ai dit que c'est une merveilleuse utopie ce que nous vivons ici. C'est merveilleux, cela n'arrive nul part ailleurs. Il faut donc la soutenir, et je pense qu'il faut arriver à un consensus qui fasse plaisir aux uns et aux autres. Il est nécessaire. Parce que c'est vital pour nous. Si on arrête ça, on est un peu crevé. Je pense qu'il faut passer au vote, et continuer avec l'utopie qui est réelle, ici.

Jacques Fortin : On conclue ? On vote ? Il est temps. Ce matin nous avons eu un échange et nous sommes arrivées, grosso modo, à un consensus pour avancer d'une certaine façon. Mais à chaque fois, ça repart et ça bloque sur des questions de forme et pas sur des questions de fond.

Didier : Je prends la parole parce que je m'en vais. Je ne me sens pas bien, je vais tomber dans les pommes. Je vais partir. Je dis simplement que je ne suis pas candidat, vous savez mes compétences, je veux bien être représentant en Belgique, faire le tour des associations belges pour dire que vous existez. On est en train de refaire un débat qui a déjà eu lieu. Je ne suis pas bien, je m'en vais. C'est tout.

Pierre : On voit bien qu'il s'agit en fait d'un débat de fond car on voit comment revient, en fait, à travers cette question des groupes régionaux, la question de l'adhésion au CA des membres non individuels et de telle ou telle association. Et c'est ce qui coince. Je propose de voter non pas sur des individus, quitte à ce qu'ensuite dans la répartition des tâches au sien du CA un certain nombre de personnes soient là sur des compétences et d'autres soient là plutôt au titre de la coordination régionale ou groupe de travail régional. Je crois que l'on ne s'en sortira pas s'il faut définir maintenant le nombre de personnes par région. Je comprends le problème d'assurer la présence, du fait de qu'on ne peut pas venir à chaque fois, mais cela joue pour tout le monde. On peut alors considérer que telle ou telle association qui serait représentée par un individu, le jour où cet individu n'est pas là aurait envie d'être quand même représenté, et on parle plus de représentations individuelles. Ne pouvons nous donc pas voter sur des individus, quitte à introduire un minimum de souplesse ne disant que telle personne peut être représentée par une autre, en mettant en place des suppléants ? On ne va pas s'en sortir si on continue de goupiller des trucs à la fois individuels, régionaux et thématiques.

Marie Paule Lolo : Je trouve quand même extraordinaire que dans ce mouvement où on prône le droit à la différence qu'on cherche à tous prix à formaliser, à faire rentrer à tout prix tout dans un même cadre. On propose à la fois des collectifs et des individuels, et on se retrouve dans une espèce de bataille entre les pro-individus et les pro-collectifs. Est-ce qu'il n'est pas possible, une bonne fois pour toute, d'être véritablement dans ce qu'on est, c'est à dire dans la diversité ?

Jacques Fortin : En tant qu'individu, je ne suis plus candidat.

Marie-Paule Lolo : Moi aussi. Il est possible dans une assemblée d'avoir un collectif qui souhaite nommer une personne à tel moment pour le représenter et telle autre personne à tel autre moment, pour des raisons diverses et variées. C'est leur droit. Il est possible à des individus de s'engager à 100% du début à la fin. Mais où est le problème ? Doit-il y avoir une position plus valable que d'autres ? Il y a quelque chose que je ne comprends pas.

Muriel : Je n'ai pas le sentiment qu'il y avait vraiment un problème, c'est à dire qu'il devait y avoir que des individus ou que des collectifs. Visiblement on n'en est pas là. Mais par contre j'ai l'impression que les gens qui étaient pour le collectif, comme se serait nouveau, avaient besoin de comprendre et de clarifier les choses. Je ne vois pas pourquoi c'est vécu comme une tension. Se serait une tension si véritablement il y avait l'un ou l'autre. Là effectivement, il y aurait tension. Il fallait peut-être en discuter. Il faut parfois prendre une demi-heure pour expliquer.

Marie-Paule Lolo : Je suis vraiment fatiguée, j'en ai un peu marre des réflexions variées mettant en accusation l'ancien CA, je propose que les gens qui jusqu'à maintenant pensent pouvoir mieux faire viennent présider la séance. Merci.

Christian De Leusse : Si chacun s'en va..... Je propose qu'on vote là-dessus. On a considéré qu'il avait été faite une proposition de deux sièges pour l'Ile de France, un pour Grenoble et un pour Toulouse. Tout le monde s'est suffisamment exprimé à ce propos Maintenant on passe au vote. Est-ce que nous sommes d'accords ? On vote pour l'idée des collectifs régionaux représentés par une ou deux personnes ? Pour le Collectif d'Ile de France on peut admettre, pour l'instant, qu'il soit représenté par Laurence et par Erik.... Bon, on décide de deux sièges pour l'Ile de France, un pour Grenoble et un pour Toulouse, sans nommer quelqu'un en particulier ?

Et donc, qui est pour ? 34 personnes. Qui est contre ? 5..... Qui s'abstient ? 8

C'est adopté. Nous pouvons passer au point suivant. Et demander aux administrateurs qui ont quitté la tribune de revenir.

Erika : Je tiens à préciser une chose, et désolé si je me suis mal exprimé mais il me semble que je n'ai pas entendu de choses négatives envers l'ancien CA, je n'ai absolument pas dit que cela me posait un problème que des individus, qu'ils soient parisiens ou de Tombouctou, fassent partie du CA. Il me semblait seulement important que si on dit qu'il y a deux personnes qui représentent un collectif, ce n'est pas anodin pour l'orientation de la suite. Cela me paraissait important qu'on en discute ici, collectivement, mais visiblement on n'a pas les mêmes pratiques de la démocratie, de ce que cela voulait dire. Peut-être parce qu'on mal géré le truc, mais on n'en a pas discuté directement...

Jacques Fortin : C'est que tu ne l'as pas posé tout à l'heure quand on s'est mis d'accords tous ensemble, collectivement, dans une dynamique positiviste. Tu n'en as rien dit pendant tout le temps ou on était là bas. Vous n'en avez rien dit. Si on fait comme ça, on va se retrouver dans un punching-ball tout le temps. Je n'ai pas l'intention de vivre ça, j'ai besoin de confiance dans les gens, de choses sur la table et de compromis pour qu'on puisse travailler ensemble, et pas de blocage.

Christian de Leusse : Un vote vient d'avoir lieu, n'y revenons pas. En revanche nous avons bien noté les remarques et critiques qui sont faites. On en discute lors d'un CA afin de mieux redéfinir les choses. Et on va même faire des propositions dans ce sens. Mais il vrai que maintenant on ne peut pas discuter de chacun des points, dans le détail. Question de temps, on est un peu pris de court. Alors, il y a deux solutions : on fait une pose puis on en vient au point suivant, ou on passe directement au point suivant. C'est-à-dire qu'on élit les nouveaux administrateurs. Qui est pour? Donc, vu le nombre de mains levées dans l'assistance on peut considérer que nous sommes très majoritairement pour. Et est-ce que les anciens administrateurs reviennent à la tribune ou est-ce que nous continuons dans leur présence ? On poursuit.... Jacques va chercher la liste de tous les candidats, tous présents dans cette salle. Après énumération de chacun des candidats et des candidates, on va expliquer pourquoi on propose une liste globale....Ce serait bien c'est que chacun vienne à la tribune afin qu'on le voit ou la voit.

Jacques fortin : On récapitule.... Il y a donc Michelle, Sergiu du Portugal, Jean-Bernard, Bernard de Toulouse, Didier de Rouen. Il s'occuperait plus de la relance du réseau inter-universitaire. Frédéric de l'*Ardhis*, Bertrand de Marseille, Arnaud de l'*ASB*, Tom de pékin en direction de personnes afin de les faire venir à l'*UEEH* afin de faire des expos, *Sœur* Sidarta (à titre personnel). Stéphane qui travaille au sein du *SNES*, le syndicat enseignant, Christian de Marseille, inébranlable assiduité depuis 30 ans, Marie-Paule, Yaelle, Bruno au titre de la formation contre l'homophobie.

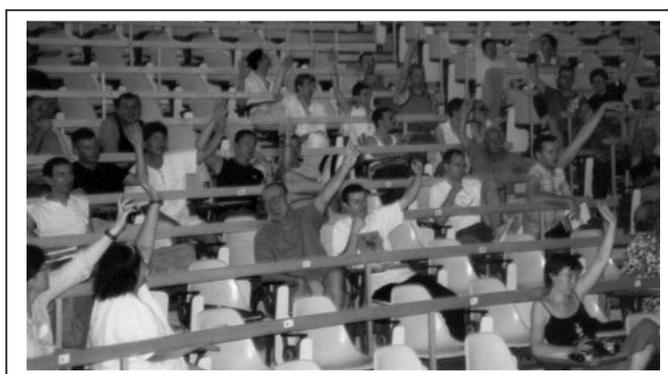
Christian de Leusse : Ce qui vous est proposé c'est que ce soit une élection collective, que c'est une équipe qui se présente dans son ensemble. Restera bien sur à ce CA à ce structurer, car se n'est pas simple de travailler à si nombreux. Alors, est-ce que vous êtes pour les élire tous ensemble. On ne les raye pas individuellement pour se payer telle ou telle tête. On les prend tous ensemble à charge pour eux de travailler, de savoir travailler ensemble.

Marie-Paule Lolo : Qui est pour ? Pour élire la liste collective..... 36 ! Qui est contre ? 7 Abstention ? 6

Christian de Leusse : Donc le principe d'un vote collectif est adopté par l'assemblée. Et donc, qui est pour le nouveau CA ?

David : Le minimum démocratique serait de procéder à un vote à bulletin secret.

Marie-Paule Lolo : On va faire de la démocratie. Qui est pour voter à bulletin secret ?.... 3 ! Contre ? 37. Qui s'abstient ?..... 7 !



Christian de Leusse : Nous allons donc pouvoir maintenant voter à main levée. Qui se prononce pour la liste ? 46 ! Qui est contre ? 0 ! Qui s'abstient ? 5. Qui ne prend pas part au vote.....? 5 ! Donc la liste est élue. Juste une précision, le nombre de personnes présentes et adhérentes..... que ceux qui ne sont pas adhérents se lèvent. Combien de personnes présentes et adhérentes ? 65. On peut donc dire que la liste a été élue avec la majorité des personnes présentes ayant droit de vote.

Christian de Leusse : Le nouveau CA va donc maintenant se réunir, travailler un petit peu et préparer l'avenir.